



CONSEIL COMMUNAL DU 27 JUIN 2019
GEMEENTERAAD VAN 27 JUNI 2019

REGISTRE
REGISTER

Présents Aanwezig	Christophe Magdalijns, <i>Président/Voorzitter</i> ; Sophie de Vos, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, <i>Échevin-e-s/Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés Verontschuldigd	Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

27.06.2019/A/0001 **Secrétariat**
Interpellation du front commun syndical CGSP-CSC-SLFP- report du 23/05/2019

Madame la Bourgmestre
Mesdames/Messieurs les Echevins
Mesdames/Messieurs les Conseillers Communaux
Monsieur le Secrétaire Communal

Depuis plusieurs mois, le front commun syndical CGSP-CSC-SLFP représentant le personnel des 19 Communes, 19 CPAS, 5 Hôpitaux Publics du réseau IRIS et diverses associations Chapitre XII de la Région de Bruxelles-Capitale a entamé une longue marche pour porter les revendications bien légitimes des travailleurs de la fonction publique locale. Parce que nous ne pouvons pas tolérer que le coût de la vie (loyers, nourriture, biens de consommation, éducation des enfants et bien d'autres encore...) empêche certains agents de vivre dignement :

- Nous exigeons une revalorisation générale des barèmes de la fonction publique locale à hauteur de 10 % ; ce qui ne permettrait que de rattraper péniblement le retard encouru par rapport aux barèmes publics locaux en Wallonie et en Flandre.
- Nous exigeons que les agents de niveau E soient placés dans les échelles barémiques de niveau D
- Nous exigeons le retour de l'octroi de la programmation sociale (prime de fin d'année) là où elle a été retirée

Parce que nous ne pouvons pas tolérer que de nombreux agents sont engagés sous contrat de travail et que nombre de ces contrats les placent dans une situation précaire parce que

peu stables (notamment les contrats liés à des subsides) :

Parce que nous estimons que la Région de Bruxelles-Capitale a besoin de services de qualité pour une population qui, dans de nombreux cas, nécessite une attention particulière :

Parce que notre Région doit être un opérateur puissant en termes de création d'emplois :

- Nous exigeons une politique de statutarisation massive des agents dans la fonction publique locale
- Nous exigeons des créations d'emploi qui résorberont partiellement le chômage mais qui permettront aussi une réduction du temps de travail avec maintien des acquis et une diminution de la charge de travail
- Nous exigeons des conditions de travail qui assurent la sécurité des travailleurs et leur permettent de travailler avec une charge psychosociale raisonnable, sans voir apparaître le spectre du stress permanent et des burn-out à répétition.

Les travailleurs, nos affiliés, nos militants ne ménagent pas leur peine depuis le mois de juillet 2018 pour faire valoir leurs revendications. Leur détermination, qui est aussi la nôtre, et leur volonté ne font que s'accroître tant leur espoir est grand de voir aboutir les négociations que nous avons à mener avec les autorités politiques locales.

Nous avons déjà mené diverses actions : 10000 signatures dans le cadre d'une pétition auprès du personnel ; signatures remises au Ministre-Président en septembre 2018 au cours d'une action menée avec nos militants – action surprise à la Conférence des Bourgmestres toujours en septembre – arrêt de travail de deux heures largement suivi dans les administrations locales en octobre 2018 – journée de grève et manifestation début novembre 2018.

Et nous ne nous arrêtons pas en si bon chemin !!! Car nous sommes décidés maintenant à visiter tous les Conseils Communaux, nouvellement installés, pour interpeller les élus, tant de la majorité que de l'opposition.

Dès lors, Mesdames, Messieurs, nous vous demandons de prendre attitude par rapport à nos revendications ; une attitude responsable mais qui ne soit pas « une vaine valse autour du pot ». Cette position, vous devez la prendre au sein de votre formation politique mais aussi au cœur de ce qui fait la démocratie locale à savoir le Conseil Communal ici présent. Nous vous demandons clairement de nous communiquer ce que seront vos choix politiques pour les six années à venir pour valoriser plus et mieux les travailleurs de vos pouvoirs locaux.

Nous vous remercions pour votre attention.

• Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre f.f.

1. revalorisation de 10 %

Qu'il faille réinvestir dans le personnel communal, nul n'en doute.

Que le réinvestissement dans le personnel se fasse par une hausse de 10 % des salaires est une toute autre chose. L'exigence d'augmentation salariale n'est effectivement pas la seule voie dans laquelle la commune investit dans son personnel et un équilibre doit être budgétairement soutenable entre plusieurs actions :

- Auderghem a souscrit une assurance pension complémentaire pour ses agents contractuels - dont coût : plus de 210.000 €/an;
- depuis 2016, Auderghem a également quasiment doublé le budget formation;
- nous avons aussi commencé, dès 2018, à étoffer le personnel d'encadrement et

d'expertise en soutien à l'organisation et aux collègues en contact avec le public et ce mouvement doit se poursuivre.

Enfin, vu le défi des pensions, accroître mécaniquement de 10 % les salaires, ce n'est pas simplement augmenter la charge budgétaire d' 1, 8 millions d'euros par an; ce sera bien plus eu égard à l'assurance pension complémentaire du personnel contractuel qui est proportionnelle à la masse salariale et des hausses de cotisations dues pour les pensions publiques qui ne cesseront de s'accroître et connaîtront un pic équivalant à plus des 2/3 de notre masse salariale dans les années 2030.

Nous ne rejetons pas l'option de revalorisation salariale mais nous devons en mesurer l'ampleur au regard de tous les autres besoins en personnel que nous voulons rencontrer.

2. Mettre les agents de niveau E dans les barèmes des niveaux D

C'est une option que nous ne pouvons poursuivre car les agents de niveau D n'admettraient pas qu'ils soient payés au même barème que des agents de niveau E caractérisés par l'absence totale de diplôme. Auderghem a privilégié une autre voie : maintenir une porte d'entrée dans des emplois stables aux personnes dépourvues de tout diplôme, même primaire et leur créer une carrière leur permettant d'être chef d'équipe ou leur donner des formations qualifiantes leur donnant accès à des promotions à des niveaux supérieurs.

3. Prime de fin d'année

Auderghem paie à ses travailleurs aussi bien une prime de fin d'année qu'un pécule de vacances.

4. Politique de statutarisation

Auderghem est la commune qui, derrière la Ville de Bruxelles, statutarise le plus, dépassant les 40 % d'agents statutaires et engageant les actions pour essayer d'atteindre les 50 %.

5. Conditions de travail

Auderghem investit dans la sécurité de ses travailleurs : nous n'avons plus connu d'accident grave depuis près de 10 ans malgré un nombre de travailleurs à fonctions lourdes important (plus d'une centaine d'ouvriers et de fonctions à charge physique).

Quant à la charge psycho-sociale, Auderghem est la commune qui mène le plus d'analyses de la charge psychosociale des 19 communes. Rien que ces deux dernières années, 5 services ou unités opérationnelles ont connu une analyse de la charge psychosociale pour appréhender des problématiques très diverses, depuis le taux d'absentéisme (crèche Oursons), le turn over (urbanisme) en passant par l'exercice de prestations dans un lieu de travail décentré et incorporé dans un autre milieu de travail que le lieu communal (Chirec).

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Interpellatie van het gemeenschappelijk vakbondsfront ACOD-ACV-VSOA-verdaging punt van 23/05/2019

Mevrouw de Burgemeester

Dames en Heren Schepenen

Dames en Heren Gemeenteraadsleden

Mijnheer de Gemeentesecretaris

Het gemeenschappelijk front ACOD – ACV – VSOA, dat het personeel verdedigt van de 19 gemeenten, 19 OCMW's, 5 openbare ziekenhuizen van het IRIS-net en verschillende verenigingen Hoofdstuk XII, is nu al enkele maanden in de weer om de terechte eisen te ondersteunen van de werknemers van de lokale besturen.

Omdat wij niet kunnen aanvaarden dat de kosten van levensonderhoud (huur, voeding,

consumptiegoederen, opvoeding van de kinderen en nog veel meer,...) het voor een aantal personeelsleden onmogelijk maakt een waardig leven te leiden:

- Eisen wij een algemene baremaherziening van 10% bij de lokale besturen; zelfs dat zou nauwelijks volstaan om de achterstand goed te maken op de barema's van de Waalse en de Vlaamse lokale besturen.
- Wij eisen dat de personeelsleden van niveau E in de baremaschalen van niveau D worden geplaatst.
- Wij eisen de herinvoering van de sociale programmatie (eindejaarspremie), daar waar ze werd geschrapt.

Omdat wij niet kunnen aanvaarden dat talrijke personeelsleden onder arbeidscontract worden aangeworven en omdat vele van die contracten hen in een onzekere, wankelende situatie stort (onder andere subsidie-gebonden contracten):

Omdat wij van mening zijn dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nood heeft aan kwaliteitsvolle diensten voor een bevolking die, in de meeste gevallen, bijzondere aandacht verdient:

Omdat ons Gewest een krachtige operator moet zijn op het vlak van nieuwe jobs:

- Eisen we een massale statutarisering van het personeel in de lokale besturen.
- Eisen we nieuwe jobs om de werkloosheid gedeeltelijk op te vangen, maar ook om een arbeidsduurvermindering mogelijk te maken met behoud van de verworvenheden en een vermindering van de werklast.
- Eisen we veilige arbeidsomstandigheden voor de personeelsleden en een redelijke psychosociale last, zonder het schrikbeeld te zien opdagen van permanente stress en veelvuldige gevallen van burn-out.

De werknemers, onze leden, onze militanten, sparen sinds juli 2018 kosten noch moeite om hun eisen kracht bij te zetten. Hun vastberadenheid, die wij met hen delen, en hun verlangen blijven maar toenemen, omdat ze zo sterk hopen dat de onderhandelingen die wij gaan voeren met de politieke lokale overheden, met succes bekroond zullen worden.

We hebben al een aantal acties gevoerd: 10.000 handtekeningen in het kader van een personeelspetitie; handtekeningen die we in september 2018 aan de minister-president hebben overhandigd ter gelegenheid van een actie met onze militanten – een verrassingsactie op de burgemeestersconferentie in september – een werkonderbreking van twee uur in de lokale besturen in oktober 2018 – een stakingsdag en een betoging in november 2018.

En we laten het daar niet bij!!! We zijn vastbesloten om bij elke nieuw samengestelde gemeenteraad langs te gaan om de verkozenen aan te spreken, zowel die van de meerderheid als van de oppositie.

We vragen jullie dan ook, dames en heren, om een standpunt in te nemen in verband met onze eisen; een verantwoordelijk standpunt, zonder "rond de pot te draaien". Dit standpunt moet u innemen in uw politieke formatie, maar ook in deze gemeenteraad, het hart van de lokale democratie.

Wij vragen jullie om ons duidelijk te zeggen wat jullie politieke keuzes zijn voor de komende zes jaar om de werknemers van de lokale besturen meer en beter te valoriseren.

Wij danken jullie voor jullie aandacht.

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, waarnemend burgemeester**

1. loonsverhoging van 10 %

Dat er opnieuw moet worden geïnvesteerd in het gemeentepersoneel, daar twijfelt niemand aan.

Dat de herinvestering dient te gebeuren door de lonen te verhogen met 10% is iets heel anders. De eis van een loonsverhoging is immers niet de enige manier waarop de gemeente investeert in haar personeel en een evenwicht moet budgettair houdbaar zijn tussen verschillende acties:

- Oudergem heeft een aanvullende pensioenverzekering afgesloten voor de contractuele personeelsleden - met als kostprijs: meer dan € 210.000 jaar;
- sinds 2016 heeft Oudergem het opleidingsbudget bijna verdubbeld;
- we zijn vanaf 2018 ook begonnen met het aanwerven van meer begeleidend en deskundig personeel ter ondersteuning van de organisatie en de collega's die in contact komen met het publiek en we moeten daarmee verdergaan.

Tot slot, gelet op de uitdaging van de pensioenen, gaat het bij het automatisch verhogen van 10 % van de lonen niet gewoon om een stijging van de budgettaire last met 1,8 miljoen euro, het zou veel meer zijn rekening houdend met de aanvullende pensioenverzekering van de contractuele personeelsleden die evenredig is aan de loonmassa en met de stijging van de bijdragen verschuldigd voor de overheidspensioenen die zullen blijven stijgen en een piek zullen kennen die overeenkomt met 2/3 van onze loonmassa in 2030.

We zijn niet gekant tegen een loonsverhoging maar we moeten de omvang ervan in kaart brengen in het licht van alle andere personeelsbehoeften waarin we willen voorzien.

2. Personeelsleden van niveau E opnemen binnen de schalen van personeelsleden van niveau D

Het is een optie waarmee we niet kunnen doorgaan aangezien de personeelsleden van niveau D het niet zouden toestaan dat ze op basis van dezelfde loonschaal betaald zouden worden als personeelsleden van niveau E die over geen enkel diploma beschikken. Oudergem heeft de voorkeur gegeven aan een ander pad: stabiele arbeidsplaatsen blijven openstellen voor personen zonder enig diploma, zelfs niet van de basisschool en voor hen een carrière uitwerken waardoor ze ploegbaas kunnen worden of ze kwalificerende opleidingen bieden die toegang geven tot hogere niveaus.

3. Eindejaarspremie

Oudergem betaalt haar medewerkers een eindejaarspremie en vakantiegeld.

4. Statutariseringsbeleid

Oudergem is de gemeente die, na stad Brussel, het meest statutariseert met meer dan 40% statutaire personeelsleden en waarbij acties worden ondernomen om 50% te halen.

5. Arbeidsomstandigheden

Oudergem investeert in de veiligheid van haar werknemers: al bijna tien jaar hebben we geen ernstig ongeluk meer gehad ondanks het feit dat er heel wat medewerkers zwaar werk verrichten (maar dan honderd arbeiders en functies met fysieke belasting).

Wat betreft de psychosociale belasting, worden in Oudergem de meeste analyses uitgevoerd van de 19 gemeenten. Alleen al tijdens de voorbije twee jaar hebben vijf diensten of eenheden een analyse in verband met psychosociale belasting laten uitvoeren om diverse problemen aan te pakken, gaande van de absentiegraad (kinderdagverblijf 'Les Oursons'), turn-over (stedenbouw) tot het verrichten van diensten op een gedecentraliseerde werkplek en opgenomen in een andere werkomgeving dan de gemeente (Chirec).

De Raad neemt akte.

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 23.05.2019 - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;

Vu le projet de procès-verbal ;

DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 23.05.2019

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Secretariaat**Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 23.05.2019 - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikels 108 en 108bis

Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikels 49, 50 en 51 ;

Gelet op het voorstel voor het proces-verbaal ;

BESLIST

om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 23.05.2019 geod te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

Référence	Service	Objet	Estimation Dépense/Recette	Articles Budgétaires
#002/07.05.2019/B/0039#	Espace Public	Placement d'une alarme intrusion au cs du Blankedelle - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	+/-15.000€ tvac	722/72460
#002/07.05.2019/B/0040#	Espace Public	Remplacement de blocs d'éclairage de secours au Centre Culturel - Approbation de la dépense -	10.409,05€ tvac	100/72460

#002/07.05.2019/B/0044#	Espace Public	Travaux de réaménagement de l'avenue des Traquets - Convention entre la Commune d'Auderghem et la Commune de Woluwé Saint-Pierre - Paiements des factures (état d'avancement 1 à 8) - Modification budgétaire	400000	421/735.60
#002/07.05.2019/B/0057#	Culture	Impression de drapeaux (type beach flag) "Chaussée des Arts - Kunstensteenweg", festival des Arts d'Auderghem" - Marché par procédure négociée sans publicité - Attribution	2925,78	775/74498
#002/07.05.2019/B/0072#	Service Juridique	Remplacement des véhicules n° 2, 3, 33 et 47 - Marché en procédure négociée sans publication préalable (marché à lots) - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Liste des entreprises à consulter	145.000,00 Euros	136/74352 875/74352
#002/07.05.2019/B/0073#	Service Juridique	Remplacement du véhicule n° 11 - Marché en procédure négociée sans publication préalable - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Liste des entreprises à consulter	63.000,00 Euros	421/14353
#002/14.05.2019/B/0020#	Sport	Rénovation de l'éclairage de la salle Vrijdaghs du Centre sportif - Approbation de la dépense	25119,6	100/72460
#002/14.05.2019/B/0033#	Espace Public	Achat de matériel électrique divers pour les festivités - Approbation de la dépense	7983,21	763/744.98
#002/14.05.2019/B/0042#	Espace Public	Remplacement de la centrale d'alarme incendie du Centre d'art à Rouge Cloître - marché de travaux de faible montant par facture acceptée - approbation de la dépense - désignation de l'adjudicataire	1.700,05 € TVAC	100/724.60

#002/14.05.2019/B/0044#	Espace Public	Réparation d'une porte arrachée au cs du Blankedelle - Approbation de la dépense	1.457,93€ tvac	722/72461
#002/21.05.2019/B/0016#	Enseignement - Formation	Données à caractère personnel: Centre scolaire du Souverain : changement accès biométrique par accès badging	6206,09	100 744 98
#002/21.05.2019/B/0053#	Sport	Remplacement d'un vitrage fissuré à la cafétéria du Stade - Approbation de la dépense	2601,5	100/72460
#002/21.05.2019/B/0060#	Espace Public	Achat de 2 pneus pour le véhicule n°42 - Approbation de la dépense	376,12	136/745.52
#002/21.05.2019/B/0061#	Espace Public	Achat de 3 nouveaux stores pour dans le bureau du service des activités parascolaires - Approbation de la dépense	952,49	100/744.98
#002/21.05.2019/B/0062#	Espace Public	Achat de 5 extincteurs pour la maison des jeunes - Approbation de la dépense	356,95	100/744.98
#002/21.05.2019/B/0065#	Espace Public	Achat de vêtements de travail pour le service de la voirie - Approbation de la dépense	2801,64	100/744.98
#002/21.05.2019/B/0068#	Espace Public	Fourniture d'appareils photos pour la voirie - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	622,97	138/744.51
#002/21.05.2019/B/0080#	Prévention	Acquisition de matériels divers (tablettes) pour le service Prévention	1521,99	300/74451
#002/21.05.2019/B/0109#	Economat	Achat d'un présentoir - Approbation de la dépense.	465,56	100/74498
#002/28.05.2019/B/0052#	Coordinations sociales	Soutien et financement du service citoyen.	1372,70 € 127,30 €	124/33202 842/32101

#002/28.05.2019/B/0055#	Espace Public	Travaux d'aménagement des lieux en vue du zéro pesticide au Cimetière Communal - Marché de travaux de faible montant - Fixation des conditions - Approbation de la dépense et du CSC - Désignation des firmes à consulter	30.000 € TVAC	878/724.60
#002/28.05.2019/B/0056#	Espace Public	Achat d'outillage (Plan Vert - Stade - Cimetière) - Approbation de la dépense	14901,15	766/744.98
#002/28.05.2019/B/0057#	Espace Public	Achat d'un frigo pour le réfectoire de la Maison Communale - Marché de fournitures de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	449,00 € tvac	100/744.98
#002/28.05.2019/B/0058#	Espace Public	Achat de 4 pneus pour le véhicule n°29 - Approbation de la dépense	511,68	136/745.52
#002/28.05.2019/B/0059#	Espace Public	Achat de chaussures pour un ouvrier du Service Voire - Approbation de la dépense	69,67	100/744.98
#002/28.05.2019/B/0060#	Espace Public	Achat de vêtements de travail pour le service de la voirie - Approbation de la dépense	4206,67	100/744.98
#002/28.05.2019/B/0061#	Espace Public	Acquisition d'armoires le service Garage - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	7034,94	100/724.60
#002/28.05.2019/B/0062#	Espace Public	Acquisition d'un réglo-phare pour le service Garage - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	3461,21	138/744.51

#002/28.05.2019/B/0101#	Service Juridique	Marché de services ayant pour objet : "Abrogation partielle du plan particulier d'affectation du sol n°6 avec rapport sur les incidences environnementales " (JUR-7/2019) - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense et des documents du marché - Choix des prestataires à consulter	36.926,6 euros	930/74760
#002/04.06.2019/B/0016#	Espace Public	Marché de services - Réalisation de dessins et plans/obtention permis nécessaires à la rénovation de voirie - Marché par Procédure Négociée Sans Publication Préalable - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	40000	421.735.60
#002/11.06.2019/B/0029#	Espace Public	Acquisition de 2 aspirateurs pour les menuisiers - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1437,63	138/744.51

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 144.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

Referentie	Dienst	Onderwerp	Aanwending uitgave / ontvangst (EUR)	Begrotings-artikelen

#002/07.05.2019/B/0039#	Publieke Ruimte	Plaatsing van een anti inbraakalarm in "cs du Blankedelle" - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	+/-15.000€ tvac	722/72460
#002/07.05.2019/B/0040#	Publieke Ruimte	Vervanging van noodverlichtingsblokken in het Cultureel Centrum - Aanduiding van de opdrachtnemer	10.409,05€ tvac	100/72460
#002/07.05.2019/B/0044#	Publieke Ruimte	Herinrichtingswerken van de Zwartkeeltjeslaan - Overeenkomst tussen de Gemeente Oudergem en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Betaling van de facturen (vorderingsstaat 1 tem 8) - Begrotingswijziging	400000	421/735.60
#002/07.05.2019/B/0057#	Cultuur	Drukken van vlaggen "Chaussée des Arts - Kunstensteenweg", kunstfestival van Oudergem - Aanbesteding via onderhandelingsprocedure zonder reclame - Toekenning	2925,78	775/74498
#002/07.05.2019/B/0072#	Juridische dienst	Vervanging van de voertuigen n°2,3, 33 en 47 - Overheidsopdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave - Lijst van de ondernemingen te consulteren	145.000,00 Euros	136/74352 875/74352
#002/07.05.2019/B/0073#	Juridische dienst	Vervanging van voertuigen n°11 - Overheidsopdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave - Lijst van de ondernemingen te consulteren	63.000,00 Euros	421/14353
#002/14.05.2019/B/0020#	Sport	Renovatie van de verlichting van de Vrijdagszaal in het Sportcentrum - Goedkeuring van de uitgave	25119,6	100/72460

#002/14.05.2019/B/0033#	Publieke Ruimte	Aankoop van elektrisch materiaal voor de feestelijkheden - Goedkeuring van de uitgave	7983,21	763/744.98
#002/14.05.2019/B/0042#	Publieke Ruimte	Vervanging van de brandalarmcentrale in het kunstcentrum van het Rood Klooster - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	1.700,05 € TVAC	100/724.60
#002/14.05.2019/B/0044#	Publieke Ruimte	Herstelling van een deur in het sc"Blankedelle" - Goedkeuring van de uitgave	1.457,93€ tvac	722/72461
#002/21.05.2019/B/0016#	Onderwijs - vorming	Persoonlijke gegevens: Schoolcentrum Souverain: wijziging van biometrische toegang door een badge toegang	6206.09	100 744 98
#002/21.05.2019/B/0053#	Sport	Vervanging van een gebarsten raam in de caf�etaria van het Stadion - Goedkeuring van de uitgave	2601,5	100/72460
#002/21.05.2019/B/0060#	Publieke Ruimte	Aankoop van 2 banden voor het voertuig n�42 - Goedkeuring van de uitgave	376,12	136/745.52
#002/21.05.2019/B/0061#	Publieke Ruimte	Aankoop van 3 nieuwe stores voor het bureau van de dienst buitenschoolse activiteiten - Goedkeuring van de uitgave	952,49	100/744.98
#002/21.05.2019/B/0062#	Publieke Ruimte	Aankoop van 5 brandblussers voor het jeugdhuis - Goedkeuring van de uitgave	356,95	100/744.98
#002/21.05.2019/B/0065#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij voor de dienst wegenis - Goedkeuring van de uitgave	2801,64	100/744.98
#002/21.05.2019/B/0068#	Publieke Ruimte	Aankoop van 5 fotoestellen voor de dienst Wegenis - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	622,97	138/744.51
#002/21.05.2019/B/0080#	Preventie	Aankoop van verscheiden materiaal (tablets) voor de dienst preventie	1521,99	300/74451
#002/21.05.2019/B/0109#	Aankoopdienst	Aankoop van een eenzijdige display - Goedkeuring van de uitgave.	465,56	100/74498

#002/28.05.2019/B/0052#	Sociale Coördinatie	Ondersteuning en financiëring van de samenlevingsdienst.	1372,70 € 127,30 €	124/33202 842/32101
#002/28.05.2019/B/0055#	Publieke Ruimte	Inrichting van de gemeentelijke begraafplaats met het zicht op nul pesticiden - Overheidsopdracht voor werken met beperkte waarde - vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de te raadplegen firma's	30.000 € TVAC	878/724.60
#002/28.05.2019/B/0056#	Publieke Ruimte	Aankoop van gereedschap (Groendienst - Station - Begraafplaats) - Goedkeuring van de uitgave	14901,15	766/744.98
#002/28.05.2019/B/0057#	Publieke Ruimte	Aankoop van een koelkast voor de refter van het Gemeentehuis - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	449,00 € tvac	100/744.98
#002/28.05.2019/B/0058#	Publieke Ruimte	Aankoop van 4 banden voor het voertuig n°29 - Goedkeuring van de uitgave	511,68	136/745.52
#002/28.05.2019/B/0059#	Publieke Ruimte	Aankoop van schoenen voor een arbeider van de Dienst Wegenis - Goedkeuring van de uitgave	69,67	100/744.98
#002/28.05.2019/B/0060#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij voor de dienst wegenis - Goedkeuring van de uitgave	4206,67	100/744.98
#002/28.05.2019/B/0061#	Publieke Ruimte	Aankoop van kasten voor de dienst Garage - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	7034,94	100/724.60
#002/28.05.2019/B/0062#	Publieke Ruimte	Aankoop van een koplampregelaar voor de dienst Garage - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	3461,21	138/744.51

#002/28.05.2019/B/0101#	Juridische dienst	Overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp "opheffing van het bijzonder bestemmingsplan n°6 met milieu-effectenrapport" (JUR-7/2019) - onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgaven van de opdracht documenten - Selectie van de adviseurs	36.926,6 euros	930/74760
#002/04.06.2019/B/0016#	Publieke Ruimte	Weg-voetpadrenovatie/Vergunning verlenen - Opdracht per onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	40000	421.735.60
#002/11.06.2019/B/0029#	Publieke Ruimte	Aankoop van 2 stofzuigers voor de schrijnwerkers - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	1437,63	138/744.51

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 144.000€ exclusief btw geraand wordt;
- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

27.06.2019/A/0004

Secrétariat

Communications : Liste des arrêtés adoptés par le Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'organisation de la foire du centre du 21 juin au 5 juillet 2019

2. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire du Foodtruck « Amazing street » avenue de la Sablière le dimanche 23 juin 2019
3. Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
4. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 161947
5. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 185527
6. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 193324
7. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 219233
8. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 186992
9. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 214718
10. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 219240
11. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 218756
12. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 220512
13. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 220245
14. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 168926
15. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 220418
16. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 215786
17. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 215141
18. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 216419
19. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 222411
20. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 215141

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de Burgemeester toestemmende de organisatie van de kermes van het centrum van 21 juni tot 5 juli 2019
2. Besluit van de Burgemeester dat tijdelijke installatie van het foodtruck “ Amazing street” op Zandgroeflaan op zondag 23 juni 2019 toelaat
3. Besluit van Burgemeester dat de begrafenis van een persoon gestorven op het gemeentelijk grondgebied in het belang van de volksgezondheid beveelt
4. Vergunning van de beheerder : B1 161947
5. Vergunning van de beheerder : B1 185527
6. Vergunning van de beheerder : B1 193324
7. Vergunning van de beheerder : B1 219233
8. Vergunning van de beheerder : B1 186992
9. Vergunning van de beheerder : B1 214718
10. Vergunning van de beheerder : B1 219240
11. Vergunning van de beheerder : B1 218756
12. Vergunning van de beheerder : B1 220512
13. Vergunning van de beheerder : B1 220245
14. Vergunning van de beheerder : B1 168926
15. Vergunning van de beheerder : B1 220418

16. Vergunning van de beheerder : B1 215786
17. Vergunning van de beheerder : B1 215141
18. Vergunning van de beheerder : B1 216419
19. Vergunning van de beheerder : B1 222411
20. Vergunning van de beheerder : B1 215141

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

27.06.2019/A/0005

Secrétariat

Citydev - désignation d'un·e délégué·e à l'assemblée générale

LE CONSEIL,

Vu les statuts de la société de développement pour la Région de Bruxelles-Capitale ;
Attendu que le Conseil communal est appelé à désigner le délégué de la commune aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires qui se tiendront au cours de la législature 2019-2024 et qu'il leur donne tous pouvoirs nécessaires pour statuer sur les objets portés aux ordres du jour ;

Le Président du Conseil déclare que le Conseil va procéder à la désignation d'un délégué ;
Considérant l'acte de candidature unique reçu au nom de Monsieur Didier Molders, domicilié rue du Villageois, 7 à 1160 Auderghem

DESIGNE

Monsieur Didier Molders en qualité de délégué à l'assemblée générale de la société de développement pour la Région de Bruxelles-Capitale en lieu et place de Suat Kuraoglu.

La présente délibération, sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale et sous forme intégrale à la société de développement pour la Région de Bruxelles-Capitale et à l'intéressé·e.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Secretariaat

Citydev - benoeming van een afgevaardigde voor de algemene vergadering

DE RAAD,

Gelet op de statuten van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de Gemeenteraad wordt verzocht de afgevaardigde van de gemeente aan te wijzen voor de gewone en buitengewone algemene vergaderingen die in de legislatuur van 2019-2024 zullen worden gehouden en dat hij hun alle nodige bevoegdheden verleent om over de agendapunten te beslissen;

De Voorzitter van de Raad verklaart dat de Raad een afgevaardigde voor de algemene vergadering zal aanwijzen.

Voordrachtakten werden ontvangen op naam van :

De heer Didier Molders, Dorpelingstraat 7, 1160 Oudergem

BENOEMT

De heer Didier Molders als afgevaardigde voor de algemene vergadering van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in plaats van Suat Kuraoglu;

Deze beraadslaging zal, enerzijds in de vorm van een bondige uiteenzetting, overgemaakt worden aan de heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en anderzijds in extenso aan de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de betrokkenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0006

Urbanisme

Mission relative à la performance énergétique du bâtiment - subsidiation - renouvellement de la convention de subside pour le traitement de l'agent préposé

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant ce qui suit :

Dans le cadre d'une nouvelle réglementation européenne adaptée au droit bruxellois portant sur les économies d'énergie dans les bâtiments (la « PEB »), l'IBGE a proposé en 2008 aux communes bruxelloises d'engager un agent spécifiquement chargé de la mission du suivi des volets PEB, volets dorénavant joints aux demandes de Permis d'Urbanisme.

Une première convention portant sur une subvention à 100 % du traitement de l'agent chargé de la mission, sur la description de sa mission ainsi que sur les conditions de subvention a été signée entre notre administration et l'IBGE en janvier 2009.

Le renouvellement pour les 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 de cette convention de mission et de subsidiation ont été soumis à l'approbation de votre Conseil respectivement en date du 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016, 29/06/2017 et 29/06/2018.

Une nouvelle convention est proposée pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2019 à l'approbation du Conseil Communal.

DECIDE:

De marquer son accord sur le renouvellement de la convention, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante et portant sur la subsidiation ainsi que la mission de suivi des volets PEB joints aux demandes de Permis d'Urbanisme.

De charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

La présente délibération sera transmise, sous la forme d'un bref exposé, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles Capitale en charge des Pouvoirs locaux et, en double exemplaire, à la Ministre de l'Environnement et à l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Stedenbouw

Opdracht betreffende de energie prestatie van het gebouw - subsidiëring overeenkomst - hernieuwing van de subsidie-overeenkomst voor het loon van de aagestelde beampte

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117;

Overwegende wat volgt:

In het kader van de nieuwe Europese wetgeving aangepast aan het Brussels recht inzake de energiebesparing in gebouwen (de "EPB"), heeft het BIM in 2008 aan de Brusselse gemeenten voorgesteld om een medewerker aan te werven die specifiek gelast is met het opvolgen van de EPB-formulieren, die voortaan bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd dienen te worden.

Een eerste overeenkomst die een subsidie van 100% voorziet van de wedde van de medewerker belast met deze taak, en waarin de beschrijving van zijn opdracht evenals de subsidievoorwaarden opgenomen zijn, werd ondertekend tussen ons gemeentebestuur en het BIM in januari 2009.

De hernieuwing voor 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 en 2018 van deze overeenkomst inzake de opdracht en de subsidiëring werd ter goedkeuring voorgelegd aan uw Raad op 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016, 29/06/2017 en 29/06/2018.

Een nieuwe overeenkomst is nu voor de periode van 01/01/2019 tot en met 31/12/2019 aan de Raad ter goedkeuring voorgelegd.

BESLIST :

Om zijn goedkeuring te verlenen aan de vernieuwing van de overeenkomst die het aanhangsel vormt van de huidige beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, en die betrekking heeft op het opvolgen van de EPB-formulieren die bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd worden.

Om de Gemeentesecretaris en de Burgemeester met de uitvoering van dit besluit te lasten.

Onderhavige beraadslaging zal in de vorm van een beknopt verslag overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen en, in dubbel exemplaar, aan de Minister van Leefmilieu en het Brusselse Instituut voor het Milieu.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0007

Population - Etat civil

Règlement communal du 30 juin 2011 en matière d'inscription ou de la radiation des habitants dans les registres de la population, des étrangers et d'attente - modification du rapport de police y annexé

Le Conseil,

Vu la Constitution, l'article 164,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 125;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers ;

Vu le règlement communal du 30 juin 2011 en matière d'inscription ou de la radiation des habitants dans les registres de la population, des étrangers et d'attente ;

Vu la délibération du Collège concernant les règles générales relatives aux personnes à considérer comme "isolé" ou "cohabitant" dans les registres de population;

Sur proposition de l'Officier d'Etat civil;

Décide

de remplacer le rapport de police annexé au règlement communal du 30 juin 2011 en matière d'inscription ou de la radiation des habitants dans les registres de la population, des étrangers et d'attente par le modèle annexé à la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 24 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Jeremy Van Gorp, Martine Maelschalck.

Bevolking - Burgerlijke stand

Gemeentelijke reglement van 30 juni 2011 betreffende de inschrijving en de schrapping van inwoners in de bevolkingsregisters, van vreemdelingen en mensen in afwachting - aanpassing van het bijgevoegde verslag van politieonderzoek

De Raad,

Gelet op de Grondwet, artikel 164;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 125;

Gelet op het gemeentelijke reglement van 30 juni 2011 betreffende de inschrijving en de schrapping van inwoners in de bevolkingsregisters, van vreemdelingen en mensen in afwachting;

Gelet op de beraadslaging van het College "Algemene richtlijnen betreffende de personen die als "alleenstand" of "samenwonend" in bevolkingsregisters moet beschouwen worden";

Op voorstel van de Ambtenaar van Burgerlijke Stand;

Beslist

het model van politieverslag dat als bijlage bij het gemeentelijke reglement van 30 juni 2011 betreffende de inschrijving en de schrapping van inwoners in de bevolkingsregisters, van vreemdelingen en mensen in afwachting wordt gevoegd te vervangen door het model in bijlage bij de huidige beraadslaging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 24 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Jeremy Van Gorp, Martine Maelschalck.

27.06.2019/A/0008

Coordinations sociales

Journée "Place aux Jeunes" - 23.11.2019 - Approbation de la convention

LE CONSEIL,

Considérant que le projet 'Place aux Jeunes' a eu lieu pour la première fois le 17 novembre 2018 et qu'il a eu un grand succès ;

Considérant que le projet "Place aux Jeunes" aura lieu cette année le 23 novembre 2019 ;

Considérant que, le 23 novembre 2019, les jeunes de 13 à 15 ans de diverses communes bruxelloises se retrouveront autour d'un objectif commun : *vivre une expérience citoyenne et un engagement collectif* ;

Considérant que, ce jour-là, ils auront l'opportunité de pousser les portes d'institutions, d'ONG, d'associations, de collectifs, de groupements, ... pour rencontrer et partager la passion et l'engagement de ceux qui y travaillent ;

Considérant que les adolescents de 13 ans à 15 ans vivront une expérience citoyenne dans les domaines de : la culture, l'écologie, l'économie équitable, les loisirs, les relations internationales, la santé, la solidarité, le sport,... et découvriront peut-être que notre Région est riche du « vivre ensemble » de ses habitants ;

Considérant que, la coordination régionale de l'opération est assumée conjointement par

Atout Projet, Brulocalis et le Festival International de l'Enfance et de la Jeunesse – FIEJ - en collaboration avec les communes participantes (environ 9 communes) ;
Considérant que la commune d'Auderghem est une des communes intervenantes dans ce nouveau projet ;
Considérant que, dans chaque commune participante, une cellule œuvre à l'organisation locale de la journée, à savoir le service de la Jeunesse et la Maison des Jeunes,
Considérant qu'une convention entre les communes a été établie ;
DECIDE
D'approuver la mise en œuvre de l'organisation de la journée *Place aux jeunes* et la convention entre les communes (annexe).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Sociale Coordinatie

Dag "Place aux Jeunes" - 23.11.2019 - goedkeuring van het overeenkomst

DE RAAD,

Overwegende dat het project 'Place aux Jeunes' voor de eerste keer heeft plaatsgevonden op 17 november 2018 en dat het een groot succes heeft gehad,

Overwegende dat het project 'Place aux Jeunes' dit jaar zal plaatshebben op 23 november 2019,

Overwegende dat dat op 23 november 2019, de jongeren van 13 tot 15 jaar van de verschillende brusselse gemeenten, gaan samenkomen voor een gemeenschappelijk objectief: een burgerervaring en een collectieve inzet beleven,

Overwegende dat ze, op die dag, de mogelijkheid gaan krijgen om binnen te kijken bij instellingen, NGO, verenigingen, collectieven, groeperingen,...om er de passie en de inzet van diegenen die er werken, te verdelen en te ontmoeten.

Overwegende dat de tieners, een burgerervaring gaan meemaken en dit in de domeinen; cultuur, ecologie, rechtvaardige economie, hobby's, internationale relaties, gezondheid, solidariteit, sport,...en misschien zullen ze ontdekken dat ons Gewest rijk is in "samen leven" van zijn inwoners.

Overwegende dat de gewestelijke coördinatie van het evenement gezamenlijk wordt gedragen door Atout Projet, Brulocalis en "Festival International de l'Enfance et de la Jeunesse" - FIEJ - in samenwerking met de deelnemende gemeenten (ongeveer 9 gemeenten).

Overwegende dat de gemeente Oudergem deel neemt aan dit project.

Overwegende dat in elke deelnemende gemeente, een cel werkt aan de lokale organisatie van de dag: Jeugdendienst en Maison des Jeunes.

Overwegende dat een conventie tussen de gemeenten werd opgesteld,

BESLIST

De uitvoering van de organisatie van de dag *Place aux Jeunes* en de conventie tussen de gemeenten, goed te keuren. (bijlage)

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

LE COLLEGE,

Considérant que la Plateforme pour le Service Citoyen est une association sans but lucratif, autonome et œuvrant en toute indépendance politique, philosophique ou communautaire, née fin 2007.

Le service citoyen transmet aux jeunes l'envie de de vivre en société et de participer à sa construction, notamment au niveau de la vie locale et des communes. Il constitue un engagement à temps plein d'une durée continue de minimum six mois. Il renforce le développement personnel et l'implication des jeunes dans la société. Il doit être accessible à tous les jeunes de 18 à 25 ans et leur assurer les moyens de subvenir à leurs besoins pendant cette période. Soutenu et mis en œuvre par les autorités publiques, le Service Citoyen constitue un projet fédérateur qui doit associer dans sa mise en œuvre l'ensemble des parties prenantes : Institutions publiques mais aussi collectivités locales, associations, représentants des jeunes, partenaires sociaux, entreprises...

Considérant que plusieurs communes bruxelloises soutiennent et financent cette plateforme;

Considérant que plusieurs communes bruxelloises ont signé la charte;

Considérant que cette plateforme peut avoir un impact très positif sur nos jeunes adultes;

Considérant que la commune peut financer un chantier collectif d'un groupe de 25 jeunes (location de bus, fourniture du catering, prêt de matériel, etc.), ou finance le Brevet Européen de Premiers Secours (BEPS) de la Croix-Rouge pour 25 jeunes pour un coût de : 1500€

Considérant que ce financement peut être pris en charge par le fonds Depollier Action pour la Jeunesse et complété par une petite intervention du subside cohésion sociale.

DECIDE:

- d'approuver la signature de la charte
- d'approuver le financement d'un chantier collectif de 25 jeunes
- d'en faire la publicité auprès de la population.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Sociale Coördinatie

Ondersteuning en financiëring van de samenlevingsdienst.

HET COLLEGE,

Overwegende dat het Platform voor de Samenlevingsdienst ontstond eind 2007 als een vzw met volledig autonome en politiek, ideologisch en communautair onafhankelijke werking.

De Samenlevingsdienst bestaat uit een voltijds engagement gedurende minimum zes maanden, waardoor de jongere zowel zijn persoonlijke

ontwikkeling als zijn maatschappelijke betrokkenheid versterkt. Het Platform voor de Samenlevingsdienst richt zich tot alle jongeren tussen 18

en 25 jaar oud en biedt hun gedurende deze periode middelen van bestaan. Het uitvoeren van een Samenlevingsdienst biedt jongeren de kans om diverse

(sociale, manuele, relationele, intellectuele, ...) vaardigheden te ontwikkelen en moedigt hun persoonlijke ontwikkeling aan. Door hun inzet voor het

algemeen welzijn van de gemeenschap wordt hun burgerzin aangescherpt. Ondersteund door en in werking gesteld door de overheid verbindt. Het

Platform voor de Samenlevingsdienst verschillende actoren: openbare instellingen, lokale overheden, jongerenwerking, sociale partners,

ondernemingen,...

Overwegende dat meerdere brusselse gemeenten dit platform steunen en financieren;

Overwegende dat meerdere brusselse gemeenten de charter hebben ondertekend;

Overwegende dat dit platform een heel positieve impact op onze jonge volwassenen kan hebben;

Overwegende dat de gemeente een collectief werf van een groep van 25 jongeren (busverhuur, cateringbenodigheden, lening van materiaal, enz.) of het Europeaan Brevet van eerstehulpverlening (EHBO) van het Rode Kruis voor 25 jongeren kan financieren voor een bedrag van 1500 €

Overwegende dat deze financiëring kan opgenomen worden door de fonds Depollier voor de Jeugd en vervolledigd door een kleine bijdrage van de subsidie sociale cohesie.

BESLIST:

- de ondertekening van de charter goed te keuren
- de financiëring van een collectief werf voor 25 jongeren goed te keuren
- de publiciteit voor onze bevolking te organiseren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0010

Espace Public

Convention relative aux modalités de la délégation et aux engagements respectifs de l'agence du stationnement et de la commune d'Auderghem en matière de réalisation des missions de gestion et d'exploitation des équipements de stationnement vélos de longue durée en voirie et hors voirie

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'opportunité de pouvoir bénéficier de la logistique et de gestion informatique de Cyclo Parking ;

Vu la facilité pour le public de louer un emplacement via le site internet de Cyclo Parking (<https://cycloparking.org/fr/voir-les-parkings/carte.html>)

Vu que Bruxelles Mobilité nous conseille de confier la gestion des boxes à l'asbl Cyclo Parking ;

Vu que les subsides octroyés par Bruxelles Mobilité pour l'acquisition de boxes à vélos passent de 60% à 100% si l'on confie la gestion à Cyclo Parking ;

Vu que l'augmentation du montant du subside couvre largement la perte du montant des locations

DECIDE :

D'approuver les termes de la convention ci-annexée qui régit les modalités de délégation en matière de gestion et d'exploitation des équipements de stationnement vélos de longue durée en voirie et hors voirie.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Publieke Ruimte

Overeenkomst betreffende de delegatiemodaliteiten en de respectieve verbintenissen tussen het parkeeragentschap en van de gemeente Oudergem inzake de uitvoering

van de taken op het vlak van beheer en exploitatie van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg

DE RAAD,

Gelet de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de opportuniteit om van de logistieke en IT-beheer van Cyclo Parking te kunnen genieten ;

Gezien het voor de burger gemakkelijk is om een fietsparking te huren via de website van Cyclo Parking (<https://cycloparking.org/nl/overzicht-parkings/op-de-kaart.html>)

Gezien Brussel Mobiliteit ons aanraadt om het beheer van de boxen over te laten aan de vzw Cyclo Parking ;

Gezien de subsidies, verkregen door Brussel Mobiliteit, voor de aankoop van fietsboxen van 60% naar 100% gaan, indien we het beheer overlaten aan Cyclo Parking ;

Gezien de vermeerdering van het bedrag van de subsidies het verlies van het bedrag van de huur dekken ;

BESLIST :

Om de termen van de overeenkomst, als bijlage, die de modaliteiten regelt van de delegatie inzake het beheer en de uitbating van de uitrusting van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg ;

Om het gemeentecollege te machtigen om voormelde overeenkomst te sluiten en zich met de uitvoering ervan te belasten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0011

Prévention

Convention de subventionnement 2018 dans le cadre de l'accompagnement des mesures judiciaires alternatives (SEMJA) - SPF Justice.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69, modifiée par les lois du 21 décembre 1994, 25 mai 1999, 22 décembre 2003, 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et du 20 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires ;

Attendu que la Convention 2018 a été soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 21 mai 2019 ;

DECIDE

de ratifier la Convention 2018 entre le SPF Justice et la commune d'Auderghem, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à monsieur le Ministre de la Justice, ainsi que sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Preventie

Subsidieovereenkomst 2018 in het kader van de begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen (DOAGM) - Ministerie van Justitie.

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, namelijk artikel 117;

Gezien de wet van 30 maart 1994 met sociale bepalingen, in het bijzonder artikel 69, gewijzigd door de wetten van 21 december 1994, 25 mei 1999, 22 december 2003, 27 december 2006, 12 mei 2014 en 20 december 2016 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties financiële steun kunnen ontvangen voor de aanwerving van personeel dat verantwoordelijk is voor de begeleiding van gerechtelijke maatregelen ;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 decembre 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties financiële steun kunnen ontvangen voor de aanwerving van personeel dat verantwoordelijk is voor de begeleiding van gerechtelijke maatregelen ;

Gezien dat de Overeenkomst 2018 ter goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 21 mei 2019 voorgelegd werd ;

BESLIST

de Overeenkomst 2018, die het aanhangsel vormt van de beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, tussen de Federale Overheidsdienst Justitie en de gemeente Oudergem, te ratificeren.

Onderhavige beraadslaging zal in twee ewemplaren aan de heer Minister van Justitie alsook in beknopte vorm aan de heer Minister President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0012

Prévention

Convention entre le Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine et la commune d'Auderghem pour la dotation annuelle de 0,25 % de son Plan Local de Prévention et de Proximité (PLPP) au FPBSU - 2019 : Déclaration de créance, convention et formulaire d'adhésion.

LE CONSEIL,

Le Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine (FBPSU) est une association regroupant 58 villes et coimmunes issues des 3 régions du pays.

L'objectif est d'améliorer, optimaliser et valoriser les politiques locales de prévention de la délinquance et de l'insécurité qui se sont développées dans le cadre des Plans Stratégiques et Sécurité et de Prévention financés par le Ministère de l'Intérieur depuis 1992.

Dans ce cadre, le Forum Belge coordonne les échanges d'informations et de pratiques de 17 réseaux de professionnels communaux des services de prévention et met à disposition un site web : www.urbansecurity.be.

Depuis sa création en 1995 dans le cadre des contrats de sécurité, le FBPSU s'appuie sur la

collaboration active des membres du personnel des villes membres de son conseil d'administration mais a également besoin d'un personnel propre et dédié à temps plein à la réalisation de ses objectifs et missions établis par Convention :

- soutenir les communes dans la défense de leurs intérêts;
- l'amélioration de leurs politiques locales de prévention de la criminalité;
- la professionnalisation des acteurs de terrain via la coordination de réseaux d'échanges de bonnes pratiques;
- une mise à disposition d'outils, de bonnes pratiques, de documents, de relais d'informations... grâce à l'alimentation régulière du site internet du forum belge.

Dans cette perspective, il est essentiel de solliciter le soutien des membres et des partenaires pour cofinancer les frais de fonctionnement et les frais de personnel du FBPSU asbl correspondant à un budget total annuel de 95.000 euros.

Dans ce cadre, la Commune d'Auderghem est amenée à confirmer le renouvellement de son adhésion au Forum Belge et par conséquent sa décision de payer la cotisation annuelle de 0,25 % du Plan Local de Prévention et de Proximité, soit un montant de 2.088,99 € pour l'année 2019.

La convention a été soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 21 mai 2019 ;

DECIDE

de ratifier le renouvellement de la convention entre la commune d'Auderghem et le Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine (FBPSU), jointe à la présente, ainsi que le formulaire d'adhésion et la déclaration de créance relative au paiement de 2.088,99 € pour la cotisation annuelle 2019.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Preventie

Overeenkomst tussen het Belgisch Forum voor de Preventie en Veiligheid in de Steden en de gemeente Oudergem voor de jaarlijkse dotatie van 0,25 % van haar Plaatselijk preventie en buurtplan (PPBP) aan het BFPVS - 2019 : Schuldvordering, overeenkomst en lidmaatschapsformulier.

De RAAD,

Het Belgisch Forum voor Preventie en Veiligheid in de Steden (BFPVS) is een vereniging die 58 steden en gemeenten uit de 3 gewesten van het land samenbrengt.

De doelstelling van het Belgisch Forum is de verbetering, optimalisering en opwaardering van het lokale beleid rond criminaliteitspreventie en de strijd tegen het onveiligheidsgevoel, dat ontwikkeld is in het kader van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen die sinds 1992 door het ministerie van Binnenlandse Zaken worden gefinancierd.

In dat opzicht coördineert het Belgisch Forum de uitwisseling van informatie en praktijken van 17 netwerken van gemeentelijke professionals uit de preventiediensten en stelt een website ter beschikking : www.urbansecurity.be.

Sinds zijn oprichting in het kader van de veiligheidscontracten in 1995 doet het BFPVS een beroep op de actieve medewerking van de personeelsleden van de steden die lid zijn van de

raad van bestuur maar heeft ook maar heeft ook een toegewijd en voltijds personeel nodig om zijn doelen en missies te bereiken die zijn vastgelegd door de Conventie :

- de gemeenten te helpen bij het verdedigen van hun belangen;
- het lokaal beleid inzake criminaliteitspreventie te verbeteren;
- de professionaliteit van de terreinwerkers te verbeteren via de coördinatie van netwerken voor de uitwisseling van goede praktijken;
- tools, goede praktijken, documenten, informatie ... ter beschikking te stellen via de regelmatige publicatie op de website van het Belgische forum.

In dat opzicht is het essentieel om aan onze leden en partners te vragen om de werkings- en personeelskosten van het BFPVS vzw mee te financieren overeenkomend met een totale jaarbudget van 95.000 euro.

In dit kader moet de gemeente Oudergem bevestigen dat haar lidmaatschap van het Belgisch Forum is vernieuwd en daarom heeft zij besloten de jaarlijkse bijdrage van 0,25 % van het Lokale Preventieplan te betalen dus een bedrag van 2.088,99 € voor het jaar 2019. Gezien dat de overeenkomst door het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 21 mei 2019 goedgekeurd werd ;

BESLIST

de vernieuwing van de hierbij gevoegde overeenkomst tussen de gemeente Oudergem en het Belgisch Forum voor Preventie en Veiligheid in de Steden (BFPVS) te ratificeren, evenals het lidmaatschapsformulier en de betaling van € 2.088,99 voor het jaarlijkse bijdrage voor het jaar 2019.

Huidige beraadslaging zal onder beknopte vorm aan de heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk in opdracht van de lokale besturen overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0013

Régie foncière

Compte de la Régie foncière – Exercice 2018 – Approbation provisoire.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 261 à 263 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 4 février 2005 du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des régies communales ;

Décide :

- le résultat de l'exercice et le résultat courant présentent un solde positif, le boni est donc affecté à la Commune
- d'approuver provisoirement le compte de la Régie foncière pour l'exercice 2018.

La présente délibération ainsi que ses annexes, seront transmises, en cinq exemplaires, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Regie voor het Grondbeleid

Rekening van de Regie voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2018 – Voorlopige goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet de nieuwe gemeentewet en namelijk de artikelen 261 tot 263;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 inzake het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de omzendbrief van 4 februari 2005 van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

BESLIST :

- het bedrijfsresultaat van het dienstjaar en het exploitatieresultaat laten een positief saldo zien, de boni wordt dus aan de Gemeente overgedragen.
- de rekening van de Regie voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2018 voorlopig goed te keuren.

Onderhavig beraadslaging, in vijfvoud, evenals de bijlagen zullen overgemaakt worden aan de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0014

Affaires flamandes

Modification du règlement et des tarifs de la bibliothèque communale néerlandophone.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu le décret du Conseil flamand relatif à la promotion d'une politique culturelle locale qualitative et intégrale du 13 juillet 2001, modifié par les décrets des 5 juillet 2001, 20 décembre 2002, 21 mars 2003, 24 décembre 2004, 23 décembre 2005, 30 juin 2006, 13 juillet 2007 et 6 juillet 2012 ;

Vu l'analyse du règlement existant réalisée en 2018 par l'équipe de la bibliothèque et le conseil d'administration de la Bibliothèque Hertoginnedal, et l'observation qu'un certain nombre de dispositions étaient sujettes à une interprétation trop large et devaient donc être formulées plus spécifiquement ;

Vu la tendance au sein du réseau des bibliothèques bruxelloises néerlandophones vers une plus grande harmonisation des dispositions de prêt, y compris l'alignement des tarifs d'amende, les tarifs ont été ajustés en ce sens (à savoir d'une amende de 0,20 euro par matériel par semaine entamée à 0,05 euro par jour et par matériel, et la réduction de moitié des frais de prêt des DVD après la phase de test cet été, qui a démontré que l'abandon des frais de prêt fait augmenter le nombre de prêts), ce qui, pour notre bibliothèque, peut tout

au plus signifier une réduction minimale des revenus engendrés par les amendes ou les frais de prêt ;

Vu l'avis favorable du collège des bourgmestre et échevins du 12/02/2019 ;

Décide :

1. D'approuver le règlement modifié

Règlement Bibliothèque Hertoginnedal

Avenue de Waha 17

1160 Auderghem

02/672.38.42

www.oudergem.bibliotheek.be

facebook.com/BibliotheekOudergem

bibliotheek@oudergem.brussels

Heures d'ouverture

Mardi de 15h30 à 18h00

Mercredi de 12h00 à 18h00

Jeudi de 15h30 à 18h00

Samedi de 10h00 à 13h00

La bibliothèque Hertoginnedal est la bibliothèque publique néerlandophone de la commune d'Auderghem et est librement accessible à tous.

La bibliothèque Hertoginnedal fait partie du réseau des bibliothèques publiques de Bruxelles (ci-après : bibliothèques bruxelloises).

Les collections, les services et les activités sont adaptés autant que possible aux besoins locaux.



Carte de membre

Chaque membre reçoit une carte de membre. Celle-ci est valable dans toutes les bibliothèques affiliées aux « bibliothèques bruxelloises ».

Cette carte est strictement personnelle. Elle ne peut pas être utilisée par d'autres personnes.

En cas de perte, des frais seront facturés pour une nouvelle carte (voir le document « Tarifs »).

L'adhésion peut être bloquée si une amende ou une cotisation est en souffrance, si du matériel de la bibliothèque n'a pas été restitué et/ou en raison d'un mauvais comportement.



Prolongation

La prolongation de la durée du prêt n'est possible que si le matériel de la bibliothèque n'a pas été réservé par d'autres emprunteurs.

La prolongation est assurée via le site Web (login via « Ma bibliothèque »). Si vous n'avez pas accès à Internet, vous pouvez prolonger par téléphone ou au comptoir pendant les heures d'ouverture.



Restitution

Le matériel de la bibliothèque est restitué pendant les heures d'ouverture. En dehors des heures d'ouverture, le matériel emprunté peut être restitué via la boîte de retour. Cette boîte est vidée quotidiennement le matin, sauf les dimanches, jours fériés et ponts éventuels.

Toute personne qui fournit une adresse email personnelle lors de son inscription recevra un courriel de rappel généré automatiquement quelques jours avant l'expiration de la période

de prêt. Le fait de ne pas recevoir ce courriel de rappel ne peut être invoqué en cas de frais de retard.

-

Restitution tardive

Les personnes qui ne restituent pas le matériel emprunté avant la date d'expiration sont invitées par courriel à restituer le matériel, et ce 8 et 22 jours après la date d'expiration du délai.

Si vous n'avez pas restitué le matériel emprunté après avoir reçu lesdits courriels, vous recevrez un courrier par la poste, dont les frais administratifs seront à la charge de l'emprunteur (voir : « Tarifs »). Dès lors, la carte de membre sera bloquée et l'emprunteur ne pourra plus utiliser les services des bibliothèques bruxelloises.

Si vous n'y donnez pas suite, l'huissier de justice de la commune d'Auderghem vous adressera une mise en demeure et une facture indiquant la valeur du matériel emprunté à rembourser.

Si vous restituez le matériel de la bibliothèque trop tard, vous devrez payer des frais de retard (voir : « Tarifs »).

La carte de membre des emprunteurs présentant des frais de retard en souffrance pour un montant d'au moins 10 € sera bloquée. Dès lors, l'emprunteur ne pourra plus utiliser les services des bibliothèques bruxelloises.

-

Perte - dommage - vol

Les membres prennent soin du matériel qu'ils empruntent, et ce à l'intérieur et à l'extérieur de la bibliothèque.

Les dommages doivent être signalés immédiatement au personnel de la bibliothèque, sinon l'emprunteur peut en être tenu pour responsable.

L'emprunteur est responsable des livres et du matériel empruntés. En cas de perte, de dommage irréparable ou de vol, le prix du matériel ainsi que des frais de traitement seront facturés à l'emprunteur (voir : « Tarifs »).

Pour les ouvrages ou le matériel qui ne sont plus disponibles, un supplément à déterminer par le bibliothécaire sera également facturé. En cas d'endommagement partiel du matériel, le bibliothécaire détermine le montant de l'indemnité. Si le matériel à remplacer se compose de plusieurs parties, le remplacement de l'ensemble de l'ouvrage peut être exigé.

-

Règlement intérieur

L'atmosphère sereine qui règne au sein de la bibliothèque ne doit pas être perturbée.

Les sacs, classeurs et autres matériels de rangement sont laissés à l'entrée.

Les dommages causés au mobilier et à l'équipement peuvent être réclamés à la personne concernée.

Il est interdit de fumer, boire, manger et téléphoner dans la bibliothèque.

Les animaux ne sont pas autorisés, exception faite des chiens d'assistance.

La bibliothèque ne peut être tenue responsable des dommages ou du vol des effets personnels.

-

Dispositions finales

Lors de son inscription, le membre reçoit un exemplaire du présent règlement.

En s'inscrivant, le membre déclare accepter ce règlement, qui a été approuvé par le conseil communal d'Auderghem le .../.../2019.

Sur demande expresse, un résumé en français ou en anglais peut être obtenu. Cette version abrégée peut également être consultée sur le site Web de la bibliothèque.

La bibliothèque se réserve le droit de modifier ce règlement. Les changements seront annoncés à l'avance. La version la plus récente des « Tarifs » est toujours disponible sur le site Web de la bibliothèque.

L'organe de gestion peut, sur proposition motivée du bibliothécaire, exclure les personnes qui ne respectent pas le règlement ou qui perturbent l'ordre. Le bibliothécaire se charge du traitement de tous les cas imprévus.

•

Coordonnées de contact

Bibliothèque publique communale Hertoginnedal d'Auderghem

Avenue de Waha 17

1160 Auderghem

02/672 38 42

bibliotheek@oudergem.brussels

Site Web <http://www.oudergem.bibliotheek.be>

Catalogue <http://zoeken.oudergem.bibliotheek.be>

Facebook <https://www.facebook.com/BibliotheekOudergem>

Il est conseillé de créer un profil personnel via le site Web (cliquez sur : Ma bibliothèque) afin de pouvoir assurer les actions suivantes :

- Réserver du matériel en ligne et prolonger le prêt de matériel.
- Consulter les collections numériques : GoPress (archives des journaux).
- Consulter un aperçu clair des cotisations à payer ou payées.
- Gérer les adhésions aux différentes bibliothèques.
- Gérer les cartes de membre de tous les membres de la famille en un seul endroit.

2. D'approuver le récapitulatif des tarifs mis à jour

Bibliothèque Hertoginnedal : Tarifs

Adhésion -18 ans	€ 0,00
Adhésion +18 ans	€ 5,00
Double de la carte de membre	€ 2,00
Frais d'emprunt DVD	€ 0,50
Amende de retard	€ 0,05 par matériel et par jour de retard
Courrier de mise en demeure	€ 1,00
Courrier de mise en demeure recommandé	En fonction des frais encourus
Transfert d'un livre d'une autre bibliothèque (IBL)	€ 2,00
Endommagement grave, perte ou vol	Valeur du matériel + € 2,00 de frais de traitement
Impression A4 noir et blanc	€ 0,10
Sac de transport	€ 0,50
Consultation Internet	Gratuit
Garantie théâtre Kamishibai	€ 50,00

Nombre d'articles pouvant être empruntés : 10, dont un maximum de cinq DVD et un maximum d'un lecteur électronique.

Vous pouvez emprunter tout le matériel pour 3 semaines et prolonger la période de prêt au maximum une fois, exception faite du lecteur électronique.

En juillet et en août, une période de prêt de 6 semaines est d'application, sauf pour le lecteur électronique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Vlaamse Zaken

Aanpassing van het reglement en de tarieven van de Nederlandstalige gemeentelijke bibliotheek.

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het decreet van de Vlaamse raad houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid 13 juli 2001, gewijzigd bij de decreten van 5 juli 2001, 20 december 2002, 21 maart 2003, 24 december 2004, 23 december 2005, 30 juni 2006, 13 juli 2007 en 6 juli 2012;

Gelet op de in 2018 door het bibliotheekteam en de beheerraad van Bibliotheek Hertoginnedal gemaakte analyse van het bestaande reglement en de vaststelling dat een aantal bepalingen voor te ruime interpretatie vatbaar waren en dus specifiek geformuleerd moeten worden;

Gelet op het feit er binnen het netwerk van Nederlandstalige Brusselse bibliotheken een tendens is naar een grotere afstemming van uitleenbepalingen waaronder het in één lijn brengen van de boetetarieven, werden de tarieven in die zin aangepast (m.n. van 0,20 euro boete per materiaal per begonnen week naar 0,05 euro per materiaal per dag, en de halvering van het leengeld voor dvd's na de testfase deze zomer waaruit bleek dat het laten vallen van het leengeld het aantal uitleningen doet stijgen) wat voor onze bibliotheek hooguit een minimale vermindering kan betekenen van inkomsten door boetes of leengeld;

Gelet op het positief advies van het college van burgemeester en schepenen op 12/02/2019,
Beslist:

1. Het aangepaste reglement goed te keuren

Reglement Bibliotheek Hertoginnedal

de Wahalaan 17

1160 Oudergem

02/672.38.42

www.oudergem.bibliotheek.be

facebook.com/BibliotheekOudergem

bibliotheek@oudergem.brussels

Openingsuren

Dinsdag van 15.30 uur tot 18.00 uur

Woensdag van 12.00 uur tot 18.00 uur

Donderdag van 15.30 uur tot 18.00 uur

Zaterdag van 10.00 uur tot 13.00 uur

Bibliotheek Hertoginnedal is de Nederlandstalige openbare bibliotheek van de gemeente Oudergem en is vrij toegankelijk voor iedereen.

Bibliotheek Hertoginnedal maakt deel uit van het netwerk van Brusselse openbare bibliotheken (hierna: Brusselse bibliotheken).

Collecties, dienstverlening en activiteiten zijn maximaal afgestemd op de lokale behoeften.

•

Lidmaatschap

Iedereen kan lid worden bij voorlegging van een geldig identiteitsbewijs. Kinderen tot en met 15 jaar worden bij inschrijving begeleid door een ouder of voogd.

Bij registratie van nieuwe leden worden een aantal persoonsgegevens opgevraagd. Bibliotheek Hertoginnedal hecht veel belang aan de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de leden. Hoe Bibliotheek Hertoginnedal omgaat met deze gegevens, staat in "Privacyverklaring" (zie website of vraag ernaar aan de balie).

Wijzigingen van persoonlijke contactgegevens moeten onmiddellijk meegedeeld worden. Tot 18 jaar is de inschrijving gratis. De geldende waarborg- en lidmaatschapsbedragen zijn opgenomen in het document "Tarieven".

- Lidkaart

Elk lid krijgt een lidkaart. Deze is geldig in alle bibliotheken aangesloten bij "Brusselse bibliotheken".

Deze kaart is strikt persoonlijk. Ze mag niet door anderen gebruikt worden.

Bij verlies worden kosten aangerekend voor een nieuwe kaart (zie het document "Tarieven").

Het lidmaatschap kan geblokkeerd worden als er een boete of contributie openstaat, bibliotheekmaterialen niet ingeleverd zijn en/of wegens wangedrag.

- Lenen

Om materialen te lenen, moet men een geldige lidkaart hebben.

De uitleenvoorwaarden (aantallen, uitleentermijn en te-laatkosten) voor bibliotheekmaterialen aanwezig in Bibliotheek Hertoginnedal, zijn opgenomen in het document "Tarieven".

Geleende materialen mogen niet verder worden uitgeleend.

Voor de uitleen van e-boeken is een bijzonder reglement van toepassing, zie: "Reglement e-boeken".

- Verlengen

Verlengen van de uitleentermijn is alleen mogelijk wanneer de bibliotheekmaterialen niet door andere leners gereserveerd zijn.

Verlengen gebeurt via de website (inloggen via 'Mijn Bibliotheek'). Wie niet over internet beschikt, kan telefonisch of aan de balie verlengen tijdens de openingsuren.

- Terugbrengen

Bibliotheekmaterialen worden tijdens de openingsuren terug gebracht. Buiten de openingsuren kunnen geleende materialen ingeleverd worden via de inleverbox. Deze box wordt dagelijks 's ochtends geleegd behalve op zondag, feestdagen en eventuele brugdagen.

Wie een persoonlijk mailadres opgeeft bij inschrijving, krijgt enkele dagen voor het verstrijken van de uitleentermijn een automatisch gegenereerde herinneringsmail. Het niet ontvangen van deze herinneringsmail kan niet ingeroepen worden bij het oplopen van de te-laatkost.

-

Te laat terugbrengen

Wie het geleende materiaal niet voor de vervaldatum terugbrengt, wordt via mail aangemaand om de materialen in te leveren en dit 8 en 22 dagen na de vervaldatum.

Wie na het ontvangen van de mails het geleende niet terugbracht, krijgt een brief via de post waarvan de administratiekost wordt doorgerekend aan de lener (zie: “Tarieven”). Vanaf dan wordt de lidkaart geblokkeerd en kan de lener geen gebruik meer maken van de Brusselse Bibliotheken.

Wie hieraan geen gevolg geeft, krijgt via de gerechtsdeurwaarder van de gemeente Oudergem een aanmaning en factuur met daarop de te vergoeden waarde van de geleende materialen.

Wie de bibliotheekmaterialen te laat terugbrengt, betaalt een te-laatkost (zie: “Tarieven”). Van leners met openstaande te-laatkosten voor een bedrag van €10 of meer, wordt de lidkaart geblokkeerd. De lener kan vanaf dan geen gebruik meer maken van de Brusselse Bibliotheken.

-

Verlies – beschadiging – diefstal

Leden dragen zorg voor de door hen geleende materialen binnen en buiten de bibliotheek. Beschadigingen moeten onmiddellijk gemeld worden aan het bibliotheekpersoneel, zo niet kan de lener aansprakelijk worden gesteld.

De lener is verantwoordelijk voor de geleende boeken en materialen. Bij verlies, onherstelbare beschadiging of diefstal, wordt de prijs van het materiaal evenals een verwerkingskost aangerekend aan de lener (zie: “Tarieven”).

Voor werken of materialen die niet meer verkrijgbaar zijn, wordt bovendien een door de bibliothecaris te bepalen toeslag aangerekend. Bij gedeeltelijke beschadiging van een materiaal bepaalt de bibliothecaris het bedrag van de schadevergoeding. Wanneer het te vervangen materiaal uit meerdere delen bestaat, mag de vervanging van het volledige werk gevorderd worden.

-

Reserveren

Reserveren van uitgeleend materiaal is gratis en gebeurt via ‘Mijn Bibliotheek’.

Reserveren van aanwezig materiaal kan enkel via de telefoon tijdens de openingsuren. Gereserveerde aanwezige werken moeten uiterlijk dezelfde openingsdag opgehaald worden.

Het is mogelijk om bibliotheekmaterialen die in Bibliotheek Hertoginmedal niet voorhanden zijn aan te vragen via interbibliothecair leenverkeer (IBL) tegen betaling (zie: “Tarieven”). Van zodra het aangevraagde materiaal ter beschikking is, wordt de lener hiervan op de hoogte gesteld en blijft het materiaal 14 dagen ter beschikking voor afhaling.

-

Internet

Het internetgebruik op de publiekscomputer is bedoeld voor informatieve doeleinden en is gratis.

Wanneer meerdere personen tegelijk gebruik wensen te maken van de computer, wordt de gebruikstijd beperkt tot 30 minuten.

Per computer wordt slechts één persoon toegelaten. De balieverantwoordelijke kan een

afwijking op deze regel toestaan.

Zwart-wit afdrukken op papier kunnen gemaakt worden tegen een vergoeding (zie “Tarieven”).

Bibliotheek Hertoginnedal kan niet verantwoordelijk gesteld worden voor het tijdelijk uitvallen van Internet of de printer.

Het gebruik van externe hardware op de publiekscomputer is enkel toegestaan na uitdrukkelijke toestemming van het bibliotheekpersoneel.



Huisregels

De serene sfeer in de bibliotheek wordt niet verstoord.

Tassen, mappen en ander opbergmateriaal worden achtergelaten bij de ingang.

Schade aan meubilair en apparatuur kan op de betrokkene verhaald worden.

Roken, drinken, eten en telefoneren in de bibliotheek zijn niet toegestaan.

Dieren, uitgezonderd geleidehonden, zijn niet toegelaten.

De bibliotheek kan niet aansprakelijk worden gesteld voor beschadiging of diefstal van persoonlijke voorwerpen.



Slotbepalingen

Bij inschrijving ontvangt het lid een exemplaar van dit reglement.

Door zich in te schrijven verklaart het lid zich akkoord met dit reglement dat door de gemeenteraad van Oudergem werd goedgekeurd op 4/04/2019.

Op uitdrukkelijke vraag kan een samenvatting in het Frans of het Engels verkregen worden. Deze ingekorte versie is ook raadpleegbaar op de website van de bibliotheek.

De bibliotheek behoudt zich het recht voor om dit reglement aan te passen. Wijzigingen worden op voorhand aangekondigd. De meest actuele versie van “Tarieven” is altijd raadpleegbaar op de website van de bibliotheek.

Het beheersorgaan kan, op gemotiveerd voorstel van de bibliothecaris, personen uitsluiten die het reglement niet opvolgen of de orde verstoren. De bibliothecaris zorgt voor de afhandeling van alle onvoorziene gevallen.



Contactgegevens

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Hertoginnedal Oudergem

de Wahalaan 17

1160 Oudergem

02/672 38 42

bibliotheek@oudergem.brussels

Website <http://www.oudergem.bibliotheek.be>

Catalogus <http://zoeken.oudergem.bibliotheek.be>

Facebook <https://www.facebook.com/BibliotheekOudergem>

Het is aangewezen om via de website een persoonlijk profiel aan te maken (klik op: Mijn Bibliotheek), zo kan men:

- online materialen reserveren en uitgeleende materialen verlengen
- digitale collecties bekijken: GoPress (krantenarchief)
- een duidelijk overzicht van de te betalen of betaalde bijdragen bekijken
- lidmaatschappen van verschillende bibliotheken beheren
- de lidkaarten van alle gezinsleden op één en dezelfde plek beheren.

2. Het geactualiseerde tarievenoverzicht goed te keuren

Bibliotheek Hertoginnedal: Tarieven

Lidmaatschap -18 jaar	€ 0,00
Lidmaatschap + 18 jaar	€ 5,00
Duplicaat lidkaart	€ 2,00
Leengeld DVD	€ 0,50
Te-laatkost te laat	€ 0,05 per materiaal per dag
Maningsbrief	€ 1,00
Aangetekende maningsbrief kosten	afhankelijk van de gemaakte kosten
Boek laten overkomen uit andere bibliotheek (IBL)	€ 2,00
Zware beschadiging, verlies of diefstal	waarde van het materiaal + € 2,00 verwerkingskost
A4 afdruk zwart-wit	€ 0,10
Draagtas	€ 0,50
Internetraadpleging	gratis
Waarborg Kamishibai theater	€ 50,00

Aantal uitleenbare materialen: 10, waarvan maximaal 5 dvd's en maximaal 1 e-reader.

Je kunt alle materialen 3 weken lenen en de uitleentermijn maximaal 1 keer verlengen, uitgenomen de e-reader.

In juli en augustus geldt een uitleentermijn van 6 weken, uitgenomen de e-reader.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0015 **Culture**

Festival des Arts d'Auderghem "Chaussée des Arts-Kunstensteenweg" - Convention de location pour la salle du Lambin

Le Conseil

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Approuve

la convention de location portant sur la mise à disposition gratuite de la salle du Lambin, sise 1 avenue Léopold Florent Lambin à Auderghem, par la sclr "en Bord de Soignes" pour le festival Chaussée des Arts 2019 organisé par le service Culture de l'administration communale d'Auderghem.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Cultuur

Kunstenfestival van Oudergem "Chaussée des Arts-Kunstensteenweg" - Huurovereenkomst voor de Lambin-zaal

De Raad

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Besluit

de huurovereenkomst betreffende het gratis ter beschikking stellen van de Lambin-zaal (adres: Léopold Florent Lambinlaan 1) te Oudergem, met de cvba "en Bord de Soignes" voor het festival Kunstensteenweg 2019, een organisatie van de Dienst Cultuur van het gemeentebestuur van Oudergem.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0016 **Culture**

Liquidation du subsidie prévu au budget ordinaire de l'exercice 2019 en faveur de l'asbl Cheval & Forêt

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2019 prévoit des dépenses à l'article 7621/33202;

DECIDE

- d'approuver le compte de bilan 2018 de l'a.s.b.l. Cheval & Forêt

- d'autoriser la liquidation de la subvention prévue au budget ordinaire de l'exercice 2019, à l'article 7621/33202, en faveur de l'a.s.b.l. Cheval & Forêt, d'un montant de 30.000,-€

- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.

La présente délibération, sous forme d'un bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Cultuur

Uitbetaling der toelage ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2019 voor de vzw Cheval & Forêt

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 décembre 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2019 een uitgave voorziet op artikel 7621/33202;

BESLIST

-de rekening en balans 2018 goed te keuren

-de uitkering der toelage ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2019, op artikel 7621/33202, voor de v.z.w. Cheval & Forêt, bedraagt 30.000,-€

-Het College van Burgmeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die

beslissing.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0017 **Recette**

Modification de la convention bipartite entre le Service Public Régional de Bruxelles et la commune d'Auderghem et approbation de la convention tripartite entre le Service Public Régional de Bruxelles, la commune d'Auderghem et le Caissier de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'optimalisation des flux financiers dans le cadre des recettes fiscales.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communal;

Vu que le Conseil Communal, réuni en séance le 30 novembre 2017, a approuvé la la convention bipartite entre le Service Public Régional de Bruxelles et la commune d'Auderghem, relative à l'optimalisation des flux financiers dans le cadre des recettes fiscales (taxe hôtelière et PRI), ainsi que son addendum;

Attendu que le système de compte de transit et les démarches à faire par les communes s'est avéré relativement lourd, la Région de Bruxelles-Capitale a souhaité revoir le fonctionnement et a décidé de modifier la convention de base et de conclure une convention tripartite avec le Caissier de la Région de Bruxelles-Capitale;

marque son accord :

- sur la modification de la convention bipartite entre le Service Public Régional de Bruxelles et la commune d'Auderghem et approuve la convention tripartite entre le Service Public Régional de Bruxelles, la commune d'Auderghem et le Caissier de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'optimalisation des flux financiers dans le cadre des recettes fiscales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ontvangerij

Wijziging van de tweepartijenovereenkomst tussen de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en de gemeente Oudergem en goedkeuring van de driepartijenovereenkomst tussen de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, de gemeente Oudergem en de Kassier van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de optimalisatie van de geldstromen in het kader van de fiscale ontvangsten

De Raad,

Gezien het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien de Gemeenteraad, in zitting van 30 november 2017, de tweepartijenovereenkomst tussen de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en de gemeente Oudergem met betrekking

tot de optimalisatie van de geldstromen in het kader van de fiscale ontvangsten (hotelbelasting en onroerende voorheffing) en de bijlage hiervan goedgekeurde;
Gezien het systeem met transitrekeningen en de procedure voor de gemeentes in de praktijk vrij zwaar bleek, wenst het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de basisovereenkomst aan te passen en een driepartijenovereenkomst met de Kassier van het Brussels Hoofdstedelijk gewest af te sluiten;
gaat akkoord :

- met de wijziging van de tweepartijenovereenkomst tussen de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en de gemeente Oudergem en keurt de driepartijenovereenkomst tussen de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, de gemeente Oudergem en de Kassier van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de optimalisatie van de geldstromen in het kader van de fiscale ontvangsten goed.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0018

Recette

Compte budgétaire de l'exercice 2018 - Arrêt provisoire

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, les articles 96, 99 par.2, 242 et 244;

Conformément aux articles 73, 75 et 78 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

DECIDE:

d'approuver le compte communal pour l'exercice 2018 ainsi que ses annexes.

La présente délibération ainsi que les pièces justificatives seront transmises en quintuple à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ontvangerij

Gemeenterekening van het dienstjaar 2018 - Voorlopige afsluiting.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, de artikelen 96, 99 par. 2, 242 en 244;

Gelet op de artikelen 73, 75 en 78 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ;

BESLIST :

De gemeenterekening voor het dienstjaar 2018 en zijn bijlagen goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging evenals de stavingsstukken zullen, in vijfvoud, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0019 **Recette**

Modification budgétaire n°1 service ordinaire et n° 2 service extraordinaire - exercice 2019

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 117, 225;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant sur le règlement général de la comptabilité communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE: d'approuver:

1. La modification n°1 - service ordinaire - exercice 2019

2. La modification n°2 - service extraordinaire - exercice 2019

La présente délibération, en quintuple, ainsi que la liste des articles modifiés et les montants seront transmis à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ontvangerij

Begrotingswijziging nr 1 gewone dienst en nr 2 buitengewone dienst - dienstjaar 2019

De Raad,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, artikelen 117 en 255;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990, houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST: goed te keuren:

1. De begrotingswijziging nr 1 - gewone dienst - dienstjaar 2019

2. De begrotingswijziging nr 2 - buitengewone dienst - dienstjaar 2019

Onderhavige beraadslaging in vijfvoud, alsook de lijst van gewijzigde begrotingsartikels en de bedragen, zullen overgemaakt worden aan de Heer Minister President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0020 **Recette**

Compte budgétaire, balance et compte de résultats du Centre Public d'Action Sociale - Exercice 2018 - Approbation

Le conseil

Vu que le compte budgétaire ainsi que la balance et le compte de résultats de l'exercice 2018 du Centre Public d'Action Sociale ont été approuvés par son Conseil en date du

17.06.2019;

Vu la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976, les articles 87 et 89 ;

Vu la nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Décide :

D'approuver le compte budgétaire ainsi que la balance et le compte de résultats de l'exercice 2018 du Centre Public d'Action Sociale d'Auderghem.

La présente délibération en quintuple exemplaire sera transmise aux Président du Centre Public d'Action Sociale qui se chargera de la présentation à l'Autorité de Tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ontvangerij

Begrotingsrekening, balans en resultatenrekening van het Openbaar centrum voor Maatschappelijk Welzijn - Dienstjaar 2018 - Goedkeuring

De raad

Gezien de begrotingsrekening evenals de balans en resultatenrekening van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn voor het dienstjaar 2018 werden goedgekeurd op 17.06.2019. door de Raad van Maatschappelijk Welzijn ;

Gelet op de organieke wet op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van 8 juli 1976, meerbepaald de artikelen 87 en 89 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid het artikel 117 ;

beslist :

De begrotingsrekening, de balans en resultatenrekening voor het dienstjaar 2018 van het Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Oudergem goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal in vijfvoud overgemaakt worden aan de Voorzitter van het Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn die belast is met de verzending naar de Voogdijoverheid van het Brusselse Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0021

Recette

C.P.A.S. - Modifications budgétaires n° 0 et 1 - exercice 2019.

Le Conseil,

Vu le budget de l'exercice 2019, du Centre public d'Action sociale, approuvé par le Conseil Communal en séance du 23 mai 2019;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976, organique des C.P.A.S., notamment l'article 112bis §2;

Attendu que la modification n° 0 et 1 - exercice 2019 – du budget du C.P.A.S a été soumis lors du comité de concertation entre les délégations du conseil de l'action sociale et du conseil communal du juin 2019;

Vu l'approbation des MB0 et MB1 par le Conseil de l'Action Sociale en date du 17 juin 2019;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

DECIDE :

d'approuver les modifications n° 0 et n°1 - exercice 2019 – du budget du C.P.A.S. comme reprises dans les pièces justificatives.

La présente délibération, en triple ainsi que les pièces justificatives seront transmises par l'intermédiaire du C.P.A.S. à Monsieur le Ministre-Président chargé de la tutelle sur les Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ontvangerij

O.C.M.W. - Begrotingswijzigingen n° 0 et 1 - dienstjaar 2019.

De Raad,

Gezien de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn voor het dienstjaar 2019 werd goedgekeurd door de Gemeenteraad op datum van 23 mei 2019.

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn en meer bepaald artikel 112bis § 2;

Gezien de begrotingswijziging n° 0 – 1 en 2 van de begroting van het O.C.M.W. besproken werd in het overlegcomité van de afgevaardigden van de Raad van Sociale Actie en de Gemeenteraad op ... juni 2019;

Gezien de goedkeuring van de begrotingswijziging n° 0 en 1 door de Raad voor Sociale Actie van 17 juni 2019 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117;

BESLIST :

de begrotingswijzigingen nr 0 en nr 1 van het O.C.M.W. - dienstjaar 2019 goed te keuren conform de stavingstukken.

Onderhavige beraadslaging in drievoud, evenals de stavingstukken, zullen door tussenkomst van het O.C.M.W. overgemaakt worden aan de Heer Minister President belast met het toezicht op de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0022

Recette

Plan triennal 2019-2021 - approbation du plan corrigé

LE CONSEIL,

Vu l'article 242bis de la Nouvelle Loi communale;

Vu la directive européenne 2011/85 qui impose aux entités locales de fixer des objectifs budgétaires pluriannuels, des protections pour chaque poste majeur de dépenses et de recettes, une description des politiques envisagées à moyen terme et une évaluation sur les finances des politiques envisagées;

Vu que ce plan triennal se compose d'une note d'orientation et d'un plan de gestion qui traduit budgétairement la note, sous forme d'estimation et de perspectives;

Vu la note d'orientation approuvée en séance du Conseil du 21.01.2019 (ref: #002/21.01.2019/A0004#);

Vu que le plan triennal 2019-2021 a été approuvé par le conseil en date du 28.02.2019 (ref:#002/28.02.2019/A/0009#) ;

Vu l'arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale du 11/03/2019 (ref.: 2993624755) invitant l'administration communale à apporter quelques corrections au plan triennal;

Vu que les corrections en question n'influencent en rien les recettes ni les dépenses mais portent sur le résultat des exercices antérieurs, les transferts vers le fonds de réserve extraordinaire ainsi que la diminution des réserves dudit fonds.

DECIDE:

d'approuver le plan financier triennal corrigé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ontvangerij

Driejaarlijks plan 2019-2021 - goedkeuring van het gecorrigeerde plan

DE RAAD,

Gezien het artikel 242 bis van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de Europese richtlijn 2011/85 die de plaatselijke entiteiten de verplichting op leggen om meerjarige begrotingsdoelstellingen te bepalen en prognoses op te stellen voor elke belangrijke uitgaven- en ontvangstenpost, evenals een beschrijving van de geplande beleidsmaatregelen voor de middellange termijn en een beoordeling van de wijze waarop deze maatregelen de financiën zouden beïnvloeden;

Gezien dit driejaarlijks plan bestaat uit een oriëntatienota en een beheersplan dat die nota begrotingsmatig vertaalt in de vorm van ramingen en vooruitzichten;

Gezien de oriëntatienota goedgekeurd in zitting van de Gemeenteraad van 21/01/2019 (ref: #002/21.01.2019/A/0004#);

Gezien het driejaarlijks plan 2019/2021 werd goedgekeurd door de Raad op 28.02.2019 (ref:#002/28.02.2019/A/0009#) ;

Gezien het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk gewest van 11.03.2019 (ref.: 2993624755) waarin zij het gemeentebestuur vragen enkele verbeteringen in het plan aan te brengen;

Gezien deze correcties de ontvangsten noch de uitgaven beïnvloeden maar enkel de resultaten van de vorige dienstjaren, de overboekingen naar het buitengewoon reservefonds alsook de verlaging van dit fonds aanbelangen.

BESLIST:

het verbeterde financieel driejarenplan goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0023

Recette

Cohésion sociale - Exercice 2018 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Considérant que la « Cohésion sociale » nous a fait parvenir son compte de l'exercice 2018,

Décide

d'approuver le compte de la « Cohésion sociale » - exercice 2018.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ontvangerij

Sociale samenhang - Dienstjaar 2018 - Rekening

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, artikel 3 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117 ;

Overwegende dat de « Sociale samenhang » ons zijn rekening van 2018 heeft overgemaakt,

Beslist

de rekening van de « Sociale samenhang » dienstjaar 2018 goed te keuren;

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0024

Recette

Fabrique d'église anglicane unifiée - Holy Trinity - Exercice 2018 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Anglicane Unifiée et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le compte de l'exercice 2018 tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration le 28 mars 2019 ;

Attendu que ledit compte pour l'exercice 2018 présente un boni de 61.063,96€, avec 224.112,80 € en recettes et 163.048,84 € en dépenses, sans intervention communale.

Décide

d'aviser favorablement le compte de l'exercice 2018 de la fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée.

La présente délibération, en cinq exemplaires, sera transmise à l'administration communale d'Ixelles pour suite voulue.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ontvangerij

Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek - Holy Trinity - Dienstjaar 2018 - Compte

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Verenigde Anglicaanse Kerk en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de rekening van deze instelling op 28 maart 2019;

Gezien de rekening van het dienstjaar 2018 een boni van 61.063,96 € vertoont, met 224.112,80 € in ontvangsten en 163.048,84 € in uitgaven, zonder gemeentelijke tussenkomst;

BESLIST

een gunstig advies uit te brengen in verband met de rekening van het dienstjaar 2018 de Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek.

Onderhavige beraadslaging, in vijf exemplaren zal overgemaakt worden aan het Gemeentebestuur van Elsene voor verdere gevolg.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0025

Recette

International Protestant Church of Brussels - Exercice 2018 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'International Protestant Church of Brussels et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le compte de l'exercice 2018.

Attendu que ledit compte présente un mali de 29.226,36 €, avec 20.158,92 € en recettes et 49.385,28 € en dépenses, sans intervention communale.

Décide

d'aviser favorablement le compte de l'exercice 2018 de la fabrique de l'International Protestant Church of Brussels.

La présente délibération, en quintuple, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président chargé de la tutelle sur les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ontvangerij

International Protestant Church of Brussels - Dienstjaar 2018 - Rekening

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de International Protestant Church of Brussels en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen over de rekening van het dienstjaar 2018.

Gezien de rekening van het dienstjaar 2018 een mali van 29.226,36 € vertoont, met 20.158,92 € in ontvangsten en 49.385,28 € in uitgaven, zonder gemeentelijke tussenkomst;

Beslist

een gunstig advies uit te brengen in verband met de rekening van het dienstjaar 2018 van

de International Protestant Church of Brussels.

Onderhavige beraadslaging in vijf exemplaren, zal overgemaakt worden aan De Heer Minister President belast met het toezicht op de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0026 **Recette**

International Protestant Church of Brussels - Exercice 2019 - Budget

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'International Protestant Church of Brussels et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget de l'exercice 2019 tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration le 25 août 2018 ;

Attendu que ledit budget pour l'exercice 2019 se présente en équilibre avec 70.890,46 € en recettes et en dépenses, avec une intervention communale de 45.890,46 € à répartir sur les communes d'Auderghem, de Watermael-Boitsfort et d'Uccle respectivement à hauteur de 23,26 % (10.674,12 €), de 18,13 % (8.319,94 €) et de 58,61 % (26.896,40 €).

Vu la décision du Conseil communal du 20 décembre 2018 (ref : 002/20.12.2018/A/0023) décidant d'aviser défavorablement le budget 2019 de l'International Protestant Church of Brussels ;

Considérant que la commune d'Auderghem refuse de prendre en charge, même partiellement, un budget enregistrant une dépense ordinaire de 25.000,00 € pour changement de pasteur, dépense couvrant les frais de déplacement du pasteur, de son épouse et de ses biens personnels aux Etats-Unis, ainsi que les frais de déménagement de son remplaçant des Etats-Unis en Belgique ;

Ce refus est motivé par le fait que la dépense d'environ 25.000 Euros représente près de la moitié des dépenses ordinaires du budget 2019 et qu'à ce titre une telle estimation aurait dû s'accompagner de pièces justificatives, ce qui n'a pas été le cas.

L'International Protestant Church of Brussels a motivé cette dépense par le fait que l'église doit payer le coût du déménagement du pasteur, de sa famille et de ses biens personnels des Etats-Unis jusqu'à Bruxelles et payer les frais de retour en fin de contrat. Un coût de 25.000 Euros pour un déménagement, même à plusieurs milliers de kilomètres de distance semble disproportionné. En tout état de cause, l'International Protestant Church of Brussels n'apporte aucun élément permettant de vérifier que l'estimation budgétaire réalisée a été correctement effectuée.

L'International Protestant Church of Brussels ne donne aucune info sur le fait si des démarches ont été entreprises afin de trouver un nouveau pasteur en Belgique, ce qui ramènerait les frais de déménagement à un stricte minimum ;

Décide

- de retirer la décision du Conseil communal du 20 décembre 2018 (ref : 002/20.12.2018/A/0023) ;
- d'aviser défavorablement le budget de l'exercice 2019 de la fabrique de l'International Protestant Church of Brussels.

La présente délibération, en quintuple, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président chargé de la tutelle sur les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ontvangerij

International Protestant Church of Brussels - Dienstjaar 2019 - Begroting

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de International Protestant Church of Brussels en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting 2019 van deze instelling op 25 augustus 2018;

Gezien de begroting voor het dienstjaar 2019 zich in evenwicht voorstel met 70.890,46 € in ontvangsten en in uitgaven, met een gemeentelijke tussenkomst van 45.890,46 €. De tussenkomst tussen Oudergem, Watermaal-Bosvoorde en Ukkel moet verdeeld worden - respectievelijk 23,26 % (10.674,12 €), 18,13 % (8.319,94 €) en 58,61 % (26.896,40 €).

Gezien de beslissing van de gemeenteraad van 20 december 2018 (ref : 002/20.12.2018/A/0023) die een ongunstig advies uitbracht wat betreft de begroting 2019 de l'International Protestant Church of Brussels ;

Gezien het ministerieel besluit van 29 april 2019 (ref 422-2994104381-wm) houdende goedkeuring van de begroting 2019 de l'International Protestant Church of Brussels ;

Overwegende dat de gemeente Oudergem weigert om zich te belasten, zelfs gedeeltelijk, met de gewone uitgave van 25.000,00 €, voor de verandering van de pastoor. Deze uitgave dekt de kosten voor de overplaatsing van de pastoor, zijn vrouw en zijn persoonlijke bezittingen in de Verenigde Staten, alsook de verhuis van zijn plaatsvervanger van de Verenigde Staten naar België;

Deze weigering wordt gemotiveerd door het feit dat de uitgave van ongeveer 25.000 Euro bijna de helft van de gewone uitgaven van de begroting 2019 vertegenwoordigt en dat een dergelijke uitgave vergezeld zou moeten zijn van stavingsstukken, wat niet het geval is ;

De International Protestant Church of Brussels motiveert deze uitgave door het feit dat de kerk moet betalen voor de verhuis van de pastor, zijn gezin en zijn persoonlijke bezittingen van de Verenigde Staten naar België net als de kosten voor zijn terugkeer op het einde van het contract. Een kost van 25.000 Euro voor een verhuis, zelf op duizenden kilometers afstand lijkt buiten proportie. In elk geval brengt de International Protestant Church of Brussels geen enkel element aan om na te gaan of deze schatting correct gebeurde.

De International Protestant Church of Brussels geeft ook niet aan of er stappen ondernomen zijn om een pastor te vinden in België wat de verhuiskost tot een strikt minimum zou herleiden ;

Onder deze voorwaarden respecteert de Gemeente de principes van goed beleid en weigert om deel te nemen aan deze uitgave die op geen enkel objectief of verifieerbaar element gebaseerd is.

Beslist

- De beslissing van de gemeenteraad van 20 december 2018 (ref : 002/20.12.2018/A/0023) in te trekken;
- een ongunstig advies uit te brengen in verband met de begroting van het dienstjaar 2019 van de International Protestant Church of Brussels.

Onderhavige beraadslaging in vijf exemplaren, zal overgemaakt worden aan De Heer Minister President belast met het toezicht op de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Sophie de Vos quitte la séance / verlaat de zitting.

27.06.2019/A/0027 **Recette**

Syndicat d'initiative d'Auderghem ASBL - Exercice 2018 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 et la loi du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 2003 et du 15 mai 2003 fixant l'entrée en vigueur des dispositions des lois précitées ;

Vu l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la comptabilité simplifiée de certaines associations sans but lucratif et fondations ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Décide

d'approuver le compte 2018 de l'a.s.b.l. « Syndicat d'Initiative d'Auderghem ».

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Ontvangerij

VZW Vereniging ter bevordering van Oudergem - Dienstjaar 2018 - Rekening

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002 en bij de wet van 16 januari 2003 ;

Gelet op de koninklijk besluiten van 2 april en 15 mei 2003 omtrent de inwerkingtreding van voormelde wetten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 2003 betreffende de vereenvoudigde boekhouding van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117;

Beslist

de rekening 2018 van de v.z.w. «Vereniging ter bevordering van Oudergem» goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Sophie de Vos entre en séance / treedt in zitting.

27.06.2019/A/0028

Recette

Évolution du fonds des pensions - Résultat de l'exercice 2018.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117,

Conformément aux articles 5 et 8 de la convention passée entre ETHIAS et l'Administration communale à propos de la création d'un fonds de pensions;

Suite au rapport financier de l'exercice 2018 qui nous a été transmis par ETHIAS.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Prend acte du rapport financier de notre fonds de pensions pour l'exercice 2018.

La présente délibération, en double, ainsi qu'une copie du rapport financier sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ontvangerij

Evolutie van het pensioensfonds - Resultaat van het dienstjaar 2018.

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117;

Gelet op de artikelen 5 en 8 van de overeenkomst tussen ETHIAS en het Gemeentebestuur betreffende de oprichting van een pensioenfonds;

Ingevolge het financieel rapport van het dienstjaar 2018, overgemaakt door ETHIAS;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Neemt kennis van het financiële rapport over het gemeentelijke pensioenfonds – dienstjaar 2018.

Onderhavige beraadslaging in tweevoud, evenals kopies van het financiële rapport zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0029

Rémunérations

Modification du statut pécuniaire du personnel communal - article 37 - allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure

Le point est reporté.

Bezoldigingen

Wijziging van het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel - artikel 37 - Toelage wegens uitoefening van hogere functies

Het punt wordt verdaagd.

27.06.2019/A/0030

Taxes communales

Règlement relatif aux centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2020

Le CONSEIL:

Vu l'article 170, § 4, de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi Communale;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du fonctionnement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide:

- d'établir au profit de la Commune d'Auderghem, pour l'exercice d'imposition 2020, 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique;
- de charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale des établissements touristiques pour l'exercice d'imposition 2020;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de ces décisions conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Gemeentebelastingen

Verordening betreffende de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies voor het aanslagjaar 2020

De RAAD:

Gelet op artikel 170, § 4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit:

- voor het aanslagjaar 2020, ten voordele van de gemeente Oudergem, 4384 opcentiemen worden geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies;

- de fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2020;

- het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies

Deze verordening wordt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscalité meegedeeld.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0031 **Service Juridique**

Modification du Règlement général de police en vue de verbaliser le non-respect de l'interdiction de circuler le jour de la journée sans voitures - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117, 119 bis et 135, §2 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 2, §1^{er} ;

Vu le Règlement Général de Police adopté par le Conseil communal le 18 décembre 2014 ;

Vu l'avis favorable du Collège de police de la zone de Uccle/W-B/Auderghem ;

Considérant ce qui suit :

La Commune ne dispose pas de fondement pour contrôler le respect de l'interdiction de circuler le jour de la journée sans voitures. Une modification du règlement général de police permettrait aux agents habilités de dresser des constats d'infraction de pouvoir sanctionner les utilisateurs qui ne respectent pas cette interdiction.

Dans le règlement Général de Police sont introduits les articles suivants :

Chapitre X - Journée sans voiture

Art.119.§1^{er}. A l'exception de l'autorisation du Bourgmestre, la circulation routière est interdite lors d'une « journée sans voiture »..

On entend par circulation routière, la circulation de véhicules à moteur dans le sens de l'article 2.16 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975.

Art.119.§2. La date et les modalités sont fixées dans une ordonnance temporaire de police relative à la journée sans voiture.

Art.120. Sera puni d'une amende administrative de maximum 350 € quiconque contrevient aux dispositions du présent chapitre.

La numérotation de l'actuel article 119 est adaptée. Cet article portera le numéro 121 après modification du règlement.

DECIDE :

- de modifier le Règlement général de police en vue de verbaliser le non-respect de l'interdiction de circuler le jour de la journée sans voitures ;

La présente délibération sera transmise au Ministre chargé des Pouvoirs locaux et à la Zone de police Uccle-W-B-Auderghem

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Juridische dienst

Wijziging van het Algemeen politiereglement om de niet-naleving van het rijverbod tijdens de autoloze zondag te kunnen bestraffen - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 117, 119bis en 135, § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, inzonderheid art. 2, § 1;

Gelet op het algemeen politiereglement dat goedgekeurd werd door de Gemeenteraad op 18 december 2014 ;

Gelet op het gunstig advies van het Politiecollege van zone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem ;

Overwegende als volgt :

De Gemeente heeft geen grondslag om de niet-naleving van het rijverbod tijdens de autoloze zondag te controleren.

Dankzij de wijziging van het Algemeen politiereglement zullen de overtredingen aan het rijverbod vastgesteld kunnen worden door de bevoegde agenten;

In het Algemeen politiereglement zijn de volgende artikelen ingevoerd :

Hoofdstuk X – Autoluwe dag

Art.119. §1^{ste}. Behoudens toelating van de Burgemeester is het autoverkeer verboden *gedurende een* “autoluwe dag”.

Onder autoverkeer wordt verstaan het verkeer met motorvoertuigen in de zin van het artikel 2.16 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975.

Art.119.§2. Datum en modaliteiten worden vastgelegd in een tijdelijke politieverordening naar aanleiding van een autoluwe dag.

Art.120. Ieder die de bepalingen van het onderhavige hoofdstuk overtreedt, wordt bestraft met een administratieve boete van maximaal 350 €.

De nummering van het huidig artikel 119 wordt aangepast. Dit artikel zal het nummer 121 dragen na wijziging van het reglement.

Beslist :

- om het Algemeen politie reglement te wijzigen met als doel de niet-naleving van het rijverbod tijdens de autoloze zondag te kunnen bestraffen ;

Deze beraadslaging zal aan de Minister belast met Plaatselijke Besturen toegezonden worden en aan de politie zone Ukkel / W-B / Oudergem.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0032

Ressources Humaines

Marché public conjoint Commune - CPAS relatif aux services d'assurances: Fixation des conditions du cahier des charges et choix du mode de passation

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 1, tel que modifiée par l'article 2 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant ce qui suit :

L'actuel marché public des assurances (ref. #002/19.01.2016/B/0092#) vient à expiration le 31 décembre 2019. Une remise en concurrence est donc nécessaire.

DECIDE :

- d'établir un marché conjoint Commune - CPAS ayant pour objet : "services d'assurances" par procédure ouverte avec publication européenne, de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier des charges n°JUR 8-2019 et d'approuver l'avis de publication en annexe ;

- d'approuver la dépense estimée à 230.000€/an et d'imputer cette somme aux articles 050/12408 ; 050/12508 ; 104/11701 ; 104/12708 ; 136/12708 ; 300/12408 ; 300/12508 ; 704/12408 ; 721/11701 ; 722/11701 ; 138/11701 ; 766/12708 ; 7671/12508 ; 771/12408 ; 834/12408 du budget ordinaire de 2019 ;

- de transmettre cette délibération et toutes les pièces justificatives au Ministre-Président en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Human Resources

Gezamenlijke opdracht Gemeente - OCMW betreffende verzekeringsdiensten – Bepaling voorwaarden van het lastenboek en keuze van de wijze van gunning

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234§1, zoals gewijzigd door artikel 2 van de ordonnantie van 27 juli 2017 die de nieuwe gemeentewet wijzigt om de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten nader te omschrijven ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gezien het bijzonder bestek JUR/2-2019 dat de contractuele administratieve en technische

clausules van deze opdracht bepaalt;

Overwegende dat :

De huidige opdracht betreffende de verzekering diensten (ref. #002/19.01.2016/B/0092#) zal op 31 december 2019 verlopen zijn. Daarom, is een nieuw oproep tot mededinging nodig.

BESLIST :

- een gezamenlijke opdracht vast te leggen met als voorwerp "verzekering diensten" volgens openbare procedure met europese bekendmaking, de gunningsvoorwaarden van de opdracht te bepalen overeenkomstig het bijzondere lastenboek n°JUR 8-2019 en het bericht van publicatie goed te keuren ;
- de geschatte uitgave van 230.000 Euros/jaar BTW incl bedraagt goed te keuren en de som te boeken op de volgende artikelen 050/12408 ; 050/12508 ; 104/11701; 104/12708 ; 136/12708 ; 300/12408 ; 300/12508 ; 704/12408 ; 721/11701 ; 722/11701 ; 138/11701 ; 766/12708 ; 7671/12508 ; 771/12408 ; 834/12408 van de gewone begroting 2019 ;
- om deze beraadslaging met alle stukken toe te sturen aan de Minister-President belast met Plaatselijke Besturen

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

27.06.2019/A/0033

Service Juridique

Plan particulier d'affectation du sol n°6 - Abrogation partielle - Décision de lancement de la procédure

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT), notamment les articles 40 et 57/1 ;

Vu le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) adopté le 3 mai 2001 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et modifié les 2 mai 2013, 6 juillet 2017 et 29 mars 2018 ;

Vu le Plan Régional de Développement Durable (PRDD) adopté le 12 juillet 2018 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement régional d'urbanisme (RRU) adopté le 21 juin 2006 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Plan Particulier d'Affectation du Sol n°6 (PPAS n°6) adopté par le conseil communal d'Auderghem le 18 janvier 1980 et approuvé par un arrêté royal du 8 février 1985 ;

Attendu que le PPAS n°6, tel qu'approuvé par arrêté royal du 8 février 1985, couvre les six îlots suivants :

- l'îlot délimité par l'avenue Henri Schoofs, la chaussée de Wavre, la rue de la Stratégie et le boulevard du Triomphe ;
- l'îlot délimité par la rue de la Stratégie, la chaussée de Wavre, la rue de la Chasse Royale et le boulevard du Triomphe ;
- l'îlot délimité par la rue de la Chasse Royale, la chaussée de Wavre et la rue A. Keller ;

- l'îlot délimité par la rue de la Chasse Royale, l'avenue C. Brassine et le boulevard du Triomphe ;
- l'îlot délimité par la chaussée de Wavre, la rue Adolphe Keller, l'avenue C. Brassine, le boulevard du Triomphe et la rue L. Verstraeten et les lignes de chemin de fer ;
- l'îlot délimité par la rue L. Verstraeten, le boulevard du Triomphe, l'avenue Jules Cockx et les lignes de chemin de fer ;

Qu'est exclu de l'approbation royale du PPAS l'îlot délimité par le boulevard Général Jacques, la Chaussée de Wavre, l'avenue Henri Schoofs et le boulevard du Triomphe ;

Que par une délibération du 19 décembre 2013, approuvée par un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 février 2014, le conseil communal d'Auderghem a décidé d'abroger partiellement le PPAS n°6 en vue de permettre le réaménagement du complexe scolaire communal ; qu'une partie de l'îlot délimité par la rue de la Stratégie, la chaussée de Wavre, la rue de la Chasse Royale et le boulevard du Triomphe a ainsi été exclue du périmètre du PPAS n°6 ;

Attendu que parmi les zones définies par le PPAS n°6, tel qu'il est en vigueur aujourd'hui, figurent notamment les zones suivantes :

- les zones d'habitation, commerce et industrie. Ces zones sont réservées « *au niveau de rez-de-chaussée, au commerce, à la petite industrie, à l'artisanat et à l'entreprise moyenne. Les bureaux, les services sociaux et les dépôts dépendant d'une entreprise installée dans les limites du plan particulier ainsi que les bureaux pour professions libérales sont autorisés à un étage des immeubles; les autres étages sont affectés au logement [...]* » ;
- les zones d'arrière bâtiment à toiture aménagée. Ces zones sont réservées « *aux ateliers, commerces et dépôts, compléments des entreprises, installées dans les limites du plan particulier. Cette zone peut également être affectée à une destination de cours et de jardins* » ;
- les zones d'arrière bâtiments. Ces zones autorisent les mêmes affectations que les zones d'arrière bâtiment à toiture aménagée. La différence entre ces deux zones consiste dans des règles différentes en matière de toiture ;

Que ces zones et les prescriptions qui leur sont applicables ne répondent plus à l'évolution des besoins de la commune et à sa conception du bon aménagement des lieux pour les zones considérées et, par ailleurs, ne s'inscrivent pas dans les objectifs poursuivis par la commune et la Région ;

Attendu, d'une part, que la demande de logement reste très soutenue, notamment dans la commune d'Auderghem, tant pour le secteur locatif que pour le secteur acquisitif ; que, par ailleurs, la qualité des logements et du cadre de vie est moins bonne dans certaines zones de la commune, notamment dans la partie la plus anciennement urbanisée le long de la chaussée de Wavre ; que la création de nouveaux logements et l'amélioration des logements existants est un enjeu à l'échelle communale et, en particulier, dans la zone couverte par le PPAS n°6 ;

Qu'un des principaux objectifs poursuivis par le PRAS démographique consiste à apporter une réponse au défi de la croissance démographique auquel la Région doit faire face et à remédier à la pénurie de logements en assurant une cohabitation harmonieuse et une mixité des différentes fonctions ; que le PRDD a également pour objectif de produire plus de logements et ce, tant en nombre qu'en qualité ;

Que les zones d'habitation, commerce et industrie – en ce qu'elles interdisent le logement

au rez-de-chaussée – et les zones d’arrière bâtiment à toiture aménagée et les zones d’arrière bâtiments – en ce qu’elles prévoient des intérieurs d’îlot totalement bâtis et interdisent tout développement résidentiel en intérieur d’îlot – compromettent donc les objectifs de la commune et de la Région, alors même qu’au PRAS, les zones qui correspondent géographiquement à celles du PPAS n°6, autorisent tout le logement en tant qu’affectation principale (zone d’habitation, zone mixte et zone d’équipement d’intérêt collectif ou de service public) ;

Attendu, d’autre part, que les prescriptions applicables aux zones d’arrière bâtiment à toiture aménagée et aux zones d’arrière bâtiments sont obsolètes et ne répondent plus à la conception actuelle que la commune se fait du bon aménagement des lieux en ce qu’elles autorisent, voire imposent, des ateliers et des dépôts en intérieur d’îlots ;

Que ces activités ne sont pas qualitatives pour les intérieurs d’îlot et peu harmonieuses avec le cadre de vie des habitants des logements autorisés dans ces mêmes îlots ; que l’amélioration du cadre de vie des habitants dans des zones denses ou soumises au trafic, comme dans le quartier de la Chasse, est également un objectif prioritaire de la commune ;

Que le PRAS et le Règlement régional d’urbanisme (RRU) visent également à éviter le développement de certaines activités nuisibles en intérieur d’îlots ; que si le PRAS y autorise certaines affectations jugées compatibles – tel que le logement et les équipements d’intérêt collectif ou de service public (cf. not. prescriptions 1.5, 1° et 2.5., 2° du PRAS) –, il n’autorise pas les activités qui, telles que les ateliers ou les dépôts, sont génératrices de nuisances, sont peu conciliables avec l’habitation et sont susceptibles de porter atteinte à la continuité du logement qui constitue un fil rouge dans les prescriptions littérales du PRAS ; Attendu que ces problématiques ne concernent pas tous les îlots couverts par le PPAS n°6 ; qu’en effet, c’est l’îlot délimité par l’avenue Henri Schoofs, la chaussée de Wavre, la rue de la Stratégie et le boulevard du Triomphe qui est particulièrement concerné, singulièrement en sa partie centrale ; qu’actuellement, cette partie de l’îlot accueille, en effet, de nombreux immeubles inoccupés ou à l’abandon, ainsi que des propriétés communales – notamment en intérieur d’îlot – à restructurer ; que le potentiel de développement résidentiel et d’amélioration du cadre de vie y est fort important ; qu’en l’état cependant, les prescriptions applicables aux zones d’habitation, commerce et industrie, aux zones d’arrière bâtiment à toiture aménagée et aux zones d’arrière bâtiments ne permettent pas la réalisation de ce potentiel ;

Que suite à l’abrogation partielle du PPAS n°6, la commune pourrait bénéficier des leviers planologiques indispensables pour réorganiser ses équipements d’intérêt collectif ou de services publics dans l’îlot, y créer des logements et améliorer le cadre de vie de ses habitants ;

Que les autres îlots situés dans le périmètre du plan particulier ne sont, en revanche, pas ou peu concernés :

- certains de ces autres îlots sont déjà entièrement voués au logement, comme c’est, par exemple, le cas de l’îlot délimité par la rue de la Chasse Royale, l’avenue C. Brassine et le boulevard du Triomphe ;

- d’autres îlots, même s’ils comportent de telles zones d’habitation, commerce et industrie, d’arrière bâtiment à toiture aménagée ou d’arrière bâtiments accueillent, en situation de fait, quasi exclusivement des logements et des jardins et seulement un petit nombre d’activités commerciales situées principalement en zone de liseré de noyau commercial au PRAS, comme c’est le cas pour l’îlot délimité par la rue de la Chasse Royale, la chaussée de Wavre et la rue A. Keller. La présence à cet endroit de ces activités économiques en cours d’exploitation complète le quartier et permet d’assurer une certaine mixité de fonctions, ce qui contribue à dynamiser le quartier ;

- d’autres îlots encore ne présentent pas de potentiel pour le développement de logements et l’amélioration de leur intérieur d’îlot. Ils sont, en effet, entièrement construits et

accueillent des exploitations depuis longtemps, en ce compris en intérieur d'îlot (par ex. Midas et Ixina le long de la chaussée de Wavre ou le concessionnaire Mercedes /Ferrari « Deman » le long du boulevard du Triomphe). Rien ne permet de penser que la situation changera à court ou moyen terme ;

Que pour ces îlots, l'abrogation du PPAS n°6 serait sans utilité ;

Attendu que, compte tenu de ce qui précède, il y a lieu de limiter l'abrogation partielle du PPAS n°6 au seul périmètre délimité par un liseré rouge sur le plan repris en annexe à la présente délibération ;

Attendu, par ailleurs, que l'abrogation partielle du PPAS n°6, pour ce qui concerne le périmètre identifié ci-avant, se justifie en lieu et place de sa modification ;

Qu'en l'absence de PPAS, il y aura, en effet, lieu d'appliquer le PRAS qui contient des prescriptions d'affectation suffisamment détaillées avec des seuils et des possibilités éventuelles de dépassement subordonnées à des conditions contrôlables ; que ces prescriptions sont adéquatement complétées par celles des RRU qui définissent des règles également suffisamment précises en matière notamment d'implantation, de gabarit et d'esthétique ;

Que ce plan et ces textes réglementaires continuent à correspondre à la vision actuelle de la commune en matière de bon aménagement des lieux et répondent aux objectifs d'aménagement du territoire de celle-ci en sorte qu'il n'est nullement nécessaire de modifier partiellement le PPAS n° 6 et qu'il est préférable d'opter pour une abrogation partielle dudit plan ;

Attendu, enfin, que le projet de décision d'abrogation partielle du PPAS n°6 fera l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales conformément aux articles 15/1 et 43 du CoBAT ;

DECIDE :

- d'ouvrir la procédure d'abrogation partielle du PPAS n°6 et de retenir le périmètre d'abrogation identifié par un liseré rouge sur le plan repris en annexe
- de charger le Collège :
 - d'établir le « dossier » visé à l'article 44, § 1^{er}, du CoBAT et de le transmettre à Bruxelles Environnement et à Perspective.brussels ;
 - d'établir un rapport sur les incidences environnementales de cette abrogation partielle ;
 - de l'ensemble des autres formalités procédurales énoncées aux articles 43 à 49 du CoBAT ;
 - de transmettre au Conseil communal un dossier complet afin qu'il puisse prendre une décision finale sur l'abrogation partielle du PPAS n°6 conformément à l'article 50 du CoBAT.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 22 votes positifs, 4 abstentions.

Abstentions : Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.

Juridische dienst

Bijzonder bestemmingsplan n°6 - Gedeeltelijke opheffing - Beslissing tot opening van de procedure

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikel 117;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), in het bijzonder op de

artikelen 40 en 57/1;

Gelet op het gewestelijk bestemmingsplan (GBP) dat op 3 mei 2001 door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering werd aangenomen en op 2 mei 2013, 6 juli 2017 en 29 maart 2018 werd gewijzigd;

Rekening houdend met het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling dat op 12 juli 2018 door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd aangenomen;

Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening (GSV) die op 21 juni 2006 door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering werd aangenomen;

Gelet op het Bijzonder bestemmingsplan nr. 6 (BBP nr. 6), aangenomen door de gemeenteraad van Oudergem op 18 januari 1980 en goedgekeurd bij Koninklijk Besluit van 8 februari 1985;

Aangezien BBP nr. 6, zoals goedgekeurd bij Koninklijk Besluit van 8 februari 1985, de volgende zes huizenblokken omvat:

- het huizenblok dat wordt begrensd door de Henri Schoofslaan, de Waversesteenweg, de Strategiestraat en de Triomflaan;
- het huizenblok dat wordt begrensd door de Strategiestraat, de Waversesteenweg, de Koninklijke Jachtstraat en de Triomflaan;
- het huizenblok dat wordt begrensd door de Koninklijke Jachtstraat, de Waversesteenweg en de A. Kellerstraat;
- het huizenblok dat wordt begrensd door de Koninklijke Jachtstraat, de C. Brassinelaan en de Triomflaan;
- het huizenblok dat wordt begrensd door de Waversesteenweg, A. Kellerstraat, C. Brassinelaan, Triomflaan en L. Verstraetenstraat en de spoorlijnen;
- het huizenblok dat wordt begrensd door de L. Verstraetenstraat, de Triomflaan, de Jules Cockxlaan en de spoorlijnen;

Dat het blok dat wordt begrensd door de Generaal Jacqueslaan, de Waversesteenweg, de Henri Schoofslaan en de Triomphelaan, van Koninklijke Besluit is uitgesloten;

Dat de gemeenteraad van Oudergem bij besluit van 19 december 2013, goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 februari 2014, heeft beslist om BBP nr. 6 gedeeltelijk op te heffen om de herontwikkeling van het gemeentelijke schoolcomplex mogelijk te maken; dat een deel van het blok dat wordt begrensd door de Strategiestraat, de Waversesteenweg, de Koninklijke Jachtstraat en de Tromflaan aldus van het toepassingsgebied van BBP nr. 6 werd uitgesloten;

Aangezien onder de in het BBP nr. 6, zoals het nu van kracht is, gedefinieerde gebieden, de volgende zones voorkomen:

- woon-, handels- en nijverheidsgebieden. Deze gebieden zijn gereserveerd "op het gelijkvloers voor handelszaken, kleine nijverheid, ambachten en middelgrote ondernemingen. De kantoren, de sociale diensten en opslagplaatsen die afhangen van een binnen de grenzen van het bijzonder plan gevestigde onderneming evenals kantoren voor de vrije beroepen zijn toegelaten op één verdieping van de gebouwen; de andere verdiepingen zijn voorbehouden voor de woonst [...]";
- gebieden voor bijgebouwen met aangelegde daken. Deze gebieden zijn voorbehouden "voor werkplaatsen, handel en opslagplaatsen als aanvulling van de onderneming gevestigd binnen de grenzen van het bijzonder plan. Dit gebied mag eveneens bestemd worden voor aanleg van koeren en tuinen";

- gebieden voor achtergebouwen. Deze gebieden laten dezelfde toepassingen toe als de gebieden voor bijgebouwen met aangelegde daken. Het verschil tussen deze twee gebieden bestaat uit verschillende regels voor dakbedekking;

Dat deze gebieden en de voorschriften die daarop van toepassing zijn, niet langer beantwoorden aan de evolutie van de behoeften van de gemeente en aan haar opvatting over de goede ruimtelijke ordening van de betrokken gebieden en bovendien niet in overeenstemming zijn met de doelstellingen die door de gemeente en het Gewest worden nagestreefd;

Aangezien enerzijds dat de vraag naar woningen blijft zeer groot, namelijk in de gemeente Oudergem, zowel voor de huursector als voor de koopsector; dat bovendien de kwaliteit van de huisvesting en van de leefomstandigheden in sommige gebieden van de gemeente met name in het oudste verstedelijkte deel langs de Waversesteenweg, minder goed zijn; dat de bouw van nieuwe woningen en de verbetering van bestaande woningen een uitdaging is op gemeentelijk niveau en in het bijzonder in het gebied dat onder BBP nr. 6 valt;

Dat één van de hoofddoelstellingen van het Demografisch GBP erin bestaat een antwoord te bieden op de uitdaging van de demografische groei waarmee het Gewest wordt geconfronteerd en het tekort aan woningen op te vangen door te zorgen voor een harmonieuze samenlevingen een mix van de verschillende functies; dat het GPDO ook tot doel heeft meer woningen te produceren, zowel kwantitatief als kwalitatief;

Dat de woon-, handels- en nijverheidsgebieden – voor zover zij woningen op het gelijkvloerse verbieden - en de gebieden voor bijgebouwen met aangelegde daken en de gebieden met achtergebouwen - voor zover dat ze het mogelijk maken om de binnenterreinen van huizenblokken volledig te bouwen en voor zover dat zij elke residentiële ontwikkeling in het binnenterrein van de huizenblokken verbieden - de doelstellingen van de gemeente en de regio verhinderen, terwijl het GBP huisvesting als hoofdbestemming toestaat voor de gebieden die geografisch overeenkomen met die van BBP nr. 6, (woonwijk, gemengd gebied en gebied van algemeen belang of openbare dienstverlening);

Aangezien de voorschriften die van toepassing zijn op de gebieden voor bijgebouwen met aangelegde daken en gebieden met achtergebouwen daarentegen volledig verouderd zijn en niet langer voldoen aan de huidige opvatting van de gemeente over een goede ruimtelijke ordening, omdat zij werkplaatsen en opslagplaatsen in het binnenterrein van de huizenblokken mogelijk maken of zelfs opleggen;

Dat deze activiteiten niet kwalitatief zijn voor het binnenterrein van de huizenblokken en niet in overeenstemming met de leefomgeving van de bewoners van de woningen die in deze huizenblokken zijn toegestaan; dat de verbetering van de levensomstandigheden van de bewoners in dichtbevolkte of verkeersgevoelige gebieden, zoals in de Jachtwijk, ook een prioritaire doelstelling van de gemeente is;

Dat het GBP, maar ook de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening (GSV), tevens de ontwikkeling van bepaalde schadelijke activiteiten in het binnenterrein van de huizenblokken willen vermijden; dat hoewel het GBP bepaalde daarmee verenigbaar geachte bestemmingen - zoals woningen en voorzieningen van collectief belang of openbare diensten (zie de voorschriften van het GBP 1.5, 1° en 2.5, 2°) – toelaat, het GBP geen activiteiten, zoals werkplaatsen of opslagplaatsen, toestaat die aanzienlijke overlast veroorzaken en die niet verenigbaar zijn met de woningen en de continuïteit van de woningen in gevaar kunnen brengen, wat een rode draad is in de schriftelijke voorschriften van het GBP;

Aangezien de bovengenoemde problemen echter niet alle huizenblokken die onder BBP nr. 6 vallen, betreffen;

dat het in het bijzonder het blok dat wordt begrensd door de Henri Schoofslaan, de Waversesteenweg, de Stratégiestraat en de Triomphelaan, betreft, vooral het centrale deel; dat dit deel van het blok momenteel veel leegstaande of verlaten gebouwen herbergt, evenals gemeentelijke eigendommen - met name in het binnenterrein van de huizenblokken - die moeten worden geherstructureerd; dat het potentieel voor woningbouw en voor de verbetering van het leefmilieu zeer groot is, maar dat de voorschriften die gelden voor woon-, handels- en nijverheidsgebieden, bijgebouwen met aangelegde daken en gebieden met achtergebouwen in de huidige situatie de realisatie van dit potentieel niet toestaan;

Dat de gemeente na de gedeeltelijk opheffing van BBP nr. 6 zou kunnen genieten van de essentiële planningshefbomen om haar voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten in het blok te reorganiseren, woningen te creëren en de leefomgeving van haar inwoners te verbeteren;

Dat de andere huizenblokken gelegen binnen de perimeter van het BBP daarentegen niet of slechts in beperkte mate worden beïnvloed door de hierboven uiteengezette voorschriften:

- Sommige van deze andere huizenblokken zijn al volledig gewijd aan woningbouw zoals het bijvoorbeeld het geval is bij het huizenblok dat wordt begrensd door de Koninklijke Jachtstraat, de C. Brassinelaan en de Triomflaan;
- Andere huizenblokken, ook al omvatten ze woon-, handels- en nijverheidsgebieden, bijgebouwen met aangelegde daken en gebieden met achtergebouwen, huisvesten in de feiten bijna uitsluitend woningen en tuinen en slechts een klein aantal commerciële activiteiten, voornamelijk in lint voor handelskernen in het GBP zoals het bijvoorbeeld het geval is bij het huizenblok dat wordt begrensd door de Koninklijke Jachtstraat, de Waversesteenweg en de A. Kellerstraat. De aanwezigheid van deze economische activiteiten in dit gebied maakt de wijk compleet en maakt het mogelijk om een bepaalde mix van functies te waarborgen, hetgeen bijdraagt aan de revitalisering van de wijk;
- Andere huizenblokken hebben niet het potentieel voor de ontwikkeling van woningen en de verbetering van hun binnenterrein. Ze zijn volledig gebouwd en worden al vele jaren gebruikt door exploitaties, ook in het binnenterrein van de huizenblokken (bv. Midas en Ixina langs de Waversesteenweg of de Mercedes/Ferrari concessiehouder "Deman" langs de Triomflaan). Er is geen reden om aan te nemen dat de situatie op korte tot middellange termijn zal veranderen;

Dat voor deze huizenblokken de opheffing van BBP nr. 6 zonder nut zou zijn;

Aangezien de gedeeltelijke opheffing van BBP nr. 6, gelet op het voorgaande, moet worden beperkt tot het gebied dat in het bij dit overleg gevoegde plan door een rode grens wordt begrensd;

Aangezien bovendien de gedeeltelijke opheffing van BBP nr. 6, met betrekking tot het hierboven aangegeven toepassingsgebied, gerechtvaardigd is in plaats van de wijziging ervan;

Dat bij gebrek aan BBP, het GBP, dat voldoende gedetailleerde bestemmingsvereisten met drempelwaarden en eventuele overschrijdingsmogelijkheden onder controleerbare voorwaarden bevat, moet worden toegepast; dat deze voorschriften adequaat worden aangevuld met de voorschriften van GSV die evenzeer voldoende nauwkeurige regels definiëren op het gebied van inplanting, gabariet en esthetiek;

Dat dit plan en deze reglementaire teksten blijven overeenstemmen met de hedendaagse visie van de gemeente op een goede ruimtelijke ordening en beantwoorden aan de

doelstellingen van de Gemeente op het gebied van ruimtelijke ordening zodat het niet nodig is om BBP nr. 6 gedeeltelijk te wijzigen en het de voorkeur verdient te kiezen voor een gedeeltelijke opheffing van dit plan;

Aangezien ten slotte het ontwerpbesluit tot de gedeeltelijk opheffing van het BBP nr. 6 het voorwerp zal uitmaken van een milieueffectrapport overeenkomstig artikel 15/1 en 43 van het BWRO;

BESLIST:

- het ontwerp van de gedeeltelijke opheffing van het BBP nr. 6 voorlopig goed te keuren en de in het plan in de bijlage aangegeven door een rode grens opheffingszone te handhaven;
- het College op te dragen :
 - het "dossier" bedoeld in artikel 44, § 1 van het BWRO op te stellen en door te sturen naar Leefmilieu Brussel en Perspectieve.brussels;
 - een verslag op te stellen over de milieueffecten van deze gedeeltelijke opheffing;
 - alle procedurele formaliteiten van de artikelen 43 tot en met 49 van het BWRO op zich te nemen;
 - een volledig dossier toe te zenden zodat het een definitieve beslissing kan nemen over de gedeeltelijke opheffing van het BBP nr. 6, overeenkomstig artikel 50 van het BWRO.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Onthoudingen : Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.

27.06.2019/A/0034

Secrétariat

**Question orale de Madame Martine Maelschalck et Monsieur Jérémy Van Gorp
(MR-Open VLD) : Viaduc Herrmann-Debroux**

Monsieur le Président du Conseil,

Chers Collègues,

Nous avons lu dans la presse que le gouvernement bruxellois avait décidé du plan d'aménagement directeur Herrmann-Debroux qui implique, de facto, la destruction du viaduc Herrmann-Debroux.

Nous avons lu également que des responsables de la commune demandent aujourd'hui, à tout le moins, que l'on n'abatte pas le viaduc avant d'avoir mis en œuvre un plan global pour le site, incluant des parkings de délestage de capacité suffisante et une offre de transport en commun attractive. Et, partant, un calendrier crédible et structuré.

Dans le communiqué rédigé il y a un an par le MR d'Auderghem, nous nous opposons à une destruction irréfléchie du Viaduc Herrmann-Debroux et nous déplorons le manque de garanties en matière de mobilité (métro, parkings de dissuasion, gestion du trafic), de timing, d'étude d'incidence et d'examen de solutions plus simples et peut-être moins onéreuses.

Voici donc nos questions :

- Quelles seront les opportunités pour les citoyens concernés de donner leur avis sur le projet ?
- Comment la commune fait-elle entendre sa voix pour que les besoins de ses habitants soient pris en compte ?
- Qu'en est-il de l'étude d'incidence environnementale et de mobilité avec une circulation ramenée au niveau du sol ?
- Quel sera le coût des travaux pour la commune ?
- Avez-vous estimé la durée des travaux et les nuisances entraînées ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Jérémy Van Gorp, conseillers communaux MR-Open VLD

• **Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Echevin**

Madame et Monsieur les Conseillers,

Vous semblez découvrir aujourd'hui ce qui a été notre préoccupation constante de tout temps. Si nous avons initié la réflexion sur le futur de cet axe Herrmann-Debroux, c'est assurément pour mener une étude complète, garantir un plan global incluant tous les préalables indispensables à la concrétisation de cet important projet. Je m'en explique au nom du Collège.

Notre préoccupation principale est de préserver et d'améliorer le cadre de vie de nos concitoyens. Elle n'est pas neuve.

Dès sa construction, de nombreux citoyens se sont insurgés contre la balafre que cet axe autoroutier a imposée à nos quartiers et contre les conséquences induites.

Et puis, beaucoup s'y sont faits, d'aucuns y ont trouver avantage... jusqu'à ce que le trop plein de trafic automobile génère un excès de nuisances : bruit, qualité de l'air, insécurité, pression sur le stationnement notamment aux abords des stations de métro.

Et récemment, l'infrastructure montre des signes de vieillissement.

Le temps est venu de réfléchir posément à l'avenir sans attendre une situation d'urgence.

Depuis une dizaine d'années, nous avons lancé cette réflexion, consulter les citoyens, fini par persuader la région et débiter avec elle depuis 2017 d'intenses échanges et d'importantes études.

Des citoyens ont participé à des ateliers, des réunions d'information organisées tant par la commune que par la région. Tout cela a fait l'objet de compte-rendu et de documents publiés par la région.

Le processus d'élaboration et d'adoption du Plan d'Aménagement Directeur (PAD) Herrmann-Debroux vous a déjà été exposé à de nombreuses reprises. Il suit les dispositions du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (Cobat) chapitre III bis, articles 30/1 à 30/11.

Les citoyens seront consultés et pourront réagir au cours d'une enquête publique de 2 mois avant fin 2019, date encore à fixer par la région.

La commune a suivi assidument les études et participer activement aux différents comités d'accompagnement et de pilotage créer à cette occasion. Elle a veillé à ce que les habitants puissent s'exprimer. Le Collège et le Conseil ont émis des avis lors de tout nouveau document transmis. Ainsi le 29 juin 2018, le Conseil a émis un avis sur l'arrêté ministériel précisant le périmètre, les enjeux et objectifs du PAD. Le Collège a émis un avis sur le projet de volet stratégique.

Le Gouvernement a adopté le projet de PAD en 1^{ère} lecture. Le rapport sur les incidences environnementales en fait partie. C'est un document de près de 1500 pages qui sera mis à disposition de tous car, il est essentiel pour mesurer l'impact des propositions qui sont

émises.

La procédure est encore longue. Il ne faut pas s'attendre à une décision définitive avant fin 2020. Ensuite seulement pourront débiter les études de projet, les demandes de permis, les commandes de travaux,... des concertations avec les autres régions. La concrétisation doit encore faire l'objet d'études de phasage car il y a des conditions préalables à remplir avant toute mise en œuvre. Ils s'agit notamment d'engager la mise en place des alternatives nécessaires en matière de mobilité.

La question des coûts et délais est légitime et nous préoccupe également. Mais la réponse est prématurée. Une approche d'étude des nuisances des chantiers figure dans le rapport d'incidences environnementales. Beaucoup de projets concrétisant le PAD devront faire l'objet d'une étude d'incidence spécifique en ce compris pour les nuisances de chantier.

« Le chemin est long du projet à la chose. » a écrit Molière.

Pour mener à bien un projet, il faut avoir le courage de le rêver, l'intelligence d'en faire quelque chose de réaliste et la volonté de le mener à bien en concertation avec toutes les personnes concernées.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck en de heer Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD): viaduct Herrmann-Debroux

Geachte mijnheer de voorzitter van de raad,

Geachte collega's,

We hebben in de media gelezen dat de Brusselse regering een beslissing heeft genomen over het Richtplan van Aanleg Herrmann-Debroux dat, de facto, de afbraak van het viaduct Herrmann-Debroux inhoudt.

We hebben eveneens gelezen dat verantwoordelijken van de gemeente vandaag vragen om, in ieder geval, het viaduct niet af te breken totdat er een algemeen plan voor de locatie is uitgewerkt, inclusief pendelparking met voldoende capaciteit en een aantrekkelijk openbaarvervoersaanbod. En, dus ook, een geloofwaardig en gestructureerd tijdschema.

In het door de MR van Oudergem opgestelde persbericht van een jaar geleden verzetten we ons tegen een ondoordachte afbraak van het viaduct Herrmann-Debroux en we betreuren het gebrek aan garanties inzake mobiliteit (metro, ontradingsparkeerplaatsen, verkeersbeheer), timing, effectenstudie en het bestuderen van eenvoudiger en misschien minder dure oplossingen.

Vandaar onze vragen:

- Welke mogelijkheden zullen de betrokken burgers hebben om hun mening te geven over het project?
- Hoe zal de gemeente haar stem laten horen om ervoor te zorgen dat er met de behoeften van de bewoners rekening wordt gehouden?
- Hoe zit het met de milieu- en mobiliteitseffectenstudie rekening houdend met het verkeer dat weer helemaal op het grondniveau verloopt?
- Wat zal voor de gemeente de kostprijs van de werkzaamheden zijn?
- Kunt u een inschatting geven van de duur van de werkzaamheden en van de overlast die ermee gepaard gaat?

Met dank.

Martine Maelschalck en Jérémy Van Gorp, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

• **Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen**

Geachte dames en heren raadsleden,

U lijkt er vandaag achter te komen wat voor ons altijd al een constante bezorgdheid was. We zijn de denkoefening over Herrmann-Debroux gestart met natuurlijk de bedoeling om een volledige studie uit te voeren, een algemeen plan te garanderen met inbegrip van alle voorwaarden noodzakelijk voor de uitvoering van dit belangrijke project. Ik licht dit in naam van het College toe.

Onze voornaamste bezorgdheid is het behouden en verbeteren van de leefomgeving van onze medeburgers. Deze bezorgdheid is niet nieuw.

Vanaf de bouw ervan hebben veel burgers zich verzet tegen het ontsierende effect van deze autosnelweg op onze wijken alsook tegen de gevolgen ervan.

En daarna hebben er velen mee moeten leren leven, sommigen hebben er voordeel uit gehaald... tot te veel autoverkeer zorgt voor extreme overlast: lawaai, luchtkwaliteit, onveiligheid, parkeerdruk vooral in de directe omgeving van de metrostations.

En onlangs toonde de infrastructuur tekenen van veroudering.

De tijd is gekomen om rustig over de toekomst na te denken zonder te wachten tot er zich een noodsituatie voordoet.

Al een tiental jaar zijn we bezig met deze denkoefening en raadplegen we de burgers. We hebben uiteindelijk het Gewest kunnen overtuigen waarmee we sinds 2017 een intensieve dialoog hebben en belangrijke studies uitvoeren.

Burgers hebben deelgenomen aan workshops alsook aan zowel door de gemeente als het Gewest georganiseerde informatievergaderingen. Hiervan zijn verslagen opgemaakt en er werden documenten gepubliceerd door het Gewest.

Het proces van opmaak en goedkeuring van het Richtplan van Aanleg (RPA) Herrmann-Debroux werd u al meermaals toegelicht. Het volgt de bepalingen van het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening (BWRO) hoofdstuk III bis, artikelen 30/1 tot 30/11.

De burgers zullen worden geraadpleegd en zullen kunnen reageren tijdens een openbaar onderzoek van twee maanden vóór het einde van 2019, datum nog vast te leggen door het Gewest.

De gemeente heeft nauwlettend de studies gevolgd en heeft actief deelgenomen aan de verschillende begeleidingscomités en stuurcomités opgericht voor deze gelegenheid. Ze heeft er op toegezien dat de bewoners hun mening kunnen formuleren. Het College en de Raad hebben adviezen uitgebracht bij elk nieuw document dat werd overgemaakt. Zo heeft de Raad op 29 juni 2018 een advies uitgebracht over het ministerieel besluit dat de perimeter, de uitdagingen en de doelstellingen van het RPA preciseert. Het College heeft een advies uitgebracht over het strategisch ontwerppluk.

De regering heeft het ontwerp van RPA in eerste lezing goedgekeurd. Het milieueffectenrapport maakt er deel van uit. Het is een document van bijna 1500 pagina's dat voor iedereen ter beschikking zal worden gesteld aangezien het essentieel is om de impact van de geformuleerde voorstellen te meten.

De procedure is nog lang. Een definitieve beslissing wordt niet verwacht vóór eind 2020. Vervolgens zal enkel een aanvang kunnen worden gemaakt met de ontwerpstudies, de vergunningsaanvragen, de bestellingen van werkzaamheden,... overlegmomenten met de andere gewesten. Voor de concretisering moeten nog onderzoeken van de fasering gebeuren aangezien er, alvorens tot uitvoering wordt besloten, aan voorafgaande voorwaarden moet worden voldaan. Het gaat met name om het invoeren van noodzakelijke alternatieven inzake mobiliteit.

De kwestie van de kosten en de termijnen is terecht en houdt ons ook bezig. Maar het antwoord is voorbarig. Een benadering voor het bestuderen van de door de werven veroorzaakte overlast staat vermeld in het milieueffectenrapport. Bij veel projecten die het

RPA concreet vorm geven, zal een specifieke effectenstudie moeten worden uitgevoerd, inclusief wat betreft overlast van de werf.

"Le chemin est long du projet à la chose", schreef Molière.

Teneinde dit project tot een goed einde te brengen, moet men beschikken over de moed om erover te dromen, de intelligentie om er iets realistisch van te maken en over de wil om het tot een goed einde te brengen in overleg met alle betrokken personen.

De Raad neemt akte.

27.06.2019/A/0035

Secrétariat

Question orale de Matthieu Pillois (LB) concernant la saisie d'œuvres d'art à la maison communale

Monsieur le Président du Conseil,

Madame la Bourgmestre,

Chers Collègues,

Le 23 mai dernier, nous apprenions par voie de presse que 18 œuvres d'art avaient été saisies à la maison communale car les autorités auraient refusé de payer un montant de 2.047 euros de dommages-intérêts car elles n'auraient pas accédé à la demande d'un conducteur néerlandophone de mener la procédure dans sa langue au sujet d'une amende de 25 euros.

Mes questions sont les suivantes :

Pourriez-vous nous expliquer le fond du dossier et pour quelles raisons exactement la commune a été condamnée à payer ces dommages et intérêts ?

Depuis lors, la commune a-t-elle payé le montant demandé et a-t-elle récupéré les œuvres d'art saisies ?

Que comptent mettre en œuvre les autorités communales pour éviter que cette situation ne se reproduise plus à l'avenir ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Référence : <https://www.hln.be/de-krant/parkeerbon-van-25-euro-kost-gemeente-2-047-euro~afddeb3a/>

• Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre f.f.

Merci pour votre question.

Je vous rassure tout de suite : aucun tableau n'a été saisi et la presse a tristement colporté des informations complètement erronées.

Avant d'aborder ce dossier ponctuel, je souhaite expliquer le contexte de ce litige.

Evidemment que notre commune n'est pas allée en justice et n'a pas exposé en vain quelques 2.000 € pour une simple redevance de stationnement de 25 €.

En vérité, le conjoint de la personne redevable de la redevance est avocat et il a déployé tous les moyens imaginables pour contester le paiement de cette redevance.

Ce faisant, il a avancé des critiques de principe qui, dans notre pratique, sont importantes car rencontrées dans de nombreux autres dossiers, tant pour ce qui concerne les redevances de stationnement que pour ce qui concerne :

- Quelle est la validité d'un constat ou PV rédigé dans la langue du titulaire de la plaque d'immatriculation lorsque l'utilisateur est d'un autre rôle linguistique ; concrètement, cela concerne une grande part de constats concernant les voitures de

leasing car le titulaire de la plaque est une société et nous constatons qu'elles utilisent le néerlandais tandis que nombre d'usagers pris en infraction sont francophones ; il s'agit donc de savoir si un constat ou PV rédigé sur foi du rôle linguistique renseigné dans la DIV est valable alors que l'utilisateur est d'un autre rôle linguistique ;

- Un délai de quelques mois s'écoule entre le moment où le constat est dressé et envoyé au redevable ou entre le moment où le ticket de stationnement est mis sur le pare-brise et l'envoi de l'ordre de paiement aux redevables qui ne se sont pas acquittés de la redevance ou de l'amende ; ce délai peut-il être invoqué pour soutenir que le temps écoulé empêche le redevable de se souvenir des faits et d'exercer utilement son droit de défense ;
- La contrainte de paiement du receveur doit-elle être envoyée par recommandé sous peine de nullité ou d'autres preuves de l'envoi et de sa date suffisent-elles ? De manière générale, les formalités de procédures qui doivent entourer la contrainte de payer sont-elles ou non prescrites à peine de nullité ?

C'est sur ce dernier point de droit que nous avons perdu en justice. Sur les autres points, la validité de nos actes a été confirmée par le juge.

Voici ce qui s'est réellement passé :

- 1) La Commune a adressé à une citoyenne francophone d'Etterbeek une redevance forfaitaire de stationnement d'un montant de 25 euros.
- 2) Le cohabitant de cette dame – qui s'exprime en néerlandais- étant l'utilisateur du véhicule au moment des faits a demandé à obtenir les documents relatifs à la procédure de recouvrement de la redevance en néerlandais.
- 3) Par courrier du 29 septembre 2016, (c'est une affaire qui date) la Commune lui a répondu que le règlement redevance prévoit que la redevance est due par **la titulaire de la plaque d'immatriculation du véhicule**. Dès lors, la réclamation a été déclarée irrecevable et la procédure de recouvrement s'est poursuivie en langue française à charge de Madame.
- 4) La redevable a délibérément refusé de payer les 25 euros de redevance qui lui étaient réclamés ce qui a conduit le Receveur communal à lui signifier une contrainte le 14 novembre 2017. **Ici et c'est notre seule erreur : nous n'avons pas signifié cette contrainte par recommandé.**
- 5) Le 3 janvier 2018, la Commune reçoit une requête au Tribunal à l'encontre de la procédure de recouvrement de la redevance impayée.
- 6) Le 9 janvier 2018, le Collège propose de résoudre le conflit amiablement en prenant en charge les frais de recouvrement et pour autant que la redevance de 25 euros soit payée. Cette proposition a été rejetée par les requérants qui ont exigé de la Commune le paiement de 250 Euros à titre de dommages et intérêts moraux.
Etant donné que le prétendu dommage moral subi par les requérants n'était étayé par aucun élément, le litige s'est poursuivi.
- 7) Le 27 août 2018, la Commune, sur conseil de son avocat, a retiré l'acte de contrainte qui faisant l'objet du recours et ce afin de régulariser la procédure de recouvrement du point de vue des exigences légales (article 137 bis NLC) **puisque, comme signalé plus haut, nous aurions dû envoyer la contrainte par recommandé.**
- 8) Le 14 janvier 2019, le Tribunal de première instance rend son jugement. Le Tribunal prend acte de la décision de retrait de la contrainte litigieuse.

Toutefois et contrairement à ce que laisse entendre les requérants, le Tribunal donne bien raison à la Commune sur la question du bon usage de l'emploi des langues.

Le Tribunal précise bien en conclusion qu'il appartenait à Madame – titulaire de l'immatriculation- d'introduire une réclamation en son nom et dans la langue de son choix,

ce qu'elle n'a pas fait (la validité du courrier de la Commune du 29 septembre 2016 est donc confirmée).

9) Le 24 août 2018, la Commune adresse à Madame (en néerlandais cette fois) un rappel de paiement par voie recommandé conformément à ce que prévoit la procédure de recouvrement de l'article 137 bis de la NLC.

10) Le 29 août 2018, Madame conteste la procédure de recouvrement au motif que ses droits de la défense sont violés, les faits justifiant la redevance datant de plus de deux ans.

11) Le 19 septembre 2018, la Commune répond que les faits n'ont pas été dénoncés en 2016 et que ce n'est qu'en août 2018 que la redevable a évoqué pour la première fois l'irrégularité du constat dressé en 2016.

12) Le 14 mars 2019, le jugement du Tribunal est signifié à la Commune ;

13) Le 9 avril 2019, une déclaration de créance est signifié à la commune – **moins d'un mois avant le délai d'appel. Cette somme concerne des frais de procédure liés à l'action en justice voulue par les redevables, elle n'est versée aucunement sur leur compte. Nous n'avons par ailleurs aucune raison de nous dépêcher de payer étant donné le délai d'appel encore en cours.**

14) Le 14 mai 2019 à 10h, le Collège prend acte du jugement et charge le receveur de payer la somme de 1.739,56 EURO sur le compte de l'avocat de Madame .

15) le lendemain, sans respect des procédures habituellement de mise dans les saisies par huissiers, un huissier de justice se rend à la Commune pour dresser un inventaire des biens saisissables. Du jamais vu. Non seulement il suffisait de vérifier que nous avons bien payé préalablement (ce qui était une question de minutes puisque le point venait de passer au collège), mais encore les biens ne sont en réalité pas saisissables car appartenant au domaine public. De surcroît, la liste dressée par l'huissier était tellement brouillonne qu'en cas de saisie réelle les tableaux n'étaient même pas identifiables précisément. Du grand n'importe quoi.

Notre receveur a bien entendu payé – sous déduction des frais de serrurier qui étaient erronément chargés- encore n'importe quoi – puisque personne n'a dû forcer les portes de l'administration dans cette affaire, le bâtiment communal étant un bâtiment librement accessible.

Bref : pas de mauvais usage de l'emploi des langues, pas de saisie de tableaux, juste une facture pour les frais d'une procédure de justice initiée par des citoyens ayant monté en épingle une petite erreur administrative.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Matthieu Pillois (LB) betreffende de beslaglegging op kunstwerken uit het gemeentehuis

Geachte mijnheer de voorzitter van de raad,

Geachte mevrouw de burgemeester,

Geachte collega's,

Op 23 mei jongstleden vernamen we via de pers dat er beslag was gelegd op 18 kunstwerken uit het gemeentehuis aangezien de gemeente zou hebben geweigerd om een schadevergoeding van 2.047 euro te betalen omdat ze niet is ingegaan op het verzoek van een Nederlandstalige bestuurder om de procedure te voltooien in zijn moedertaal met betrekking tot een parkeerbon van 25 euro.

Mijn vragen luiden als volgt:

Kunt u ons de grond van de zaak toelichten en uitleggen waarom precies de gemeente werd veroordeeld tot het betalen van deze schadevergoeding?

Heeft de gemeente inmiddels het gevraagde bedrag betaald en heeft ze de in beslag genomen kunstwerken terug in haar bezit?

Wat is de gemeente van plan om te ondernemen zodat een dergelijke situatie zich in de toekomst niet meer voordoet?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Referentie: <https://www.hln.be/de-krant/parkeerbon-van-25-euro-kost-gemeente-2-047-euro~afddeb3a/>

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, waarnemend burgemeester**

Dank u voor uw vraag.

Ik kan u meteen geruststellen: er werd geen enkel schilderij in beslag genomen en de pers heeft helaas volstrekt verkeerde informatie verspreid.

Alvorens dit specifieke dossier te bespreken, wil ik de context van dit geschil toelichten.

Het spreekt voor zich dat onze gemeente geen juridische stappen heeft ondernomen en niet voor niets 2.000 euro heeft neergeteld voor een eenvoudige parkeerretributie van 25 euro.

De waarheid is dat de echtgenoot van de persoon die de retributie dient te betalen, advocaat is en alle mogelijke middelen heeft ingezet om de betaling van deze retributie te betwisten.

Daarbij heeft hij enkele principiële bezwaren aangevoerd, die in onze praktijk van belang zijn omdat ze in veel andere dossiers voorkomen, zowel met betrekking tot parkeerretributies als wat de volgende punten betreft:

- Wat is de geldigheid van een vaststelling die of proces-verbaal dat in de taal van de houder van de nummerplaat is opgesteld wanneer de gebruiker een andere taalkundige rol heeft? Concreet heeft dit betrekking op een groot deel van de processen-verbaal betreffende leasingvoertuigen, omdat de houder van de nummerplaat een bedrijf is en we vaststellen dat ze het Nederlands gebruiken, terwijl veel gebruikers die een overtreding begaan Franstalig zijn. Het gaat er dus om te achterhalen of een vaststelling die of proces-verbaal dat op grond van de bij de Dienst voor Inschrijvingen van Voertuigen (DIV) opgegeven taalrol is opgesteld, geldig is wanneer de gebruiker een andere taalrol heeft.
- Tussen het moment waarop de vaststelling wordt gedaan en naar de retributieplichtige wordt gestuurd of tussen het moment waarop het parkeerticket onder de ruitenwisher wordt geplaatst en het verzenden van het betaalorder naar de personen die de retributie of de boete niet hebben betaald verstrekt een periode van enkele maanden. Kan men zich op deze termijn beroepen om aan te voeren dat de verstreken termijn de retributieplichtige belet om zich de feiten te herinneren en zijn verdedigingsrecht op nuttige wijze uit te voeren?
- Moet het betalingsbevel van de ontvanger bij aangetekend schrijven worden verstuurd op straffe van nietigheid of volstaan andere bewijzen en de datum van de verzending? Zijn de procedureformaliteiten die het betalingsorder moeten omkaderen al dan niet op straffe van nietigheid voorgeschreven?

Het is op het vlak van dit laatste rechtspunt dat wij in de rechtbank hebben verloren. Wat de andere punten betreft, werd de geldigheid van onze handelingen door de rechter bevestigd.

Dit is wat er werkelijk gebeurde:

- 1) De gemeente stuurde een Franstalige inwonerster van Etterbeek een forfaitaire parkeerretributie van 25 euro.
- 2) De partner van deze dame – die zich uitdrukt in het Nederlands - die fungeerde als

gebruiker van het voertuig op het moment van de feiten verzocht om de documenten met betrekking tot de procedure voor invordering van de retributie in het Nederlands te ontvangen.

3) Per brief van 29 september 2016, (het is een oude zaak) liet de gemeente hem weten dat het retributiereglement erin voorziet dat de retributie verschuldigd is door **de nummerplaathouder van het voertuig**. De klacht is dan ook niet-ontvankelijk verklaard waarbij de procedure voor invordering werd voortgezet in het Frans ten laste van mevrouw.

4) De heffingsplichtige heeft doelbewust geweigerd om de haar gevorderde retributie van 25 euro te betalen, wat de gemeenteontvanger ertoe bracht om een dwangbevel te laten betekenen op 14 november 2017. **Welnu, hier is sprake van onze enige fout: we hebben dit dwangbevel niet per aangetekende post laten betekenen.**

5) Op 3 januari 2018 ontvangt de gemeente een kopie van het bij de rechtbank ingediende verzoekschrift tegen de procedure voor invordering van de onbetaalde retributie.

6) Op 9 januari 2018 stelt het College voor om het conflict via een minnelijke schikking op te lossen door de invorderingskosten te betalen en op voorwaarde dat de retributie van 25 euro wordt betaald.

Dit voorstel werd verworpen door de verzoekers die ten aanzien van de gemeente een morele schadevergoeding van 250 euro eisten.

Aangezien de vermeende morele schadevergoeding geleden door de verzoekers niet met ondersteunend bewijsmateriaal werd gestaafd, werd het geschil voortgezet.

7) Op 27 augustus 2018, trekt de gemeente, op aanraden van haar advocaat, het dwangbevel dat het voorwerp uitmaakt van het beroep in en dit om de procedure voor invordering ten opzichte van de wettelijke eisen te regulariseren (artikel 137 bis NGW) **aangezien we, zoals reeds gezegd, het dwangbevel per aangetekende post hadden moeten laten betekenen.**

8) Op 14 januari 2019 doet de rechtbank van Eerste Aanleg een uitspraak. De rechtbank neemt nota van de beslissing tot intrekking van het litigieuze dwangbevel.

Echter en in tegenstelling tot wat de verzoekers suggereren, stelt de rechtbank de gemeente in het gelijk inzake goed taalgebruik.

De rechtbank preciseert tot slot dat het aan mevrouw was – nummerplaathouder- om een klacht in te dienen namens zichzelf en in de taal van haar keuze, wat ze niet heeft gedaan (de geldigheid van de brief van de gemeente van 29 september 2016 is dus bevestigd).

9) *Op 24 augustus 2018 verstuurt de gemeente een aanmaning per aangetekende brief aan mevrouw (ditmaal in het Nederlands) overeenkomstig hetgeen bepaald is in de procedure voor invordering van artikel 137 bis van de NGW.*

10) *Op 29 augustus 2018 betwist mevrouw de procedure voor de invordering met als argument dat haar rechten van verdediging zijn geschonden, waarbij de feiten die de retributie rechtvaardigen dateren van meer dan twee jaar geleden.*

11) *Op 19 september 2018 antwoordt de gemeente dat de feiten niet werden betwist in 2016 en dat pas in augustus 2018 heffingsplichtige voor de eerste keer sprak over de onregelmatigheid van het proces-verbaal opgesteld in 2016.*

12) Op 14 maart 2019 wordt het vonnis van de rechtbank betekend aan de gemeente;

13) Op 9 april 2019 wordt een verklaring tot schuldvordering betekend aan de gemeente – **minder dan een maand vóór de beroepstermijn. Dit bedrag heeft betrekking op proceskosten verbonden aan de juridische stappen ondernomen door de heffingsplichtigen. Het werd geenszins op hun rekening overgemaakt. We hadden overigens geen enkele reden om haast te maken met de betaling aangezien de beroepstermijn nog aan het lopen was.**

14) Op 14 mei 2019 om 10 uur neemt het College nota van het vonnis en de ontvanger wordt belast met het betalen van het bedrag van 1.739,56 euro op de rekening van de

advocaat van mevrouw.

15) de volgende dag, zonder naleving van de procedures die doorgaans gebruikelijk zijn bij beslagleggingen door deurwaarders, komt een gerechtsdeurwaarder langs bij de gemeente om er een inventaris op te stellen van voor beslag vatbare goederen. Ongehoord. Niet alleen volstond het om na te gaan dat we wel degelijk vooraf hadden betaald (wat een kwestie van minuten was aangezien het punt net behandeld was in het College), maar ook zijn de goederen eigenlijk niet voor beslag vatbaar omdat ze tot het openbaar domein behoren. Bovendien was de lijst van de gerechtsdeurwaarder zo slordig uitgewerkt dat de schilderijen in het geval van een werkelijke beslaglegging zelfs niet nauwkeurig identificeerbaar waren. Een grote puinhoop.

Onze ontvanger heeft uiteraard betaald – na aftrek van de kosten van de slotenmaker die ten onrechte werden aangerekend - ook weer flauwekul – aangezien in deze zaak niemand de deuren van het gebouw heeft moeten forceren, het gemeentehuis is immers een plek die voor iedereen vrij toegankelijk is.

Kortom: geen slecht taalgebruik, geen beslaglegging op schilderijen, enkel een factuur voor de juridische stappen ondernomen door burgers die een administratieve fout hebben opgeblazen.

De Raad neemt akte.

27.06.2019/A/0036

Secrétariat

**Question orale de Madame Martine Maelschalck et Monsieur Jérémy Van Gorp
(MR-Open VLD) : parking sauvage des trottinettes en libre-service**

Monsieur le Président du Conseil,

Chers Collègues,

Depuis plusieurs mois, la problématique du parking sauvage des trottinettes électriques en libre-service a rebondi plusieurs fois dans la presse. Danger pour les piétons, encombrement des trottoirs et des chaussées, risque de chute des engins... sont des conséquences de ce parking sauvage et de la désinvolture de certains utilisateurs de trottinettes.

En Région bruxelloise, je lis dans la presse que Bruxelles Mobilité et les 19 communes ont entrepris de répertorier les zones où le parking sauvage de ces trottinettes pourrait être interdit.

Pour obtenir un permis d'exploitation, les exploitants seront désormais tenus de veiller à ce que leurs trottinettes soient stationnées correctement et des amendes sont également prévues.

Dans ce cadre, je cite, les communes bruxelloises ont fourni une liste d'endroits où elles ne souhaitent plus voir de trottinettes stationnées.

Bruxelles Mobilité, en partenariat avec les autorités locales, doit ensuite étudier les possibilités d'interdiction dans les lieux en question.

Voici mes questions :

- Auderghem a-t-elle fourni une liste de zones où la commune ne souhaite pas voir de trottinettes stationnées ? Si oui, quels sont ces zones ?
- Quand prévoyez-vous d'obtenir une réponse de Bruxelles Mobilité ?
- Pratiquement, comment l'interdiction sera-t-elle mise en œuvre et contrôlée ?

Je vous remercie.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

- **Réponse de Monsieur Bruno Collard, Echevin**

- Auderghem a-t-elle fourni une liste de zones où la commune ne souhaite pas voir de trottinettes stationnées ? Si oui, quels sont ces zones ?

Non la commune d'Auderghem n'a pas fourni de zone d'interdiction de stationnement pour les trottinettes. En effet, ces interdictions doivent être liées à une spécificité de l'endroit comme cela a été dit lors des réunions de travail avec la Région. Il s'agit par exemple d'interdire le stationnement des trottinettes dans une rue piétonne ayant beaucoup de passage. (ex. Rue Neuve), certains lieux emblématiques comme la Grand Place, les parcs où le vélo est interdit.....

- Quand prévoyez-vous d'obtenir une réponse de Bruxelles Mobilité ?

Nous venons de recevoir une réponse de la Région ce 20 juin.

Un arrêté entrera en vigueur au 1^{er} septembre. Cinq communes ont désigné des zones où il est interdit de stationner des véhicules de cyclopartage.

Il s'agit essentiellement de rues piétonnes, de parcs où le vélo est interdit ou de lieux emblématiques reconnus par l'Unesco comme la Grand'Place.

Le courrier de la Région stipule :

« le Gouvernement n'instaure pas de zone NPZ (no parking zone) dans les rues où le stationnement pour les voitures est autorisé. Dans le code de la route ainsi que dans l'ordonnance on rappelle les règles générales relatives au stationnement des vélos (le stationnement ne peut en aucun cas gêner les piétons..). Des mesures d'accompagnement taillées sur mesure sont prévues : sensibilisation des utilisateurs au travers des applications des opérateurs, placement d'arceaux à vélo supplémentaires...

« Pour rappel, il s'agit d'un premier pas dans l'encadrement d'une mobilité durable en évolution rapide ».

D'autres mesures seront donc sans doute prises au fur et à mesure.

- Pratiquement, comment l'interdiction sera-t-elle mise en œuvre et contrôlée ?

Les zones d'interdiction seront imposées aux opérateurs d'engins partagés dès que la liste aura été publiée. Ce sera donc aux opérateurs de mettre en place un système permettant d'interdire le stationnement aux endroits définis.

Concrètement, cela pourrait se traduire par le même système que pour certains véhicules partagés. Ce système fonctionne sur la base suivante : il est impossible pour un utilisateur de mettre fin à sa course lorsque la voiture se trouve dans l'espace où le stationnement est interdit. N'ayant pas encore reçu d'informations officielles à ce sujet, c'est ce que nous supposons.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck en de heer Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD): wildparkeren van steps in zelfbediening

Geachte mijnheer de voorzitter van de raad,
Geachte collega's,

Al enkele maanden is het probleem van het wildparkeren van elektrische steps in zelfbediening al meermaals in de media uitvoerig ter sprake gekomen. Gevaar voor voetgangers, hinder voor stoepen en straten, valrisico bij de toestellen... zijn allemaal gevolgen van dit wildparkeren en van de achteloosheid van sommige stepgebruikers.

In het Brussels gewest lees ik in de media dat Brussel Mobiliteit en de 19 gemeenten begonnen zijn met het inventariseren van de zones waar wildparkeren van deze steps mogelijk verboden wordt.

Om een exploitatievergunning te verkrijgen, moeten de exploitanten er voortaan op toezien dat hun steps op een correcte manier worden geparkeerd en er wordt ook voorzien in boetes.

In dit kader, ik citeer, hebben de Brusselse gemeenten een lijst met plekken bezorgd waar ze geparkeerde steps willen weren.

Brussel Mobiliteit moet vervolgens, in samenwerking met de lokale overheden, de verbodsmogelijkheden op desbetreffende plaatsen onderzoeken.

Vandaar de volgende vragen:

- Heeft Oudergem een lijst bezorgd met zones waar de gemeente geparkeerde steps wil weren? Zo ja, over welke zones gaat het?
- Wanneer verwacht u een reactie te krijgen van Brussel Mobiliteit?
- Hoe zal het verbod in de praktijk worden uitgevoerd en gecontroleerd?

Ik dank u.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

• **Antwoord van de heer Bruno Collard, schepen**

- Heeft Oudergem een lijst bezorgd met zones waar de gemeente geparkeerde steps wil weren? Zo ja, over welke zones gaat het?

Nee, Oudergem heeft geen lijst bezorgd met plekken waar er een parkeerverbod geldt voor steps. Deze verboden moeten namelijk verband houden met het specifieke karakter van de plek zoals is aangegeven tijdens de werkvergaderingen met het Gewest. Het kan bijvoorbeeld gaan om een parkeerverbod voor steps in drukke voetgangersstraten (bijvoorbeeld de Nieuwstraat), op bepaalde iconische locaties zoals de Grote Markt, in parken waar fietsen verboden zijn.....

- Wanneer verwacht u een reactie te krijgen van Brussel Mobiliteit?

We hebben zonet, op 20 juni, een antwoord gekregen van het Gewest.

Er zal op 1 september een besluit in werking treden. Vijf gemeenten hebben zones aangegeven waar het verboden is om fietsdeelvoertuigen te parkeren.

Het gaat voornamelijk om voetgangersstraten, parken waar fietsen verboden zijn en om iconische locaties, door de UNESCO erkend als werelderfgoed, zoals de Grote Markt.

Het schrijven van het Gewest bepaalt:

" De regering stelt geen NPZ-zone (no parking zone) in in straten waar het parkeren van auto's toegestaan is. In de wegcode alsook in de ordonnantie staan de algemene voorschriften betreffende het parkeren van fietsen vermeld (het parkeren mag in geen geval hinder veroorzaken voor de voetgangers). Er wordt voorzien in begeleidende maatregelen op maat: bewustmaking van de gebruikers via applicaties van de operatoren, plaatsing van extra fietsaanleunbeugels...

"We wijzen erop dat het gaat om een eerste stap in het ondersteunen van een duurzame

snel evoluerende mobiliteit".

Andere maatregelen zullen dan ook ongetwijfeld geleidelijk aan worden genomen.

- Hoe zal het verbod in de praktijk worden uitgevoerd en gecontroleerd?

De parkeerverbodzones zullen worden opgelegd aan de operatoren van gedeelde voertuigen zodra de lijst gepubliceerd is. Het zal dan ook aan de operatoren zijn om een systeem op te zetten dat het mogelijk maakt om parkeren op de vastgelegde plekken te verbieden.

Dit zou in de praktijk via hetzelfde systeem kunnen dat wordt gebruikt bij bepaalde gedeelde voertuigen. Dit systeem hanteert het volgende principe: de gebruiker kan zijn rit niet beëindigen wanneer de auto zich bevindt in een zone waar parkeren verboden is. Aangezien we hieromtrent nog geen officiële informatie hebben ontvangen, gaan we daarvan uit.

De Raad neemt akte.

27.06.2019/A/0037

Secrétariat

Question orale de Madame Martine Maelschalck et Monsieur Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD) : projet immobilier B@ 1 (erronément dénommé Tenreuken)

Monsieur le Président du Conseil,

Chers Collègues,

Le 24 avril dernier s'est tenue une séance d'information des riverains à propos du permis de lotir dans l'espace entre les rues Van Hoorenbeek, Grand Forestier, Vanderborghet et Tenreuken.

Les étapes suivantes de ce dossier étaient :

- L'enquête publique qui se déroulait du 30 avril au 29 mai 2019
- La Commission de concertation le 13 juin 2019
- La publication de l'avis de la Commission sur le site de la commune et son envoi à toutes les personnes qui ont réagi à l'enquête publique – *NB L'avis n'était pas encore en ligne au moment de l'envoi de la présente question – Question à mettre à jour après publication*
- Avis du Collège : 24 juin 2019

Mes questions sont les suivantes :

- Combien de personnes ont répondu à l'enquête publique ?
- Quelle était la nature de leurs remarques ou questions ?
- La Commission et le Collège ont-ils tenu compte de ces remarques et questions ?
- Dans quel délai prévisible peut-on attendre la réponse de la Région ?

Je vous remercie.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

• Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Echevin

Madame et Monsieur les Conseillers,

La demande de la S.A. B@1 SPORTS & LEISURE tend à lotir une propriété en 9 lots avec création de voirie, avenue Jean Van Horenbeeck 187, avenue du Grand Forestier et drève Joseph Vanderborgh.

La demande fait suite à deux demandes antérieures.

La demande initiale visait la création de 6 lots et d'une voirie, pour permettre la construction de maximum 115 unités de logements et 172 emplacements de stationnement. Un avis défavorable avait été émis en date du 15 décembre 2016. La région n'a pas statué sur cette demande.

Un dossier modificatif a été introduit à l'initiative du demandeur pour la création de 6 lots et d'une voirie, pour permettre sur 6 lots la construction de maximum 91 unités de logements et 140 emplacements de stationnement. Après nouvelle enquête publique, le 22 février 2018, la Commission de concertation a émis un avis favorable assorti de nombreuses et importantes conditions dont suppression de l'un des lots, limitation à maximum 50 logements, réduction des gabarits et diverses mesures afin de préserver au mieux les qualités environnementales du site. La région n'a pas statué sur cette demande.

Un nouveau dossier modificatif a été introduit à l'initiative du demandeur pour la création 9 lots destinés à la construction d'immeubles à appartements pour un ensemble de 88 appartements disposant de 134 emplacements de parking en sous-sol. Ces lots sont distribués à partir d'une voirie centrale comportant 2 zones de stationnement à l'air libre comptabilisant 35 emplacements.

Comme je le fais pour tout projet d'importance, afin d'informer les riverains et de leur permettre d'émettre un avis en toute connaissance de cause, j'ai effectivement organisé une réunion publique le 24/04/2019.

Le dossier a été soumis à l'enquête publique du 30/04/2019 au 29/05/2019 et à l'avis de la commission de concertation le 13/06/2019.

Pendant l'enquête publique, vingt-huit lettres de réclamations individuelles, septante et une lettres-type, deux lettres en faveur du projet et dix lettres hors délai nous sont parvenues.

Les réclamations portent principalement sur :

- la densité de logements à l'hectare trop importante et les nuisances qui en découleront ;
- le projet qui ne tient pas compte des avis émis par la commission de concertation ;
- le projet qui ne tient pas compte des projets alentours ;
- le nombre de lots augmenté bien qu'il ait été demandé de le diminuer ;
- le projet d'une emprise au sol plus importante ;
- le projet qui réduit fortement les zones de jardins et qui propose des écarts trop faibles entre immeubles ;
- la hauteur des immeubles, de 11 à 15 m, alors que les immeubles environnants ont une moyenne de 7m sous corniche ;
- les 30 logements à l'hectare alors que la moyenne est de 20 logements à l'hectare ;
- le projet d'une ampleur démesurée et destructeur : effet barrière néfaste pour les habitats protégés entraînant leur extinction ;
- l'activité humaine générant mouvements, bruits et sources de lumière nuisibles pour les écosystèmes ;
- le projet qui compromet le maillage vert et porte atteinte à la biodiversité végétale

et animale ;

- le supplément de 170 véhicules dans un quartier déjà saturé et dans une voirie inadaptée à cette augmentation de trafic ;
- l'augmentation du trafic dans l'avenue du Grand Forestier qui constituera un danger pour les piétons rejoignant le parc et générant des nuisances sonores pour les riverains
- l'excavation et imperméabilisation importante du sol avec risque de pollution des étangs situés en contrebas ;
- les couloirs écologiques, le placement de nichoirs, les mesures d'atténuation qui ne pourront compenser la perte des espèces ;
- l'impact significatif sur l'environnement et le bien-être des habitants ;
- la demande de conserver l'espace boisé et sous-bois de la partie du site qui longe l'avenue du Grand Forestier sur une largeur plus étendue afin de préserver une continuité verte réelle avec le Parc Ten Reuken ;
- la demande de préserver l'avenue du Grand Forestier, située face à une zone Natura 2000, des nuisances du trafic soit en créant l'accès vers la drève Joseph Vanderborght, soit en répartissant le trafic sur ces deux voiries ;
- la demande de mettre en place un couloir écologique qui fait un lien entre les zones vertes et Natura 2000 et d'établir un plan de gestion favorisant la présence et le déploiement de la biodiversité sur cette partie du territoire ;
- la demande de réaliser une étude globale des incidences des projets.

Le 13/06/2019, la Commission de concertation a émis à l'unanimité un avis défavorable sur le projet. Cet avis est très amplement motivé et a été rédigé en présence du représentant du fonctionnaire délégué de la région qui aura à se prononcer.

Le 18/06/2019, le Collège a rejoint cet avis.

Je ne suis pas en mesure de préciser la date d'une décision future de la région. En toute logique, cette décision devrait être un refus... sauf si une nouvelle fois, le demandeur revoit sa copie.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Martine Maelschalck en de heer Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD): vastgoedproject B@ 1 (ten onrechte Tenreuken genoemd)

Geachte mijnheer de voorzitter van de raad,

Geachte collega's,

Op 24 april jongstleden vond er een informatievergadering plaats voor de buurtbewoners over de verkavelingsvergunning binnen de ruimte tussen de Jean Van Horenbeecklaan, de Woudmeesterlaan, de Joseph Vanderborghtdreef en Tenreuken.

De volgende stappen bij dit dossier:

- het openbaar onderzoek dat plaatsvond van 30 april tot 29 mei 2019
- de overlegcommissie van 13 juni 2019
- publicatie van het advies van de Commissie op de website van de gemeente en toezending aan alle personen die hebben gereageerd op het openbaar onderzoek –

NB het advies was nog niet online gezet op het moment van versturen van deze vraag – Vraag bij te werken na publicatie

- Advies van het College: 24 juni 2019

Mijn vragen luiden als volgt:

- Hoeveel personen hebben gereageerd op het openbaar onderzoek?
- Wat was de aard van hun opmerkingen of vragen?
- Hebben de Commissie en het College met deze opmerkingen en vragen rekening gehouden?
- Binnen welke termijn mogen we een antwoord verwachten van het Gewest?

Ik dank u.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

• **Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen**

Geachte dames en heren raadsleden

De aanvraag van de nv B@1 SPORTS & LEISURE heeft betrekking op het verkavelen van een eigendom in negen loten met straataanleg, Jean Van Horenbeecklaan 187, Woudmeesterlaan en Joseph Vanderborghdreef.

De aanvraag volgt op twee eerdere ingediende aanvragen.

De oorspronkelijke aanvraag beoogde de creatie van zes loten en straataanleg, om de bouw van maximaal 115 wooneenheden en 172 parkeerplaatsen mogelijk te maken. Er werd een ongunstig advies uitgebracht op 15 december 2016. Het Gewest heeft zich over deze aanvraag niet uitgesproken.

Er werd, op initiatief van de aanvrager, een wijzigingsdossier ingediend voor de creatie van zes loten en straataanleg, om de bouw van maximaal 91 wooneenheden en 140 parkeerplaatsen mogelijk te maken. Na een nieuw openbaar onderzoek heeft de Overlegcommissie op 22 februari 2018 een gunstig advies uitgebracht met daaraan gekoppeld vele en belangrijke voorwaarden waaronder het schrappen van één van de loten, de beperking tot maximaal 50 woningen, de vermindering van de bouwprofielen en diverse maatregelen om zo goed mogelijk de milieukwaliteit van de locatie te handhaven. Het Gewest heeft zich over deze aanvraag niet uitgesproken.

Er werd, op initiatief van de aanvrager, een nieuw wijzigingsdossier ingediend in verband met de creatie van negen loten bedoeld om appartementsgebouwen op te trekken voor een totaal van 88 appartementen die beschikken over 134 ondergrondse parkeerplaatsen. Deze loten worden verdeeld op basis van een centrale openbare weg die bestaat uit twee parkeerzones met 35 parkeerplaatsen.

Teneinde de buurtbewoners te informeren en ze in staat te stellen met volledige kennis van zaken een advies te geven, heb ik, zoals ik altijd doe voor elk belangrijk project, inderdaad een openbare vergadering georganiseerd op 24/04/2019.

Het dossier werd onderworpen aan het openbaar onderzoek van 30/04/2019 tot 29/05/2019 en werd ter advies voorgelegd aan de overlegcommissie op 13/06/2019.

Tijdens het openbaar onderzoek hebben we 28 individuele bezwaarbrieven, 71 standaardbrieven, twee brieven met steun voor het project en tien brieven buiten de termijn ontvangen.

De bezwaren hebben voornamelijk betrekking op:

- een te grote dichtheid van woningen per hectare en de daaruit voortvloeiende overlast;

- het project dat geen rekening houdt met de door de overlegcommissie uitgebrachte adviezen;
- het project dat geen rekening houdt met de projecten in de omgeving;
- het toegenomen aantal loten hoewel er was gevraagd om ze te verminderen;
- het project met toenemende grondinname;
- het project dat de tuingebieden aanzienlijk vermindert en dat te weinig afstand biedt tussen de gebouwen;
- de hoogte van de gebouwen, gaande van 11 tot 15 m, terwijl de omliggende gebouwen een gemiddelde kroonlijsthoogte van 7 m hebben;
- de 30 woningen per hectare terwijl het gemiddelde 20 woningen per hectare bedraagt;
- het project gekenmerkt door een buitensporige en vernietigende omvang: nefast barrière-effect voor de beschermde habitats waardoor ze verdwijnen;
- de menselijke activiteiten die beweging, lawaai en licht voortbrengen met schadelijke invloed voor de ecosystemen;
- het project dat een bedreiging vormt voor het groene netwerk en de plantaardige en dierlijke biodiversiteit schaadt;
- de extra 170 voertuigen in een wijk die al verzadigd is en met een openbare weg die niet aangepast is aan deze toename van het verkeer;
- de toename van het verkeer in de Woudmeesterlaan, wat gevaarlijk zal zijn voor de voetgangers die het park willen bereiken en wat zal zorgen voor geluidsoverlast voor de omwonenden
- de uitgraving en de afsluiting van de bodem met risico op verontreiniging van de lager gelegen vijvers;
- de ecologische corridors, de plaatsing van nestkastjes, verzachtende maatregelen die het verlies van soorten niet zullen compenseren;
- de aanzienlijke impact op het milieu en het welzijn van de inwoners;
- het verzoek voor het behouden van het bosrijke gebied en het kreupelbos van het gedeelte van de locatie dat loopt langs de Woudmeesterlaan over een ruimere breedte om een echt groen snoer aan te houden met het Ten Reukenpark;
- het verzoek om de Woudmeesterlaan te bewaren, gelegen tegenover een Natura 2000-gebied, verkeershinder door het creëren van een toegang richting de Joseph Vanderborghtdreef ofwel door het verkeer over deze twee openbare wegen te verdelen;
- het verzoek om een ecologische corridor aan te leggen die de groengebieden en de Natura 2000-gebieden verbinden en uitwerken van een beheersplan voor het bevorderen van de aanwezigheid en de ontwikkeling van de biodiversiteit op dit gedeelte van het grondgebied;
- het verzoek om een algemene effectenstudie in verband met de projecten uit te voeren.

Op 13/06/2019 heeft de Overlegcommissie een unaniem ongunstig advies over het project uitgebracht. Dit advies is uitvoerig met redenen omkleed en is opgesteld in aanwezigheid van de vertegenwoordiger van de gedelegeerde ambtenaar van het Gewest dat hierover een uitspraak moet doen.

Op 18/06/2019 sluit het College zich aan bij dit advies.

Ik kan niet de precieze datum aangeven waarop het Gewest een beslissing zal nemen. Logischerwijs zou deze beslissing een weigering moeten inhouden, behalve wanneer de aanvrager, nogmaals, zijn aanvraag herziet.

De Raad neemt akte.

27.06.2019/A/0038

Secrétariat

Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (LB) : "Saint-Vide-Leegbeek": la 20e commune de Bruxelles est née... pour dénoncer les logements inoccupés

Monsieur le Président,
Mesdames Messieurs les Echevins,
Madame la Bourgmestre
Chers Collègues,

Le 17 avril 2019, nous découvrons une nouvelle commune à Bruxelles. Elle s'appelle Saint-Vide-Leegbeek et c'est désormais la 20e commune autoproclamée. Une commune composée par les espaces vides qui de la capitale.

Elle compte 6.8 millions de m² vacants, ce qui correspond tout de même à la superficie de la commune d'Ixelles ! Longtemps restés inaperçus car parsemés à travers la ville, les bâtiments publics, innombrables friches industrielles, surfaces de bureaux, immeubles d'appartements ou encore maisons unifamiliales ne peuvent plus être ignorés. Force est de constater qu'aucun type de bâtiment n'est épargné par la vacance immobilière à Bruxelles.

Vous le savez, la crise du logement est perpétuelle à Bruxelles : 44.000 familles sont en attente d'un logement social (une attente d'en moyenne 7 ans), les prix locatifs ont doublés entre 2000 et 2010, plus de 4000 personnes sont sans-abri, un tiers de la population vit dans un logement inadéquat...

Les causes de la vacance immobilière sont nombreuses, les opportunités que leur occupation temporaire peut offrir à la ville aussi.

Plus précisément, Saint-Vide prône une utilisation des espaces vacants, tant publics que privés :

- à des fins sociétales et non-lucratives
- dans une démarche d'inclusion de tous les publics, avec une attention particulière portée aux personnes marginalisées et écartées du marché locatif classique ;
- qui offre une protection maximale des droits des occupant.e.s (habitant.e.s, porteurs et porteuses de projets confondu.e.s)
- ancrée dans leurs quartiers et répondant aux enjeux locaux ;

Quelles est la politique du Collège afin de lutter contre l'inoccupation des espaces qu'ils soient de logement, de bureaux ou de commerces ? Quelles politiques auraient déjà été mises en œuvre ?

Le collège envisage-t-il un partenariat avec l'association pour ce qui concerne bien évidemment son territoire ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Stéphanie Paulissen

Conseillère communale - LB

• Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre f.f.

Afin de lutter efficacement contre les logements inoccupés, la commune d'Auderghem se donne les moyens nécessaires : une cellule spécifique rattachée au service juridique et au service des taxes est chargée de l'établissement d'un cadastre des biens inoccupés, de l'interpellation des propriétaires des immeubles inoccupés, de l'enrôlement de la taxe et du suivi de la procédure administrative.

1. Le nombre d'immeubles recensés comme inoccupés sur le territoire de la Commune

2016	2017	2018	2019 (recensement en cours)
33	34	36	5

En 2016 : 33 immeubles recensés comme étant inoccupés

En 2017 : 34 immeubles recensés comme étant inoccupés

En 2018 : 36 immeubles recensés comme étant inoccupés

En 2019 : 5 immeubles recensés comme étant inoccupés (le recensement se poursuit)

2. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales générées par la taxe sur les immeubles inoccupés au cours des trois dernières années sont stables.

Pour l'exercice d'imposition **2016, 175.963,00 Euros** ont été enrôlés.

Pour l'exercice d'imposition **2017, 191.904,00 euros** ont été enrôlés.

Pour l'exercice d'imposition **2018**, un montant de **225.741,76 euros** a déjà été enrôlé.

Bien que les taxes relatives à l'exercice d'imposition 2018 peuvent être enrôlées jusqu'au 30 juin 2019, les recettes de l'exercice d'imposition 2018 ne devraient pas dépasser ce montant.

Pour l'exercice d'imposition **2019**, un montant de **89.791 euros** a été enrôlé. Le recensement des immeubles inoccupés se poursuivant, le montant exact de la recette de l'exercice d'imposition 2019 n'est pas encore connu.

Montant des enrôlements (Exercice 2016, 2017, 2018 et 2019 (en cours))

2016	2017	2018 (enrôlement possible jusqu'au 30.06.2019)	2019 (enrôlement possible jusqu'au 30.06.2020)
175.963,00 euros	191.904,00 euros	225.741,76 euros (situation au 24.06.19)	89.791 euros (situation au 24.06.19)

Montant des taxes payées

2016	2017	2018	2019
159.990,00 Euros	167.701,00 Euros	168337,36 Euros	/

En ce qui concerne le montant des taxes enrôlées, il ne faut pas perdre de vue que celles-ci peuvent varier fortement d'un exercice d'imposition à l'autre étant donné la vitalité du secteur immobilier et des mutations immobilières en seconde couronne.

Par exemple, la **fermeture du magasin Aldi**, chaussée de Wavre n°1805-1811 en 2018 implique à elle seule l'enrôlement d'une taxe d'un montant de 15.000,00 Euros. Il est de même de la **fermeture bâtiment annexe de l'ancienne pompe à essence Shell** situé boulevard du Souverain 55 qui implique l'enrôlement d'une taxe d'un montant de 9.855,00 Euros.

3. Les mesures exceptionnelles adoptées

La mise en place d'un outil efficace dans la lutte contre les immeubles inoccupés implique également des mécanismes plus contraignants qui restent cependant exceptionnels :

Le Conseil communal a ainsi décidé d'entamer des procédures judiciaires de **ventes forcées** des immeubles abandonnés situé **rue du Vieux Moulin 67 et chaussée de Wavre 1772**.

Ces procédures se sont soldées par des jugements favorables du tribunal de première instance et les dossiers ont été transmis au huissier instrumentant. Les ventes forcées de ces immeubles sont prévues le 25 juin et le 12 septembre 2019. L'objectif poursuivi est à nouveau de réaffecter l'immeuble à des fins de logement.

4. La réhabilitation des logements et la gestion publique des immeubles

Le bilan de l'action communale en matière de lutte contre les logements inoccupés est positif. En effet, on constate que :

Nombre d'immeubles remis sur le marché dans l'année qui suit l'enrôlement de la taxe communale

2016	2017	2018
39	14	21

Nombre d'immeubles dont l'inoccupation a persisté durant plus d'une année
--

2016	2017	2018
21	20	8

Malheureusement, le mécanisme de gestion publique systématiquement proposé par la commune aux propriétaires de biens inoccupés n'a pas apporté les résultats escomptés. Sur les 96 invitations envoyées en 2016 aucune réponse positives n'a été reçue.

La réquisition suivant la loi Onkelinckx a également été un échec.

C'est pourquoi la commune est en train de revoir la proposition systématique de gestion publique. Nous informons désormais les propriétaires de biens inoccupés des alternatives envisageables afin de permettre la réoccupation – même temporaire - de leur bien et, par conséquent, d'éviter la taxe communale. Ces alternatives comprennent la possibilité pour ces propriétaires de mettre leur bien à la disposition d'une A.I.S. avec l'envoi d'une brochure d'information de la FEDAIS qui est systématiquement jointe au courrier accompagnant le constat d'inoccupation. Nous les invitons aussi à une prise de contact avec la plateforme citoyenne BXLRefugees, cette A.S.B.L. s'occupant de trouver des logements pour les migrants à Bruxelles.

Ces dernières démarches participent à la promotion de la réoccupation effective des biens inoccupés. Toutefois, les propositions de recourir aux AIS come à BxlRefugees étant récents, aucune donnée relative à son succès ne peut être donnée actuellement.

Enfin, en ce qui concerne des immeubles inoccupés taxés depuis plusieurs années (exemple : une personne âgée vit dans une maison de repos et son précédent logement reste

inoccupé – la taxe pour inoccupation est payée chaque année sans contestation), l'administration adresse spontanément aux propriétaires de ces biens une communication concernant les alternatives envisageables pour permettre la réoccupation de leur bien.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Stéphanie Paulissen (LB): "Saint-Vide-Leegbeek": de twintigste Brusselse gemeente is geboren... om de leegstaande woningen aan de kaak te stellen

Geachte mijnheer de voorzitter,
Geachte dames en heren schepenen,
Mevrouw de burgemeester,
Geachte collega's,

Op 17 april 2019 ontdekten we een nieuwe gemeente in Brussel. Ze heet Saint-Vide-Leegbeek en ze heeft nu zichzelf uitgeroepen tot twintigste gemeente. Een gemeente die bestaat uit de lege ruimtes van de hoofdstad.

Ze telt 6,8 miljoen ongebruikte vierkante meters, wat niettemin overeenkomt met de oppervlakte van de gemeente Elsene! Lange tijd onopgemerkt gebleven omdat ze zich verspreid over de stad bevinden, kunnen de openbare gebouwen, ontelbare verlaten industrieterreinen, kantoorpanden, appartementsgebouwen maar ook eengezinswoningen niet langer worden genegeerd. Helaas moeten we vaststellen dat geen enkel soort gebouw ontkomt aan het leegstaande vastgoed in Brussel.

Zoals u weet, blijft de huisvestingscrisis in Brussel maar aanhouden: 44.000 gezinnen wachten op een sociale woning (gemiddelde wachttijd van zeven jaar), de huurprijzen zijn verdubbeld tussen 2000 en 2010, meer dan 4000 daklozen, een derde van de bevolking verkeert in slechte huisvestingssituaties...

De oorzaken voor het leegstaande vastgoed zijn talrijk, ook talrijk zijn de mogelijkheden voor de stad in verband met het tijdelijke gebruik ervan.

Meer in het bijzonder is Saint-Vide-Leegbeek voorstander van het gebruik van vrije ruimten, zowel van openbare als privégebouwen:

- om maatschappelijke en niet-winstgevende doeleinden
- met het oog op een inclusieve benadering ten aanzien van alle doelgroepen, met bijzondere aandacht voor mensen die in een achterstandspositie verkeren en van de klassieke huurmarkt worden uitgesloten;
- dat maximale bescherming biedt in verband met de rechten van de bewoners (inwoners, initiatiefnemers van alle projecten samen)
- verankerd in hun wijken en inspeland op de lokale uitdagingen;

Wat is het beleid van het College om de strijd aan te gaan tegen de ongebruikte ruimten, of het nu gaat om woningen, handelszaken of kantoren? Welke beleidsmaatregelen zijn al ten uitvoer gebracht?

Is het college van plan om een partnerschap aan te gaan met het verenigingsleven voor datgene wat uiteraard verband houdt met zijn grondgebied?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Stéphanie Paulissen

Gemeenteraadslid - LB

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, waarnemend burgemeester**

Om de strijd tegen de leegstaande woningen efficiënt aan te gaan, zet de gemeente Oudergem de nodige middelen in: een specifieke cel die is verbonden aan de juridische dienst en de dienst belastingen is belast met het opstellen van een register van de leegstaande gebouwen, het interpellieren van de eigenaars van leegstaande gebouwen, de inkohiering van de belasting en met de follow-up van de administratieve procedure.

1. Het aantal leegstaande gebouwen dat op het grondgebied van de gemeente werd geteld

2016	2017	2018	2019 (telling aan de gang)
33	34	36	-5

In 2016: 33 als leegstaand geregistreerde gebouwen

In 2017: 34 als leegstaand geregistreerde gebouwen

In 2018: 36 als leegstaand geregistreerde gebouwen

In 2019: 5 als leegstaand geregistreerde gebouwen (de telling wordt voortgezet)

2. Fiscale ontvangsten

De fiscale ontvangsten die voortvloeien uit de inning van de leegstandsbelasting, zijn in de voorbije drie jaar stabiel gebleven.

Voor **aanslagjaar 2016** werd **175.963,00 euro** ingekohierd.

Voor **aanslagjaar 2017** werd **191.904,00 euro** ingekohierd.

Voor aanslagjaar **2018** werd al een bedrag van **225.741,76 euro** ingekohierd.

Hoewel de belastingen betreffende aanslagjaar 2018 tot 30 juni 2019 kunnen worden ingekohierd, zouden de ontvangsten van aanslagjaar 2018 dit bedrag niet mogen overschrijden.

Voor aanslagjaar **2019** werd een bedrag van **89.791 euro** ingekohierd. Aangezien de telling van de leegstaande woningen wordt voortgezet, is het exacte bedrag van de ontvangsten van aanslagjaar 2019 nog niet bekend.

Bedrag van de inkohieringen (aanslagjaar 2016, 2017, 2018 en 2019 (lopend))

2016	2017	2018 (inkohiering mogelijk tot 30.06.2019)	2019 (inkohiering mogelijk tot 30.06.2020)
175.963,00 euro	191.904,00 euro	225.741,76 euro (situatie op 24.06.19)	89.791 euro (situatie op 24.06.19)

Bedrag van de betaalde belastingen

2016	2017	2018	2019
159.990,00 euro	167.701,00 euro	168337,36 euro	/

Wat het bedrag van de ingekohierde belastingen betreft, moet er rekening mee worden

gehouden dat deze sterk kunnen variëren van het ene aanslagjaar tot het andere gelet op de vitaliteit van de vastgoedsector en de overdracht van onroerende goederen in de tweede kroon.

De **sluiting van de Aldi-winkel**, Waversesteenweg nr. 1805-1811 in 2018 was bijvoorbeeld alleen al goed voor de inkohiering van een belasting van 15.000,00 euro. Dit is ook het geval voor de **sluiting** van het bijgebouw van **het voormalige Shell-tankstation** in de Vorstlaan 55, waarvoor een belasting van 9.855,00 euro werd ingekohierd.

3. De aangenomen uitzonderlijke maatregelen

De invoering van een efficiënt middel ter bestrijding van de leegstand houdt ook steeds dwingendere mechanismen in, die echter uitzonderlijk blijven:

Zo heeft de gemeenteraad beslist om een gerechtelijke procedure in te stellen voor de **gedwongen verkopen** van de leegstaande gebouwen in de **Oude Molenstraat 67 en de Waversesteenweg 1772**.

Deze procedures resulteerden in gunstige uitspraken van de rechtbank van eerste aanleg en de dossiers werden overgemaakt aan de instrumenterende gerechtsdeurwaarder. De gedwongen verkopen van deze gebouwen staan ingepland voor 25 juni en 12 september 2019. Het nagestreefde doel bestaat erin om het gebouw te herbestemmen voor huisvestingsdoeleinden.

4. De renovatie van de woningen en het overheidsbeheer van gebouwen

De balans van de gemeenteactie inzake de strijd tegen leegstand is positief. Er is immers vastgesteld dat:

Aantal opnieuw op de markt geplaatste woningen in het jaar na de inkohiering van de gemeentebelasting
--

2016	2017	2018
39	14	21

Aantal gebouwen waarvan de leegstand meer dan één jaar heeft geduurd

2016	2017	2018
21	20	8

Het mechanisme van het overheidsbeheer dat door de gemeente systematisch aan eigenaars van leegstaande gebouwen wordt voorgesteld, heeft helaas niet de verwachte resultaten opgeleverd. In 2016 werden 96 uitnodigingen verstuurd, waarop geen enkel positief antwoord werd ontvangen.

De opeisingsprocedure in het kader van de wet Onkelinckx was eveneens een mislukking. Daarom herziet de gemeente momenteel de praktijk die erin bestaat om systematisch een voorstel te doen in verband met het overheidsbeheer. We informeren inmiddels de eigenaars van leegstaande gebouwen over eventuele alternatieven om hun gebouw – zelfs tijdelijk - opnieuw in gebruik te nemen en bijgevolg gemeentebelasting te vermijden. Deze alternatieven omvatten voor deze eigenaars de mogelijkheid om hun gebouw ter beschikking te stellen van een SVK met de toezending van een FEDSVK-informatiebrochure die systematisch wordt gevoegd bij de brief die bij de vaststelling van de leegstand zit. We verzoeken ze ook om contact op te nemen met het burgerplatform BXLRefugees. Deze vzw gaat in Brussel op zoek naar woningen voor migranten.

Laatstgenoemde maatregelen dragen bij aan het promoten van de daadwerkelijke

wederigebruikname van leegstaande gebouwen. De voorstellen om zich te richten tot een SVK of tot BxlRefugees zijn van recente datum waardoor er momenteel nog geen gegevens voorhanden zijn in verband met het succes ervan.

Tot slot, wat de al sinds enkele jaren belaste leegstaande gebouwen betreft (voorbeeld: een oudere persoon woont in een rusthuis waarbij zijn vorige woning blijft leegstaan – de belasting op leegstaande woningen wordt ieder jaar zonder betwisting betaald), stuurt de gemeente spontaan een brief aan de eigenaars van deze gebouwen om ze te informeren over eventuele alternatieven om hun gebouw opnieuw in gebruik te nemen.

De Raad neemt akte.

27.06.2019/A/0039

Secrétariat

Question orale de Madame Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) : mise à disposition des documents relatifs au PAD

Madame la Bourgmestre ff, Mesdames et Messieurs les Echevins, Monsieur le Président du Conseil,

Chers collègues,

Lors de la commission « Urbanisme » de mardi dernier, Monsieur l'échevin, nous a informé qu'il allait réfléchir à la mise à disposition des documents relatifs au PAD.

Il est possible que le bureau Perspectives mettent certains documents en ligne, ce qui rendrait la consultation plus aisée pour tout un chacun.

Actuellement, si l'on désire une copie de certains documents et que l'on se rend au service urbanisme, cela représente un coût certain.

Je prends pour exemple le rapport d'incidence de l'enquête publique qui avait été organisée suite à la demande de Parking Brussels de modifier et gérer le parking sous le viaduc.

Ce rapport comptait 74 pages, et si j'avais dû payer les copies, cela m'aurait coûté 84,50 €.

Je n'ose imaginer ce que coûterait une copie du rapport d'incidence du PAD.

Le PAD étant un projet qui suscite beaucoup d'interrogations, nous supposons et espérons que de nombreux citoyens s'y intéresseront lors de l'enquête publique qui se déroulera à l'automne, viendront consulter les documents ou mieux encore en demanderont des exemplaires afin de pouvoir donner un avis après les avoir consultés dans de bonnes conditions.

L'éventuel coût de copies ne peut être un frein à la transparence et à la participation citoyenne.

Mes questions sont les suivantes :

- • Avez-vous déjà des pistes de réflexion au niveau communal ?
- • Envisagez-vous de transférer les documents à qui le demande sous forme numérique ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Nathalie WYNS, conseillère communale pour la Liste Citoyenne 1160

• Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Echevin

Madame et Monsieur les Conseillers,

La volonté du Collège est d'impliquer activement les conseillers communaux dans cet important projet. C'est pourquoi nous avons organisé à votre intention 2 réunions d'information.

Nous vous avons transmis ce mardi un lien vous permettant de télécharger les documents du PAD qui ont été approuvés en 1ère lecture par le Gouvernement. Nous n'avons pas encore reçu de documents en néerlandais.

Ces documents volumineux vous ont été transmis pour vous permettre de préparer efficacement les travaux du conseil dont l'avis sera sollicité pendant la phase d'enquête publique dont l'organisation doit encore être précisée par la région.

Il vous a été demandé de ne pas diffuser ce document ou des parties de celui-ci afin de respecter les dispositions légales de consultation qui sont prévues.

Nous sommes en attente des initiatives que prendra la région pour communiquer efficacement ces documents au public. Nous veillerons à les compléter si nécessaire. Vu le volume des documents, la diffusion numérique semble la plus appropriée et la plus abordable.

Nous allons associer toute la population à cette réflexion. Nous souhaitons une large participation de chacun pour définir au mieux le devenir de ces sites et des ces espaces publics.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160): ter beschikking stellen van de documenten met betrekking tot het RPA

Geachte mevrouw de waarnemend burgemeester, geachte dames en heren schepenen, geachte mijnheer de voorzitter van de raad,

Geachte collega's,

Tijdens de Commissie "Stedenbouw" van afgelopen dinsdag heeft meneer de schepen ons laten weten dat hij ging nadenken over het ter beschikking stellen van de documenten met betrekking tot het RPA.

Het Gewestelijk expertisecentrum perspective.brussels kan sommige documenten online zetten, wat het consulteren ervan voor iedereen gemakkelijker zou maken.

In de huidige situatie, als men een kopie van sommige documenten nodig heeft en men zich tot de dienst Stedenbouw richt, brengt dat zeker kosten met zich mee.

Ik neem als voorbeeld het milieueffectenrapport van het openbaar onderzoek dat was georganiseerd op verzoek van Parking Brussels om de parking onder het viaduct te wijzigen en te beheren.

Dit rapport telt 74 pagina's. Had ik de kopieën moeten betalen, dan zou me dat € 84,50 hebben gekost.

Ik durf er niet eens aan te denken wat een kopie van het milieueffectenrapport van het RPA zou kosten.

Aangezien het RPA een project is dat veel vragen oproept, veronderstellen en hopen we dat veel burgers interesse zullen hebben voor het verloop van het openbaar onderzoek dat zal plaatshebben in de herfst, de documenten zullen komen consulteren, of beter nog, zullen vragen om exemplaren zodat ze hun mening kunnen geven nadat ze de documenten in optimale omstandigheden hebben geconsulteerd.

De eventuele kosten voor kopieën mogen geen belemmering vormen voor de transparantie en de burgerparticipatie.

Mijn vragen luiden als volgt:

- In welke richting wordt hierover gedacht op gemeentelijk niveau?
- Bent u van plan om de documenten digitaal te bezorgen aan wie erom vraagt?

Ik dank u voor uw antwoord.

Nathalie WYNS, gemeenteraadslid voor Liste Citoyenne 1160

- **Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen**

Geachte dames en heren raadsleden

Het College wil de gemeenteraadleden actief betrekken bij dit belangrijke project. Daarom hebben we voor u twee informatievergaderingen georganiseerd.

We hebben u afgelopen dinsdag een link bezorgd voor het downloaden van de RPA-documenten die door de regering in eerste lezing zijn goedgekeurd. We hebben nog geen documenten in het Nederlands ontvangen.

Deze omvangrijke documentatie is u bezorgd zodat u zich optimaal kunt voorbereiden op de werkzaamheden van de raad waarvan het advies wordt ingewonnen tijdens de fase van openbaar onderzoek waarvan de organisatie nog verder moeten worden gepreciseerd door het Gewest.

Er is u verzocht om dit document of delen ervan niet te verspreiden in verband met het respecteren van de geldende wettelijke bepalingen voor raadpleging.

We wachten momenteel op initiatieven die het Gewest zal nemen om deze documenten aan de bevolking beschikbaar te stellen. We zullen ervoor zorgen om ze, indien nodig, aan te vullen. Gelet op de omvang van de documenten lijkt digitale verspreiding de meest geschikte en meest betaalbare oplossing.

We gaan de hele bevolking bij deze denkoefening betrekken. We willen graag dat iedereen zijn bijdrage levert om zo goed mogelijk de toekomst van deze websites en deze openbare ruimtes uit te stippelen.

De Raad neemt akte.

27.06.2019/A/0040

Secrétariat

Interpellation de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : aménagements prévus en périodes de fortes chaleurs

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers collègues,

L'Institut royal météorologique annonce une vague de chaleur pour la semaine du 24 juin. Ces fortes chaleurs sont particulièrement éprouvantes pour le personnel communal ouvrier actif sur le terrain ainsi que pour le personnel administratif travaillant dans des locaux dépourvus de ventilation ou de climatisation.

Le secrétaire communal a anticipé cette situation en annonçant le passage en horaire d'été à partir de mardi 25 juin.

Hormis cette adaptation d'horaire, d'autres aménagements spécifiques sont-ils prévus (par exemple un approvisionnement en eau pour le personnel sur le terrain, équipement plus léger, adaptation des tâches à effectuer, installation de ventilateurs...)?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vanessa Rigodanzo

Conseillère communale PS

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre f.f.,**

La réponse est OUI. Il existe un plan canicule à disposition de tous les travailleurs qui est suivi lorsque la situation se présente, et en particulier pour répondre à vos questions :

Ø Hydratation des travailleurs : fourniture d'eau ou présence de points d'eau. Des bouteilles d'eau sont disponibles pour le personnel de voirie, les fontaines pour les administratifs. Le personnel de voirie rentre pour la pause de midi et peut se réapprovisionner.

Ø Tenue adaptée : Protection de la tête : port d'un couvre-chef adapté . Le personnel de voirie disposent de tenues été (matière plus légère) comme hiver.

Ø Protection de la peau (essentiellement pour les travailleurs travaillant dehors toute la journée): utilisation de crèmes solaires sur les parties du corps exposées. Des crèmes de protection solaires et de piqûres d'insectes se trouvent dans les trousseaux de secours.

Ø Mise à disposition de ventilateurs en cas de besoins objectifs.

La ligne hiérarchique adapte les missions et les outils à utiliser.

Le service de l'économat est chargé de la gestion des achats et des stocks de ventilateurs.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Interpellatie van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): geplande maatregelen in perioden met hoge temperaturen

Geachte mevrouw de burgemeester, dames en heren schepenen,

Geachte collega's,

Het Koninklijk Meteorologisch Instituut kondigt vanaf 24 juni een hittegolf aan. Deze hoge temperaturen zijn bijzonder afmattend voor de gemeentearbeiders die buiten aan het werk zijn en ook voor het administratief personeel dat werkt in ruimten zonder ventilatie of airconditioning.

De gemeentesecretaris heeft op deze situatie geanticipeerd door aan te kondigen dat er vanaf dinsdag 25 juni wordt overgegaan op het zomerrooster.

Worden er buiten deze roosteraanpassing nog andere specifieke maatregelen genomen (bijvoorbeeld water aanbieden aan het personeel buiten, lichtere apparatuur, aanpassen van uit te voeren werkzaamheden, installeren van ventilatoren...)?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Vanessa Rigodanzo

Gemeenteraadslid voor PS

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, waarnemend burgemeester,**

Het antwoord is JA. Er bestaat een hitteplan dat ter beschikking wordt gesteld van alle werknemers en dat wordt gevolgd wanneer de situatie zich voordoet en in het bijzonder om uw vragen te beantwoorden:

- Zorgen voor goede hydratatie van het personeel: aanbieden van water of aanwezigheid van watertappunten. Flessen water zijn beschikbaar voor het personeel van het departement Wegeniswerken, waterfonteinen zijn voorhanden voor het administratief personeel. Het personeel van het departement Wegeniswerken gaat tijdens de lunchpauze naar binnen en kan zich dan opnieuw bevoorraden.
- Aangepaste kleding: hoofdbescherming: dragen van een aangepast hoofddekseel.

Het personeel van het departement Wegeniswerken beschikt over zomerwerkkleding (lichter materiaal) en winterwerkkleding.

- Bescherming van de huid (voornamelijk voor werknemers die de hele dag buiten aan de slag zijn): gebruik van zonnecrème op de blootgestelde lichaamsdelen. Zonnebrandcrèmes en crèmes tegen insectenbeten bevinden zich in de verbanddozen.
- Ter beschikking stellen van ventilatoren in geval van objectief aangetoonde behoeften.

De hiërarchische lijn zorgt voor aanpassing van de opdrachten en van de tools die moeten worden gebruikt.

De dienst Economaat is belast met het beheer van de aankopen en de voorraden van ventilatoren.

De Raad neemt akte.

27.06.2019/A/0041

Secrétariat

Interpellation de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : réparation de la voirie (avenue Guillaume Lefever)

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers collègues,

Depuis fin mai, la voirie de l'avenue Guillaume Lefever est fortement endommagée ; un trou s'est formé à mi-hauteur (cfr photos en annexe).

Avertie par les riverains, la commune a mis près d'une semaine pour placer des barrières nadar (vers le 28 mai). Près d'un mois plus tard, la situation reste inchangée et le trou dans la voirie s'agrandit. Cette situation est préoccupante car il s'agit d'une rue étroite et que des poids lourds l'empruntent régulièrement fragilisant de ce fait la voirie.

Voici mes questions :

- Pourquoi le délai d'intervention de la commune pour remettre la voirie en état est si long ?
- Pouvez-vous me confirmer que la commune est attentive et consciente de l'évolution de la dégradation de cette voirie ? En cas d'accident, quelle serait la responsabilité de la commune quant aux dégâts et dommages subis (riverains, automobilistes, ...) ?
- Pouvez-vous m'indiquer le timing des réparations ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vanessa Rigodanzo

Conseillère communale PS

• Réponse de Monsieur Bruno Collard, Echevin

Le 5 juin, quelques jours après la sécurisation du lieu, un agent de la voirie a contacté Vivacqua via l'application « fix my street » en demandant de faire un contrôle de l'égout. Aucune suite n'a été donnée par Vivacqua à cette demande.

Contacté suite à votre intervention, le responsable de Vivacqua nous dit ne pas trouver de

trace de cette demande. Je tiens les documents qui attestent de la réaction de la commune à votre disposition ainsi que la réponse de Vivaqua..

Il nous a été assuré par Vivaqua que le contrôle serait effectué ce mercredi.

Celui-ci a été fait. Il révèle un petit problème lié à une mauvaise réparation par cette société d'une fuite en 2014, sans danger. Dès lors, Vivaqua prend en charge la réparation dont je ne puis en l'état actuel vous donner le délai. En l'occurrence, c'est donc bien Vivaqua qui assume la responsabilité.

Que s'est-il passé ?

La demande d'intervention a été envoyée « en direct » aux services de voirie qui ont réagi adéquatement en fonction des instructions connues d'eux et recommandées par Vivaqua : signalement via fix mystreet.

Cependant, cette information aurait dû « remonter » vers le contrôleur des travaux en charge de ce type d'incident et de son suivi. Tel n'a pas été hélas le cas.

Pour parer à ce type de situation, instruction a été donnée de faire remonter systématiquement ce type d'information, si elle arrive « en direct » à la voirie vers le contrôleur adéquat de telle sorte qu'une telle situation ne se représente pas.

Par ailleurs, le système fix my street pose quelques problèmes.

Le contrôleur de travaux connaît les imperfections du système très engorgé et qui ne permet pas d'identifier la qualité du demandeur. La demande communale s'est perdue dans la masse.

C'est pourquoi, quand le contrôleur a connaissance d'un tel problème il adresse systématiquement un mail à son correspondant responsable du réseau à Auderghem et ce en accord avec celui-ci et le suivi est effectué correctement.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Interpellatie van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): reparatie van de openbare weg (Guillaume Lefeverlaan)

Geachte mevrouw de burgemeester, dames en heren schepenen,

Geachte collega's,

Sinds eind mei is het wegdek van de Guillaume Lefeverlaan zwaar beschadigd; er is halverwege een gat ontstaan (cf. bijgevoegde foto).

Hierover geïnformeerd door omwonenden, heeft de gemeente er ongeveer een week over gedaan om hekken te plaatsen (rond 28 mei). Bijna een maand later is de situatie onveranderd gebleven waarbij het gat in de weg groter is geworden. Deze situatie is zorgwekkend omdat het gaat om een smalle straat die regelmatig wordt gebruikt door vrachtwagens en zo de weg verzwakt raakt.

Vandaar de volgende vragen:

- Waarom is de interventietermijn van de gemeente zo lang om de straat te repareren?
- Kunt u me bevestigen of de gemeente oog heeft voor en zich bewust is van de toegenomen verslechterde toestand van deze weg? Hoe zit het met de aansprakelijkheid van de gemeente wat betreft geleden schade (buurtbewoners, automobilisten, ...) in geval van een ongeluk?
- Kunt u aangeven wat het tijdschema is voor de reparaties?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Vanessa Rigodanzo

• **Antwoord van de heer Bruno Collard, schepen**

Op 5 juni, enkele dagen na de beveiliging van de locatie, heeft een medewerker van Wegeniswerken contact opgenomen met Vivaqua via de applicatie "fix my street" met het verzoek om het riool te controleren. Er is door Vivaqua geen enkel gevolg gegeven aan dit verzoek.

Na contactname naar aanleiding van uw interventie, meldt de verantwoordelijke bij Vivaqua ons dat er van dit verzoek geen spoor terug te vinden is. Ik stel de documenten waaruit de reactie blijkt van de gemeente alsook het antwoord van Vivaqua te uwer beschikking.

Er werd ons door Vivaqua verzekerd dat er op woensdag een controle zou plaatsvinden. Deze controle is gebeurd. Hieruit blijkt dat er sprake is van een klein probleempje in verband met een door het bedrijf slecht uitgevoerde reparatie van een lek, zonder gevaar. Vandaar zal Vivaqua de reparatie voor zijn rekening nemen, waarvoor ik u op dit moment geen termijn kan meegeven. In dit geval is het wel degelijk Vivaqua dat zijn verantwoordelijkheid neemt.

Wat is er intussen allemaal gebeurd?

Het verzoek om interventie werd "rechtstreeks" verstuurd naar de dienst Wegen die adequaat heeft gereageerd op basis van de richtlijnen door hen bekend en aanbevolen door Vivaqua: melding via fix mystreet.

Deze informatie had echter moeten worden "doorgegeven" aan de controleur van de werken belast met dit soort incidenten en de follow-up ervan. Dit is helaas niet het geval geweest.

Om een dergelijke situatie te vermijden, is er instructie gegeven om dit soort informatie, wanneer deze "rechtstreeks" terechtkomt bij de dienst Wegen, systematisch door te geven aan de passende controleur zodat een dergelijke situatie zich niet meer voordoet.

Bovendien zijn er wat problemen met het fix my street systeem.

De controleur van de werken is op de hoogte van de tekortkomingen van dit overbelaste systeem waarmee de hoedanigheid van de aanvrager niet kan worden achterhaald. De aanvraag van de gemeente is zoekgeraakt.

Daarom stuurt de controleur, wanneer hij op de hoogte is van een dergelijk probleem, systematisch een mail naar desbetreffende verantwoordelijke van het netwerk in Oudergem, na overleg met hem en waarna de follow-up correct verloopt.

De Raad neemt akte.

Levée de la séance à 22:00
Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs